

# POPULATION ET ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

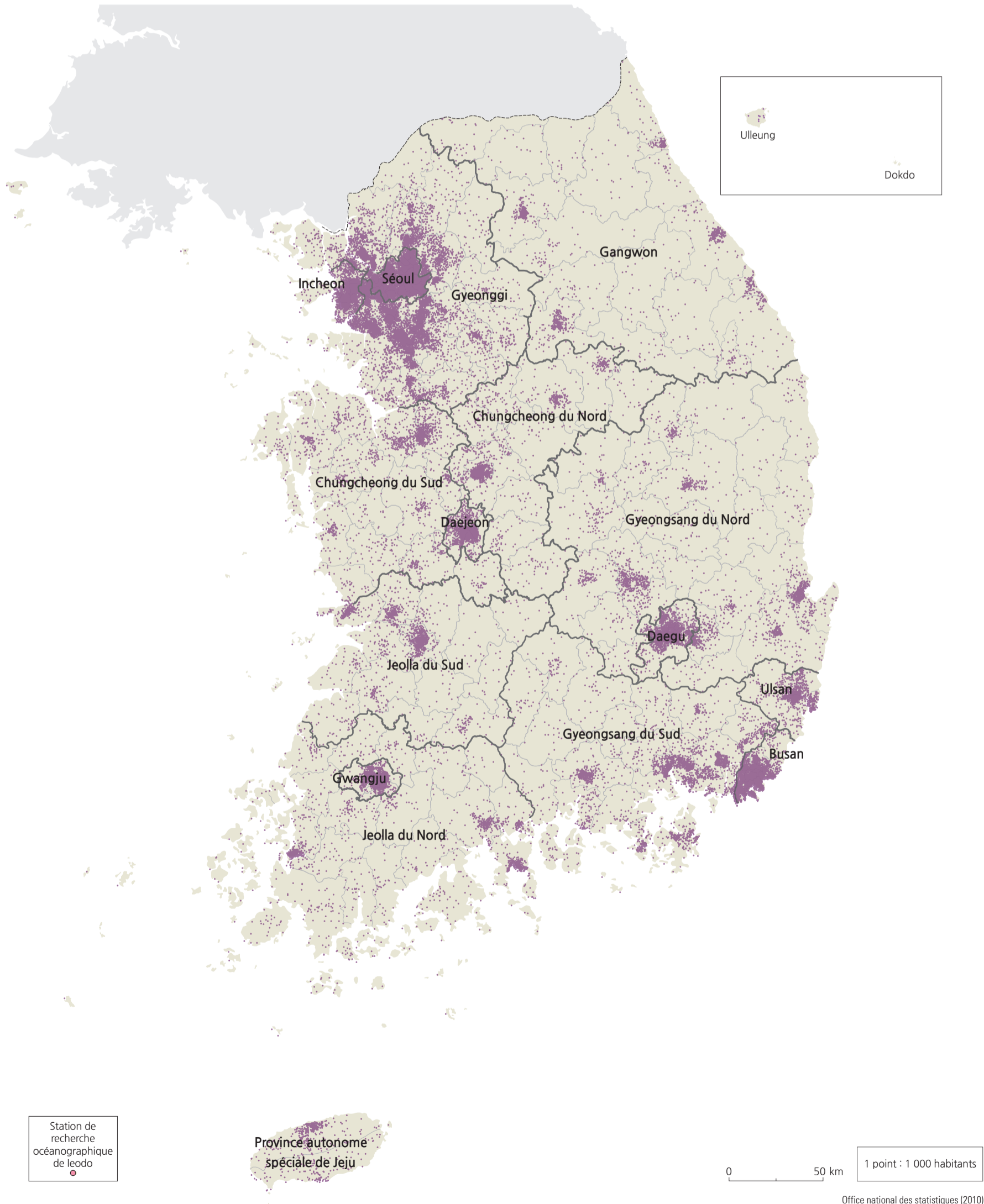
## La population

La population d'un pays ou d'un lieu peut s'étudier de diverses manières, chacune donnant des informations exploitables et des données sur lesquelles fonder des projections de tendances croissantes ou décroissantes. L'étude peut porter sur la répartition, la densité, le

solde naturel et le solde migratoire, la structure et la composition de la population. Elle peut aussi s'intéresser au ratio hommes-femmes, au taux de fécondité, à la population active, aux personnes âgées, et à bien d'autres caractéristiques sociales et économiques, ainsi qu'à des

indicateurs concernant le logement et la santé. Un tel tableau de la population coréenne offre une réflexion sur l'attribution des ressources, l'aménagement du territoire et le cadre de vie.

### Répartition de la population (2010)



## Une population principalement urbaine

Entre 1949 et 2010, la population coréenne est passée de 28,4 à 48,4 millions d'habitants. La majorité de la population coréenne (plus de 90%) vit en milieu urbain. Il apparaît qu'une large part de la population se concentre dans l'aire métropolitaine de Séoul. En 1949, les 4,2 millions d'habitants de cet espace représentaient 21% de la population totale. En 2010, ces chiffres étaient de 23,8 millions d'habitants et de 49%. Dans l'intervalle, toutes les autres régions ont vu diminuer leur poids démographique relatif, la baisse étant la plus marquée dans la région du Honam (qui comprend les provinces du Jeolla du Nord et du Jeolla du Sud, dans le sud-ouest du pays). L'aire métropolitaine de Séoul a gagné à peu près 19,7 millions d'habitants, suivie, avec 6,4 millions, par la région du Yeongnam (qui comprend les provinces du Gyeongsang du Nord et du Gyeongsang du Sud, dans le sud-est). Ces deux régions, celles de Séoul et du Yeongnam, ont absorbé à elles seules 92% de l'augmentation de la population pendant cette période. Leur croissance démographique a accompagné leur croissance économique. Des ressources essentielles, capitaux, technologies et travail, ont été concentrées dans ces deux régions alors que la Corée connaissait sa phase de développement économique la plus rapide.

La carte de la répartition de la population en 2010 est une carte par points, chaque point représentant 1 000 personnes. Elle montre que la population se concentre dans des agglomérations de tailles variables. En comparant cette carte avec celles des réseaux de transport (pages 94-95), on observe une corrélation entre la répartition de la population et les axes de communication majeurs. Le gouvernement a réalisé de lourds investissements dans les centres industriels et économiques et a relié ceux-ci par un réseau de transport efficace ; ces centres fournissent des emplois ainsi que des services publics attractifs. Des populations beaucoup plus faibles sont cependant présentes dans les espaces ruraux, qui apparaissent sur la carte à travers quelques points dispersés.

La densité de population en Corée a augmenté d'environ 210 à 470 habitants/km<sup>2</sup> entre 1949 et 2010. La Corée présente l'une des densités de population les plus élevées au monde. Jusqu'en 1966, l'aire métropolitaine de Séoul et la région du Honam avaient toutes deux des densités de

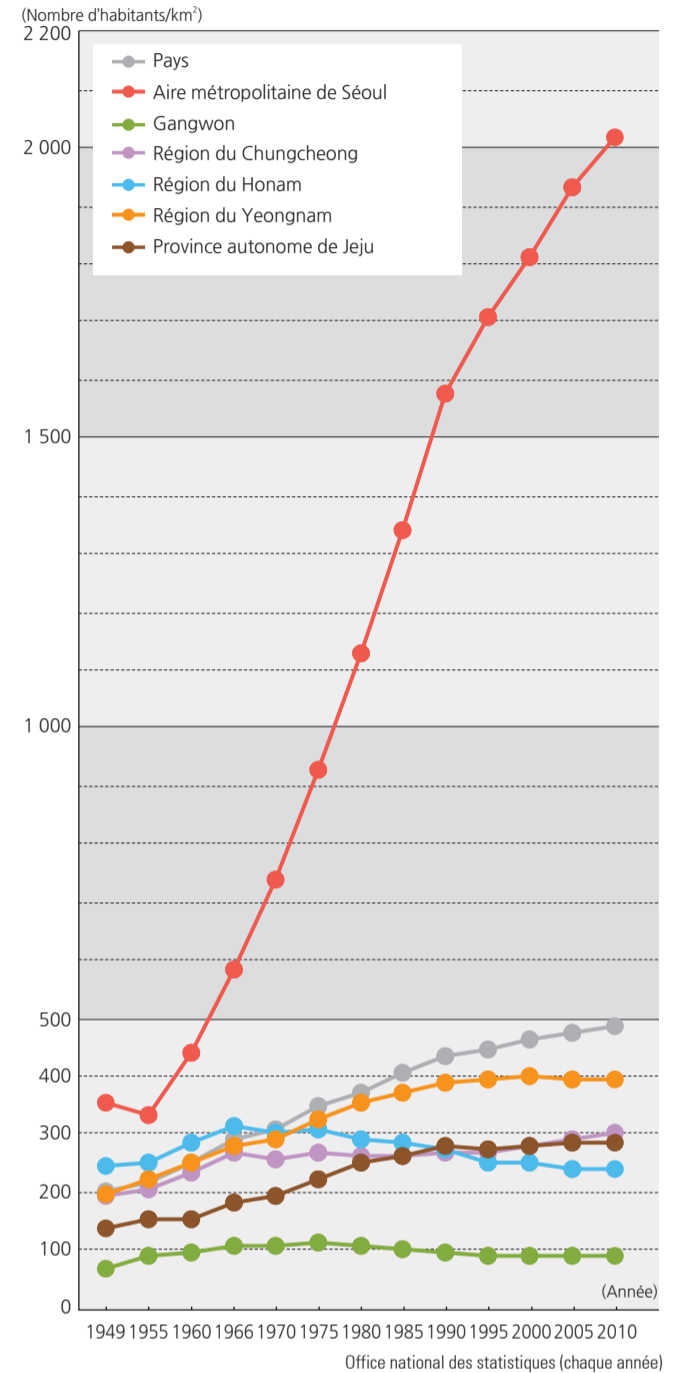
population supérieures à la moyenne nationale. En 2010, Séoul était largement plus densifiée que les autres espaces, la densité étant passée d'environ 350 à 1 990 habitants/km<sup>2</sup> entre 1949 et 2010. En 2010, de nombreux quartiers de la ville avaient une densité de population supérieure à 10 000 habitants/km<sup>2</sup>. La densité était similaire dans certains quartiers des métropoles régionales comme Busan, Daegu et Gwangju. Ces chiffres sont parmi les plus élevées du monde, si l'on omet des cités-États comme Monaco ou Singapour. Réflétant cette tendance, le centre géographique de la population coréenne continue de se déplacer vers l'aire métropolitaine de Séoul.

Les trois cartes qui montrent la croissance de la population de 1980 à 2010 soulignent les changements de rythme de la croissance. Ces cartes montrent des taux de croissance démographique négatifs au niveau des collectivités locales de base (*si, gun et gu*) le long d'un axe nord-est/sud-ouest, alors que les taux sont positifs dans les centres urbains. À une échelle plus fine, on voit que les centres de Séoul et de Busan perdent en réalité des habitants tandis que leurs banlieues en gagnent. Le déclin de la population est moins marqué dans les campagnes à partir des années 2000, car ces espaces ont déjà été largement dépeuplés dans les périodes antérieures.

### La collecte des données démographiques

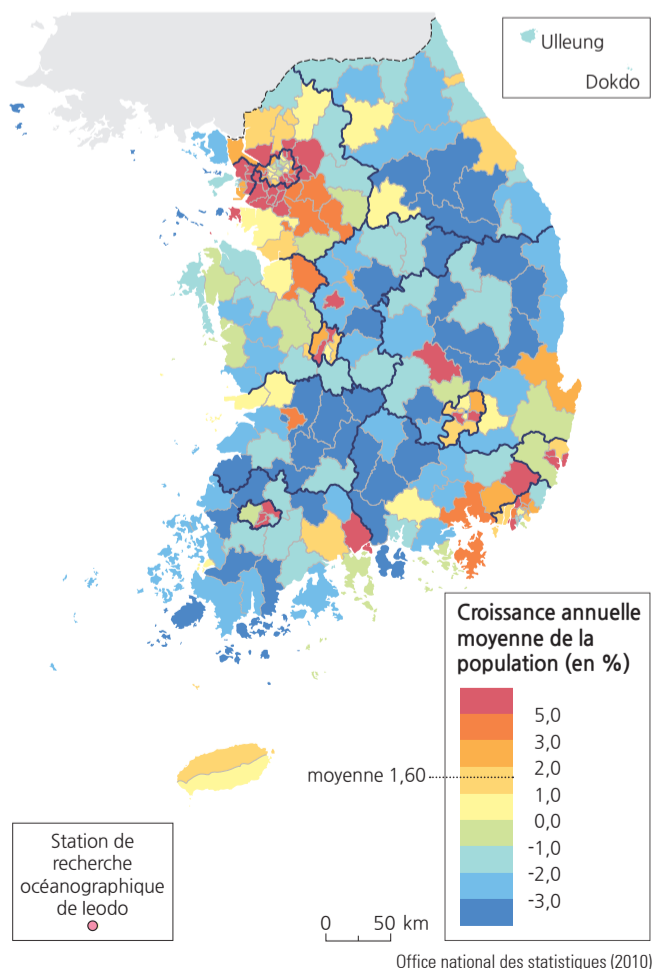
Il existe diverses manières de collecter les données démographiques, et donc différentes statistiques telles que la population résidente enregistrée, la population estimée et la population recensée. La population résidente se fonde sur l'enregistrement des ménages et donne habituellement le plus grand des trois chiffres. Il est fréquent, pour des raisons diverses, que la résidence principale d'un individu soit différente de son logement officiel. Pour corriger ce problème, un recensement de la population est réalisé tous les cinq ans. Entre chaque recensement officiel, l'Office national des statistiques publie chaque année des chiffres de la population estimée. Comme le recensement de la population ne peut pas atteindre un taux de réponse de 100%, la population résidente enregistrée est la plus élevée, suivie de la population estimée et de la population recensée.

### Densité de population par région (1949-2010)

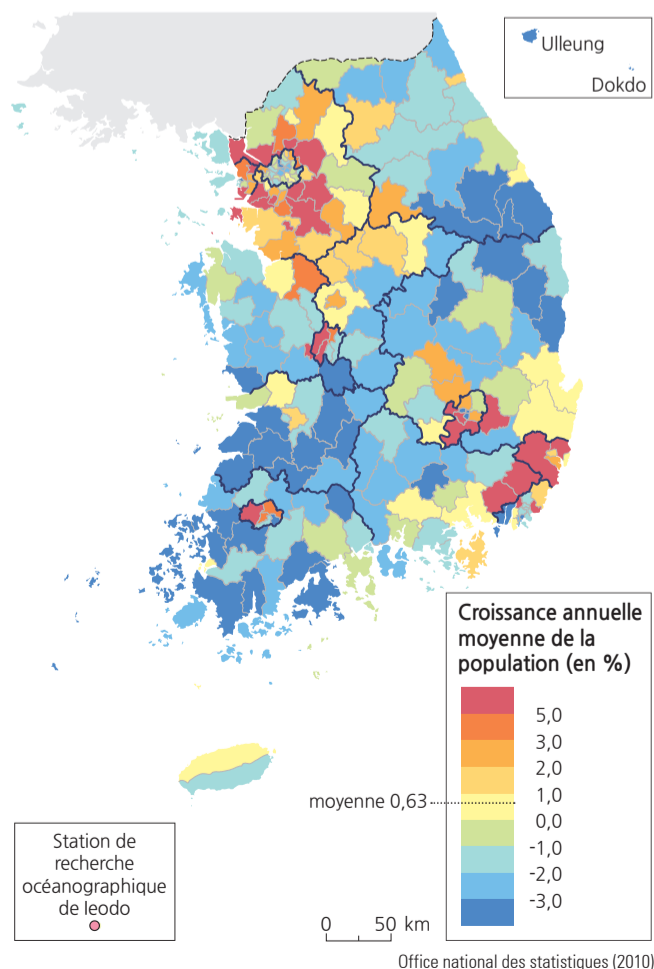


### Taux de croissance de la population

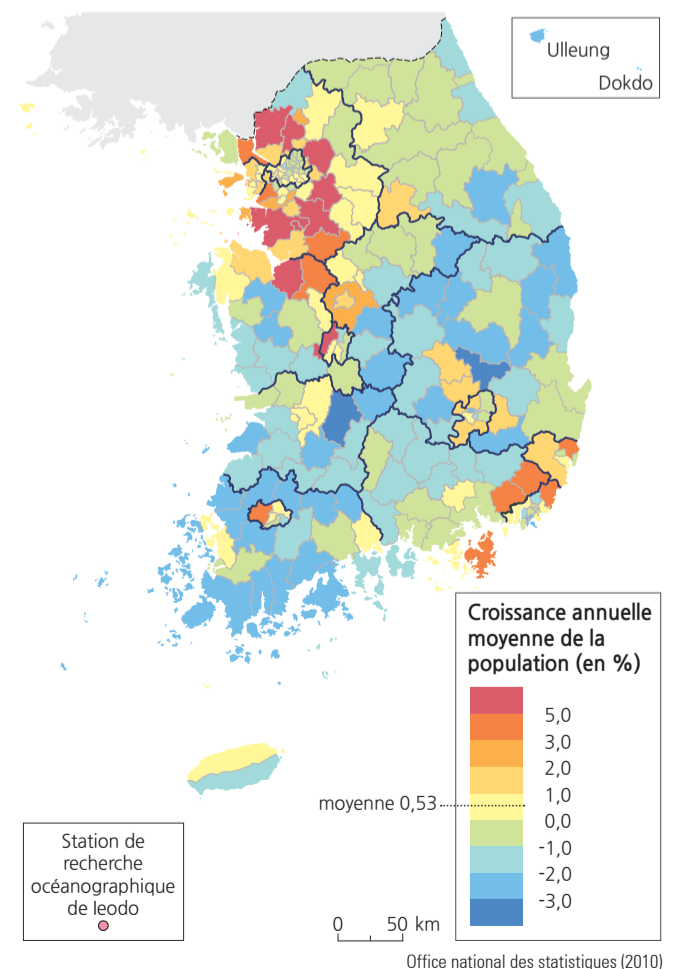
1980-1990



1990-2000

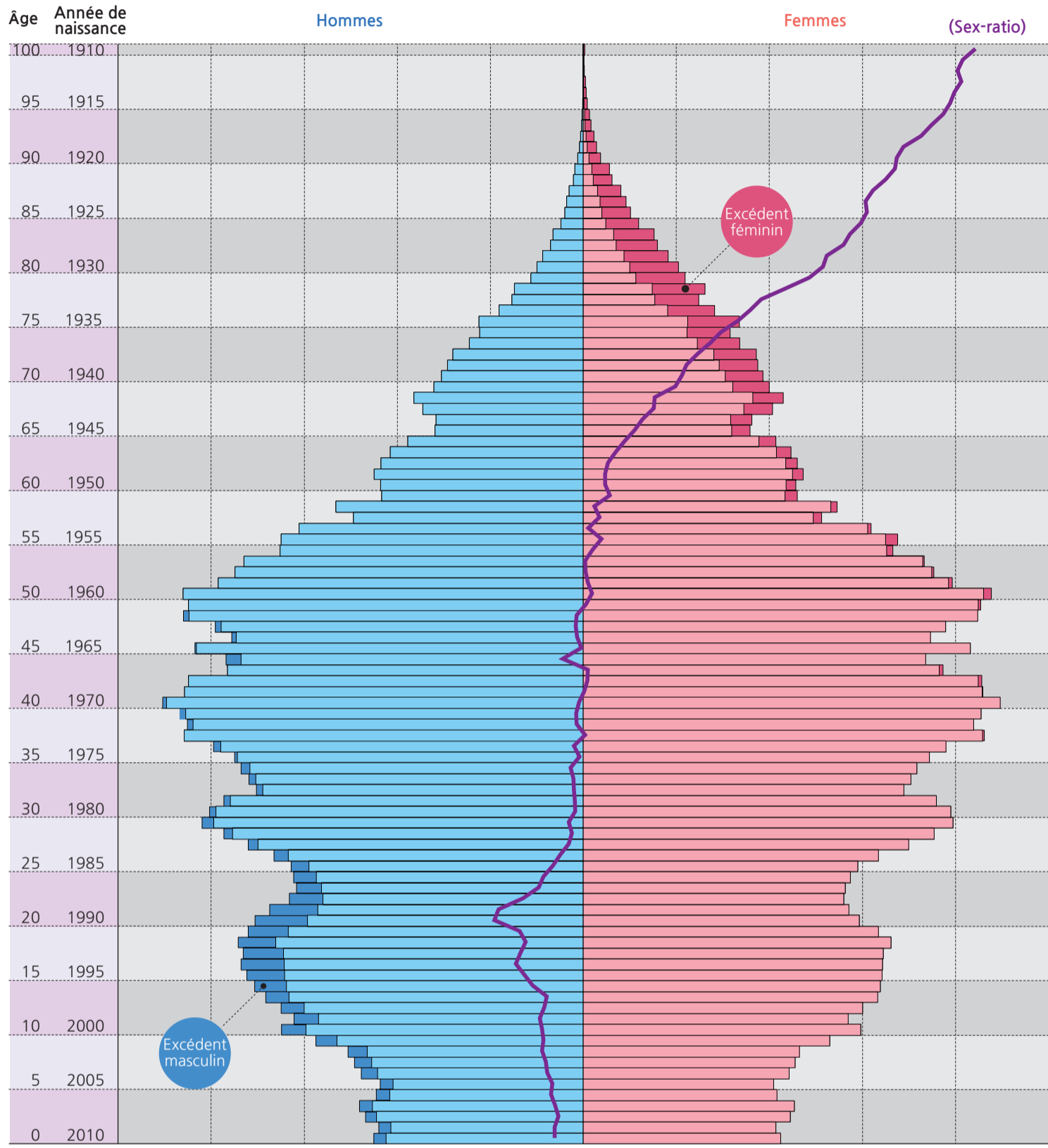


2000-2010



# La structure de la population et les projections

Pyramide des âges de la Corée (2010)

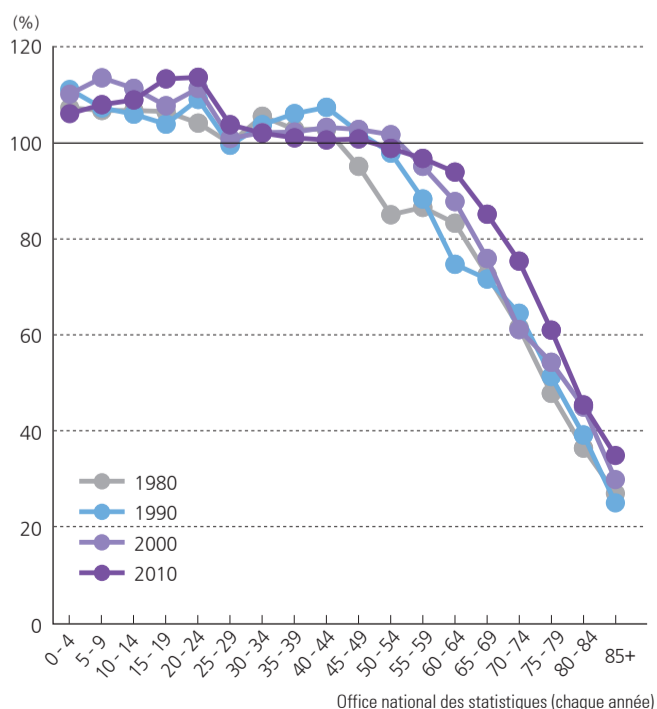


- ◀◀ 1. Déclin temporaire avant et après l'indépendance de la Corée en 1945 (1943-1946)
- ◀◀ 2. Déclin temporaire pendant la guerre de Corée (1950-1953)
- ◀◀ 3. Génération du baby-boom (1955-1963)
- ◀◀ 4. Effets de ① (1964-1967)
- ◀◀ 5. Effets de ② (1976-1978)
- ◀◀ 6. Naissance des enfants des baby-boomers
- ◀◀ 7. Effets de ④ et politique de contrôle des naissances
- ◀◀ 8. Abolition de la politique de contrôle des naissances
- ◀◀ 9. Mariage et premier enfant retardés voire évités

Population 500 400 300 200 100 0 100 200 300 400 500 (Milliers)  
 Sex-ratio 120 100 80 60 40 20 0 (%)

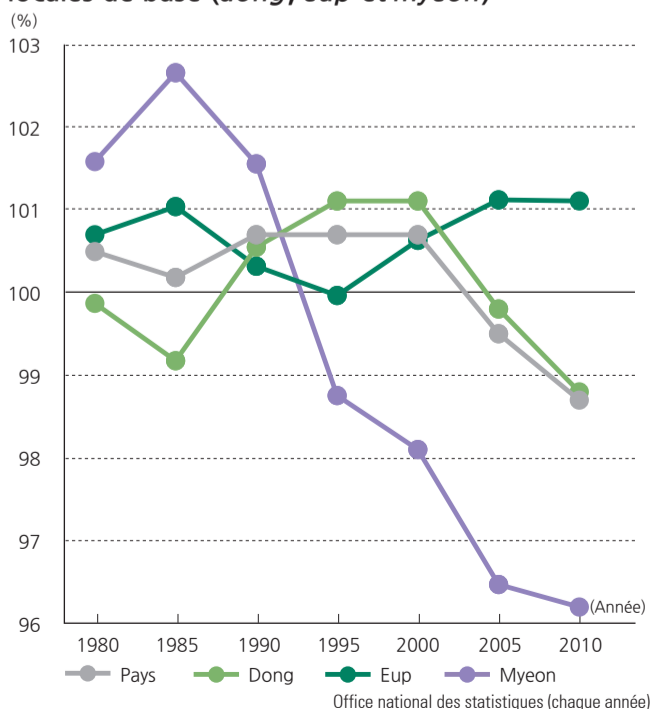
Office national des statistiques (2010)

Sex-ratio par classe d'âge



Office national des statistiques (chaque année)

Sex-ratio dans les subdivisions des collectivités locales de base (dong, eup et myeon)



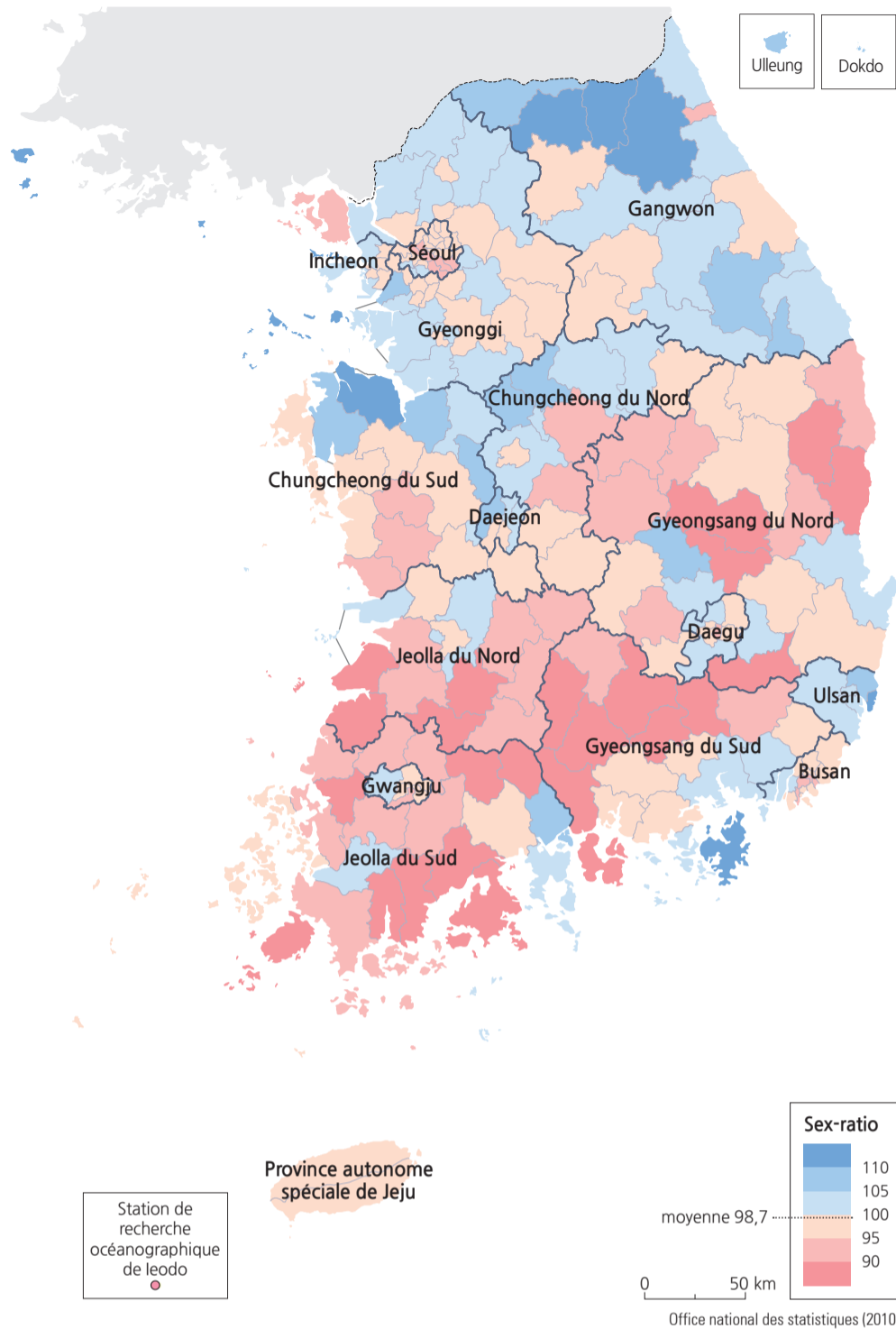
Office national des statistiques (chaque année)

Âge médian par sexe

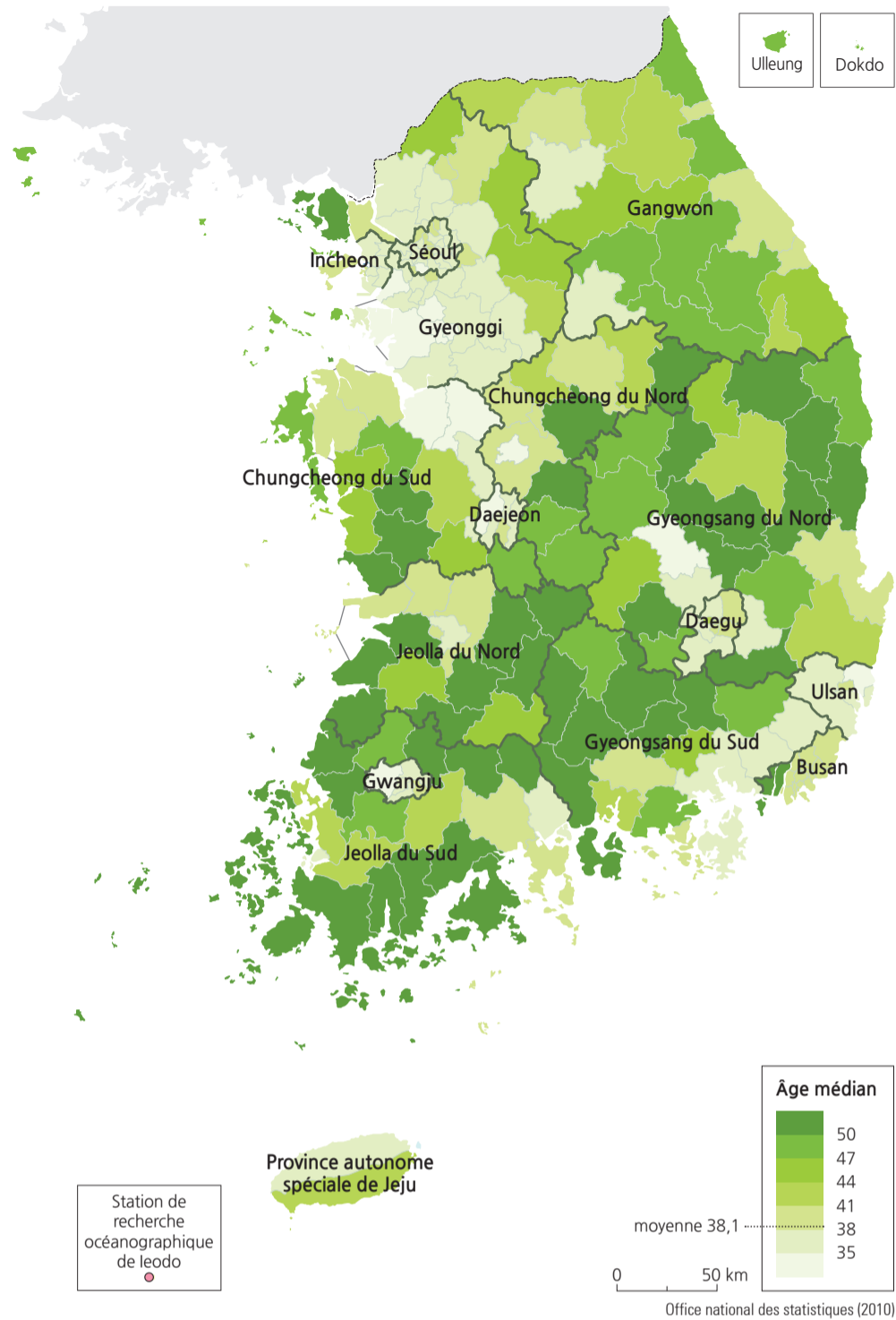


Office national des statistiques (chaque année)

## Sex-ratio (2010)



## Âge médian (2010)



La pyramide démographique de 2010 montre la structure de la population coréenne par sexe et par âge. Le nombre de naissances a connu un déclin momentané autour de 1945, dans le contexte troublé de la fin de la colonisation et de la Libération, ainsi que durant la guerre de Corée (1950-1953). La génération du baby-boom (née entre 1955 et 1963) a joué un rôle majeur dans la structuration de la population. La natalité a légèrement diminué entre 1964 et 1967 en raison d'un nombre relativement faible de personnes en âge d'avoir des enfants, conséquence de l'instabilité du pays au milieu du siècle. La natalité a ensuite connu une nouvelle baisse entre 1976 et 1978, liée au faible nombre de naissances pendant la guerre de Corée.

La natalité a augmenté au début des années 1980 quand la génération du baby-boom commença à avoir des enfants. Le nombre de nouveaux-nés a sensiblement diminué entre 1985 et 1990, car leurs parents appartenaient à une génération moins nombreuse. Le milieu des années 1960 a également vu l'introduction de politiques sévères de contrôle des naissances. Bien que le nombre d'enfants ait légèrement augmenté après la suppression de ces politiques gouvernementales, la natalité a baissé en raison du recul de l'âge du mariage et du choix de certains de ne pas avoir de descendance.

La population totale de la Corée était d'environ 49,4 millions d'habitants selon le recensement de 2010. Si la tendance actuelle se poursuit, un pic d'environ 52,2 millions devrait être atteint en 2030 avant que la population ne décline. Ce type d'estimation est normalement fondé sur le taux de fécondité d'un pays, calculé ici comme le nombre de naissances vivantes pour 1 000 femmes en âge normal de procréer (15-44 ans). Depuis les années 2000, le taux de fécondité est descendu à un des niveaux les plus bas au monde en raison du contexte socio-économique, et ce

malgré les efforts gouvernementaux en matière de politique nataliste. La Corée fait face aujourd'hui aux défis liés à la stagnation ou au déclin de sa population, qui se traduit déjà par une réduction de la population en âge de travailler.

Le sex-ratio (nombre d'hommes pour 100 femmes) en 2010 dans l'ensemble de la population coréenne est de 98,7. Le nombre total de femmes est donc supérieur au nombre total d'hommes. En revanche, le sex-ratio montre un excédent masculin chez les moins de 35 ans et un excédent féminin chez les plus de 60 ans. La carte du sex-ratio indique que les zones avec les valeurs les plus faibles (c'est-à-dire celles où le nombre de femmes est le plus important par rapport aux hommes) correspondent souvent à des espaces ruraux qui perdent progressivement leur population.

Par ailleurs, les espaces avec un sex-ratio élevé sont ceux qui attirent ou requièrent une présence masculine. C'est notamment le cas dans les industries lourde et chimique à Ulsan, Geoje (Gyeongsang du Sud), Gwangyang (Jeolla du Sud) et dans le nord du Chungcheong du Sud. Les régions frontalières militaires du Gangwon présentent aussi un sex-ratio élevé.

L'âge médian a continuellement augmenté ces dernières décennies grâce à l'élévation de l'espérance de vie. La carte de l'âge médian est corrélée à celle du sex-ratio et montre que l'âge médian est relativement bas dans les aires métropolitaines et plus élevé dans les espaces ruraux.

Les pyramides des âges sont un outil habituel des démographes et des géographes pour analyser la structure d'une population. Le côté gauche de la pyramide (barres bleues) représente la population masculine par classes d'âge tandis que le côté droit représente la population féminine. La barre du bas représente les enfants âgés de moins d'1 an, celle immédiatement au-dessus représente les enfants

âgés d'1 à 2 ans, etc. Dans cette pyramide de la population coréenne en 2010, on remarque que la base de la pyramide est très étroite (entre 0 et 9 ans), signe que le taux de natalité est en forte chute. On observe un renflement pour les 28-32 ans, ce qui traduit un nombre de naissances important pendant les années 1978-1982. Les commentaires à droite de la pyramide indiquent les causes et les conséquences qui peuvent expliquer les effectifs de la classe d'âge pointée par la flèche, tantôt liées aux politiques gouvernementales, tantôt à la guerre ou à d'autres événements historiques.

La carte du sex-ratio en 2010 montre la répartition spatiale des lieux où vivent une majorité d'hommes ou de femmes. Les plages de couleur bleues indiquent les lieux où la majorité de la population est masculine et les plages de tonalités rouges les lieux où la majorité de la population est féminine. Là encore, on observe une large bande s'étirant du nord-est au sud-ouest (principalement des espaces ruraux) dans laquelle la population est majoritairement féminine.

La carte de l'âge médian en 2010 illustre la répartition de la population selon l'âge, en divisant celle-ci en deux groupes numériquement égaux, la moitié étant plus jeune et l'autre moitié est plus âgée. La moyenne nationale des âges médians dans les collectivités locales de base est de 38,1 ans. Les nuances de vert les plus claires représentent les unités dans lesquelles l'âge médian de la population est le plus bas, et les nuances plus sombres correspondent aux populations plus âgées. De manière générale, les plus jeunes tendent à être des citadins, concentrés dans des villes de tailles variées, tandis que les plus âgés vivent davantage dans la bande nord-est/sud-ouest.

## Les principaux traits démographiques

Les transformations de la population peuvent être analysées à partir des naissances, des décès, des migrations, des mariages et des divorces. L'indice de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer) est resté supérieur à 4 jusqu'en 1973. Il est ensuite descendu à 2,1 en 1983, et est devenu dans les années 2000 l'un des plus bas au monde : 1,2 pour l'année 2014. Le faible indice de fécondité est corrélé au taux brut de natalité, qui mesure le nombre de naissances pour une population de 1 000 individus. Le taux brut de natalité en Corée est de 8,6. Néanmoins, le taux brut de mortalité (nombre de décès pour une population de 1 000 individus) est de 5,4. Le taux d'accroissement naturel (différence entre les deux taux) est donc de 3,2 ‰. Les aires métropolitaines ont des indices de fécondité plus élevés et les taux d'accroissement naturel sont les plus hauts dans l'aire métropolitaine de Séoul, le nord du Chungcheong du Sud et les régions de Busan et Ulsan.

Le nombre annuel de naissances en Corée tend à diminuer. Il s'est établi à 470 000 en 2010, tandis que le nombre de décès, en légère augmentation, a atteint 260 000 cette même année. Si on considère le sex-ratio en fonction de l'ordre de naissance, on s'aperçoit qu'il est conforme au ratio naturel (103 à 107 garçons pour 100 filles) pour le premier enfant. Pour le troisième enfant ou au-delà, le sex-ratio atteignait en 1995 le nombre alarmant de 180. La situation s'est ensuite améliorée, puisque ce chiffre est

redescendu à 111 en 2010. Les familles ont peu d'enfants. Sur le total des naissances, les premiers nés représentent 50%, tandis que les enfants nés en troisième rang et au-delà ne comptent que pour 11%. En 1990, la principale classe d'âge des femmes donnant naissance à un enfant était celle des 25-29 ans (54%). En 2010, il s'agissait de celle des 30-34 ans, ce qui montre une corrélation entre le recul de l'âge du mariage – dans un pays où il est encore de rigueur – et celui où une femme commence à procréer.

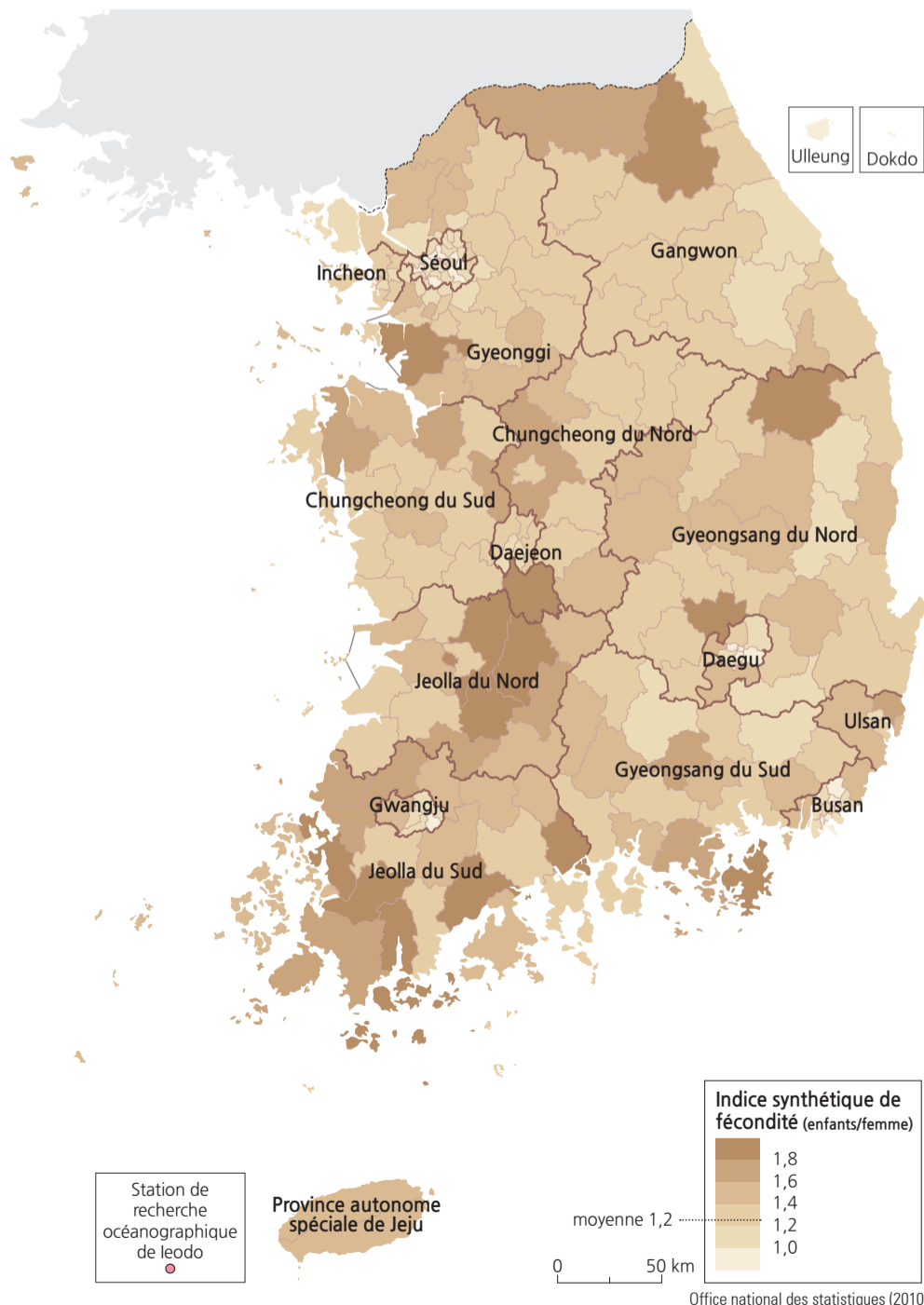
On compte 14 000 décès supplémentaires en 2010 par rapport à 1990. Ce nombre a augmenté chez les plus de 70 ans en raison du vieillissement de la population. Il a cependant diminué chez les jeunes et au sein de la population active grâce aux progrès des technologies médicales.

Le graphique de la population projetée par âge (page ci-contre) décrit des projections de la population future fondées sur des hypothèses basse, médiane et haute du taux de croissance démographique d'ici à 2060. Dans les trois scénarios, un déclin de la population est attendu. Le graphique montre aussi la structure de trois classes d'âge (0-14 ans, 15-64 ans, 65 ans et plus), correspondant respectivement à la population en âge d'être scolarisée, à celle en âge de travailler et aux retraités. Ces projections laissent entrevoir le type de politiques qui devront être mises en œuvre pour répondre aux déséquilibres à venir en

matière d'écoles et de professeurs, de niveaux de revenus pour les actifs, et de qualité de vie des retraités. Dans ce contexte, la répartition équitable des divers services, en particulier éducation et santé devient un enjeu, le but étant de réduire l'écart entre un accès facile en zone urbaine et un long temps de trajet en zone rurale pour accéder à des services de qualité inférieure.

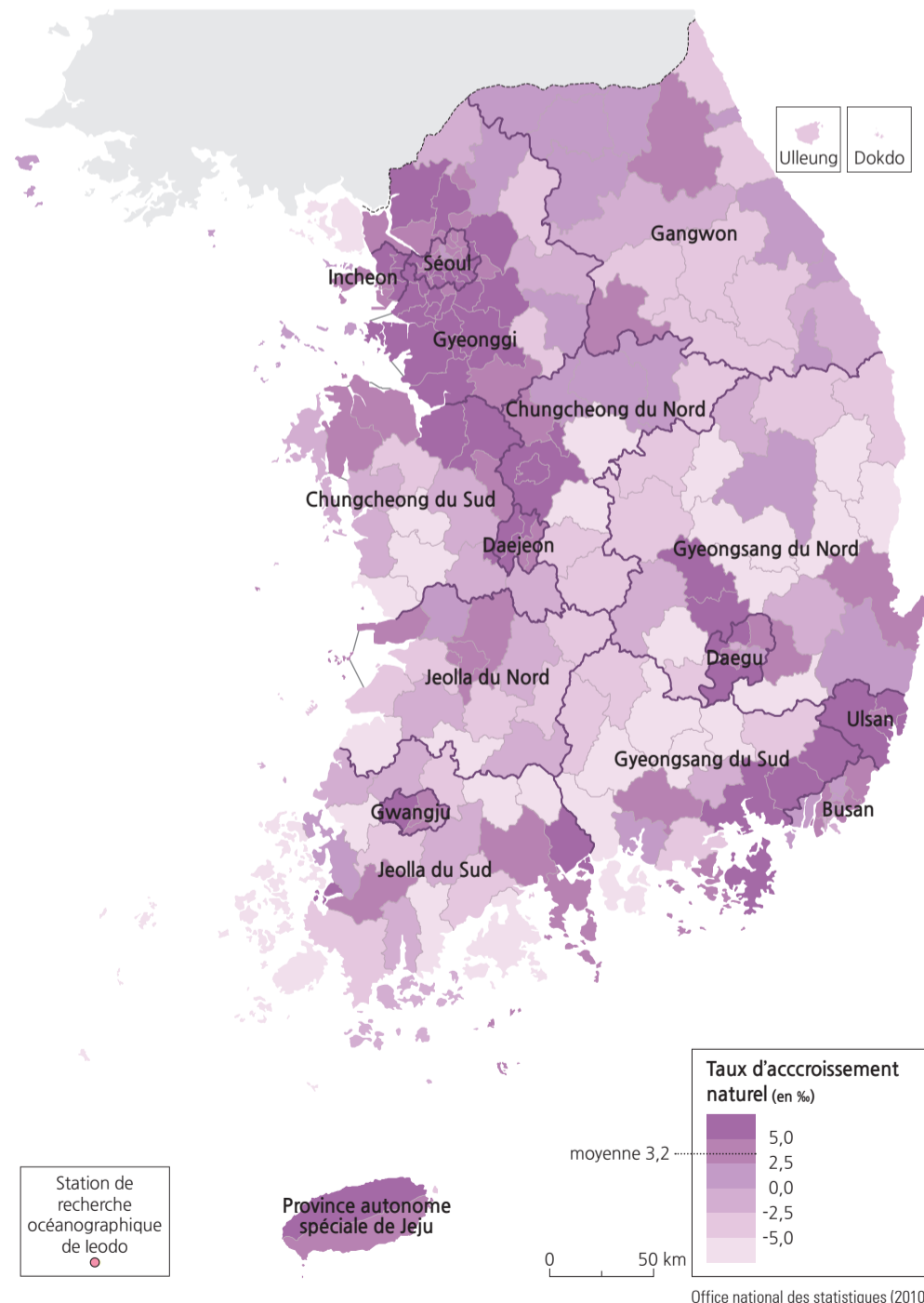
En 2011, l'Office national des statistiques a réalisé des projections de la population par sexe et par âge à l'horizon 2060. Les estimations ont été établies avec la méthode par cohortes et composantes, en utilisant les données du recensement de 2010, les statistiques démographiques et les données internationales sur les migrations depuis 2005. Ces estimations ont été conduites avec trois scénarios différents : hypothèse basse, médiane ou haute du taux de croissance démographique. Dans le premier scénario, la population atteindrait un pic en 2016 à 50 millions d'habitants avant de descendre au niveau de 1974, soit 34,5 millions, d'ici à 2060. Dans le deuxième scénario, la population augmenterait de 49,4 millions en 2010 à 52 millions en 2030. Elle diminuerait ensuite jusqu'au niveau de 1992, soit 44 millions, d'ici à 2060. Dans le troisième scénario, la population atteindrait son maximum en 2041 à 57 millions, puis descendrait à 54,8 millions à l'horizon 2060.

### Indice synthétique de fécondité (2010)



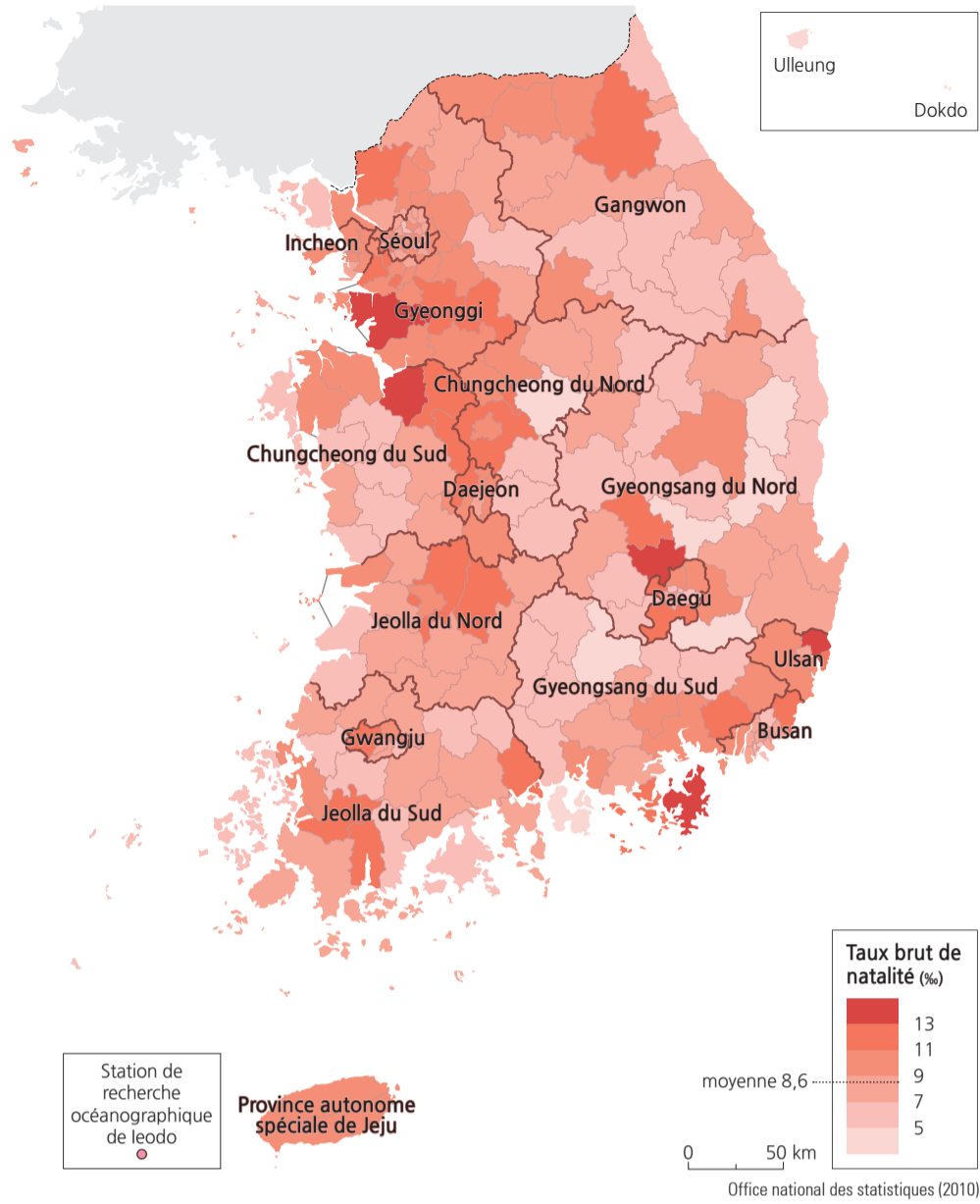
La légende de la carte de l'indice synthétique de fécondité présente un gradient de moins de 1 à plus de 1,8, la moyenne nationale étant de 1,2. La carte saisit une réalité ponctuelle, l'année 2010, et ne prend pas en compte les mobilités des populations à l'échelle d'une vie humaine. Elle met en évidence un indice de fécondité plus bas dans le centre des villes que dans leurs banlieues.

### Taux d'accroissement naturel (2010)



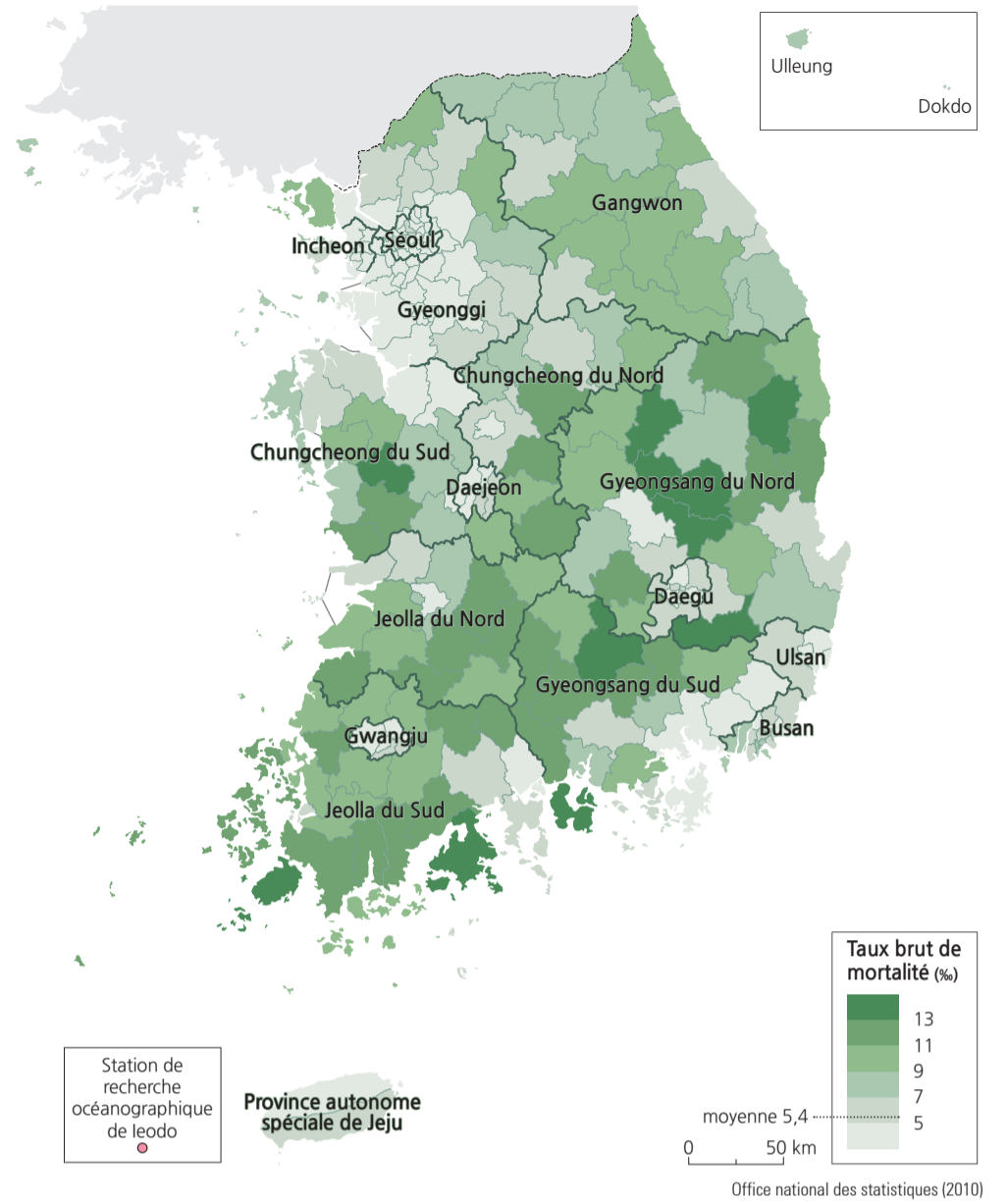
La légende de la carte du taux d'accroissement naturel en 2010 indique une moyenne nationale étant de 3,2 ‰ et met en avant des espaces où ces taux sont supérieurs. Il s'agit des aires urbaines avec leurs banlieues et les espaces irrigués par les grands axes du réseau de transports.

## Taux brut de natalité (2010)



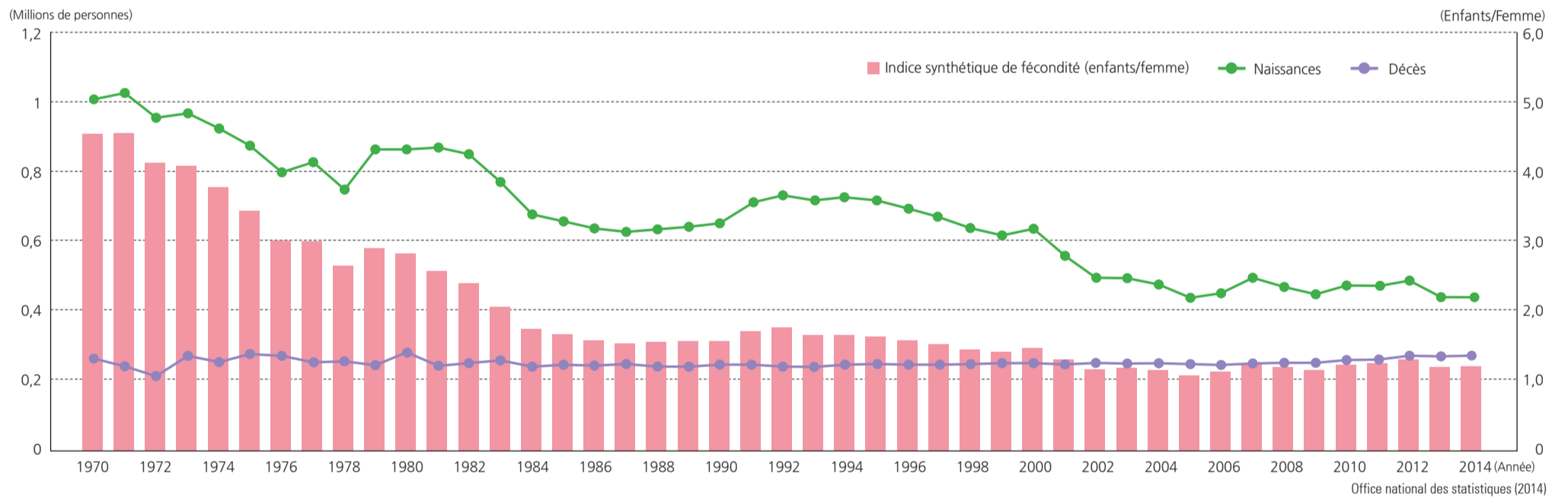
La carte du taux brut de natalité en 2010 montre une corrélation spatiale très forte avec celle de l'indice synthétique de fécondité. Il est en effet logique que le taux brut de natalité soit élevé là où l'indice synthétique de fécondité l'est aussi.

## Taux brut de mortalité (2010)

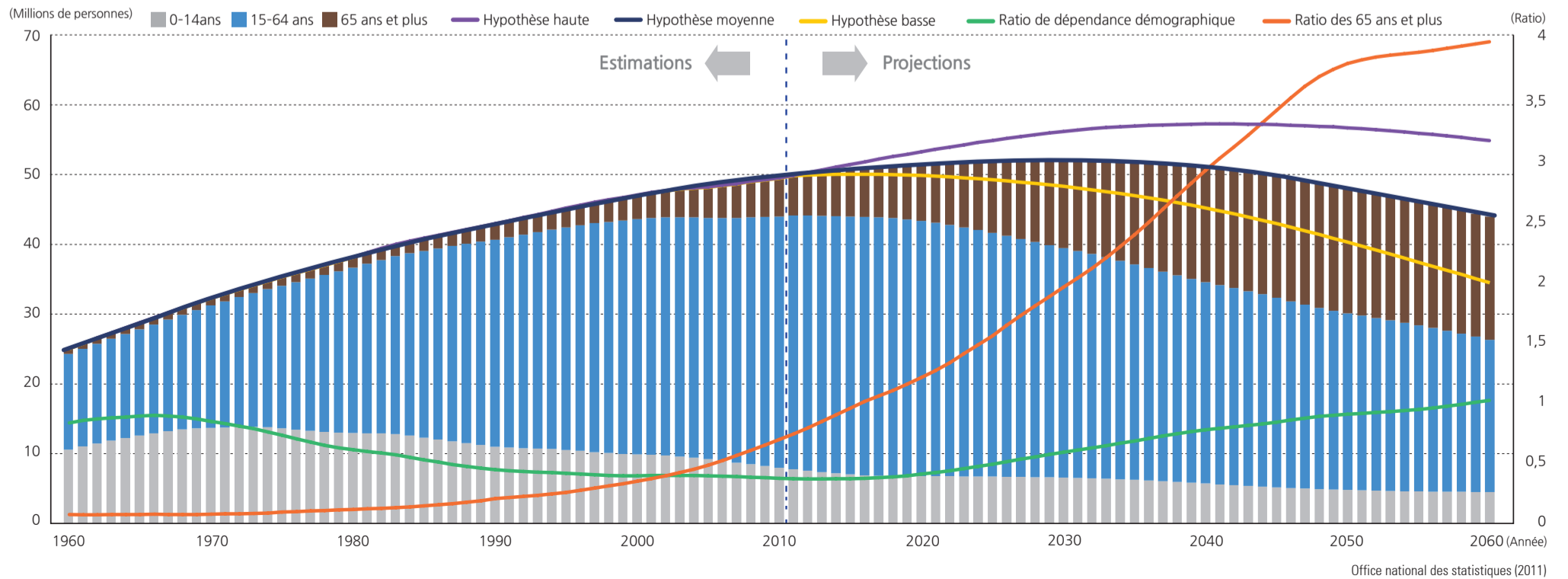


La carte du taux brut de mortalité en 2010 présente une distribution spatiale bien différente de celle du taux brut de natalité. Alors que le taux de mortalité est faible dans les aires urbaines, il est élevé dans les espaces ruraux où une majeure partie de la population est âgée.

## Naissances, décès et indice synthétique de fécondité en Corée

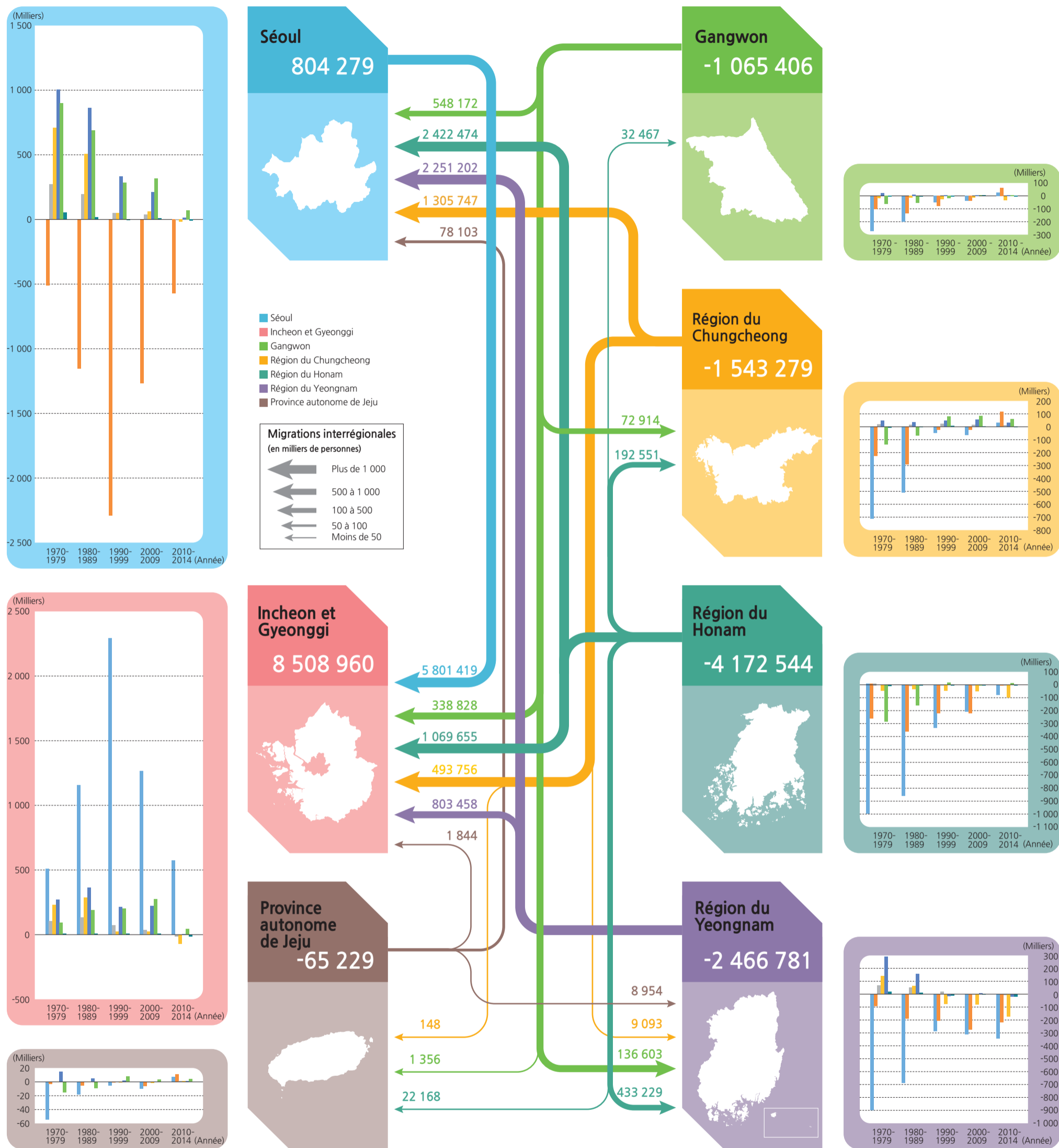


## Population projetée par âge



# Les migrations

## Immigration et émigration entre les grandes régions (1970-2014)



Office national des statistiques (chaque année)

Les migrations internes en Corée ont connu une longue période de croissance en lien avec l'industrialisation et l'urbanisation. Depuis le début des années 2010, elles diminuent petit à petit en raison de l'amélioration des réseaux de transport et du vieillissement de la population. Les migrations vers l'aire métropolitaine de Séoul se sont intensifiées pendant les années 1970 et 1980, les nouveaux arrivants venant y trouver des emplois et des écoles. Depuis les années 1990, des politiques de rééquilibrage entre régions en matière de développement ont été mises en œuvre pour désengorger Séoul. De nombreuses institutions publiques et sociétés privées ont

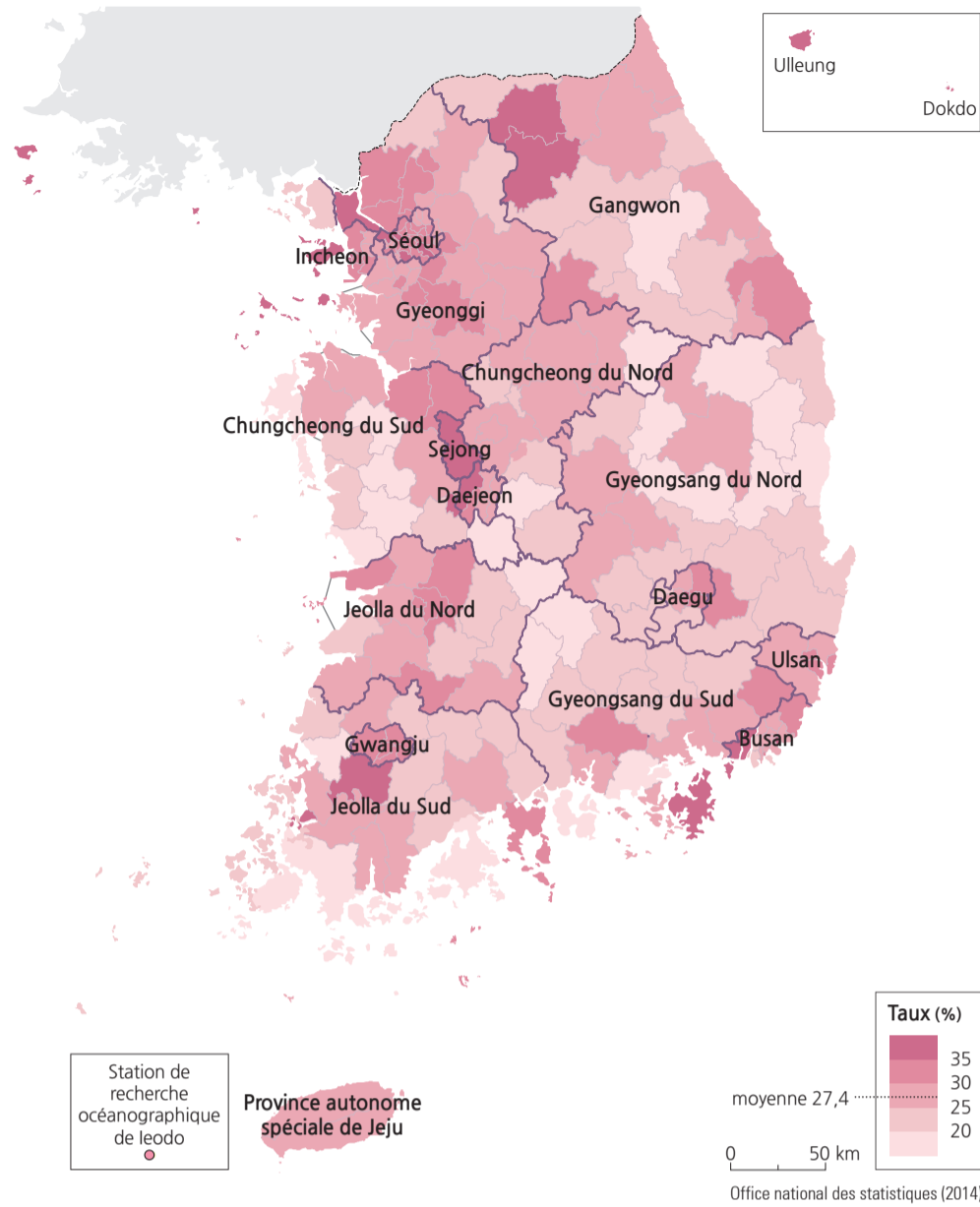
été relocalisées en dehors de cette aire métropolitaine. La population de la municipalité de Séoul a connu un pic en 1990 avec 10,6 millions d'habitants. Depuis, la population a progressivement diminué, les émigrants s'installant pour beaucoup d'entre eux à Incheon ou dans la province du Gyeonggi.

En 2014, la ville autonome spéciale de Sejong, une ville nouvelle qui abrite plusieurs ministères, affiche le taux de migration brut le plus élevé avec 57%. Geochang, dans la province du Gyeongsang du Sud, a le taux le plus faible avec 15%. Pour ce qui est du taux de migration net, le taux négatif le plus extrême est celui de l'arrondissement

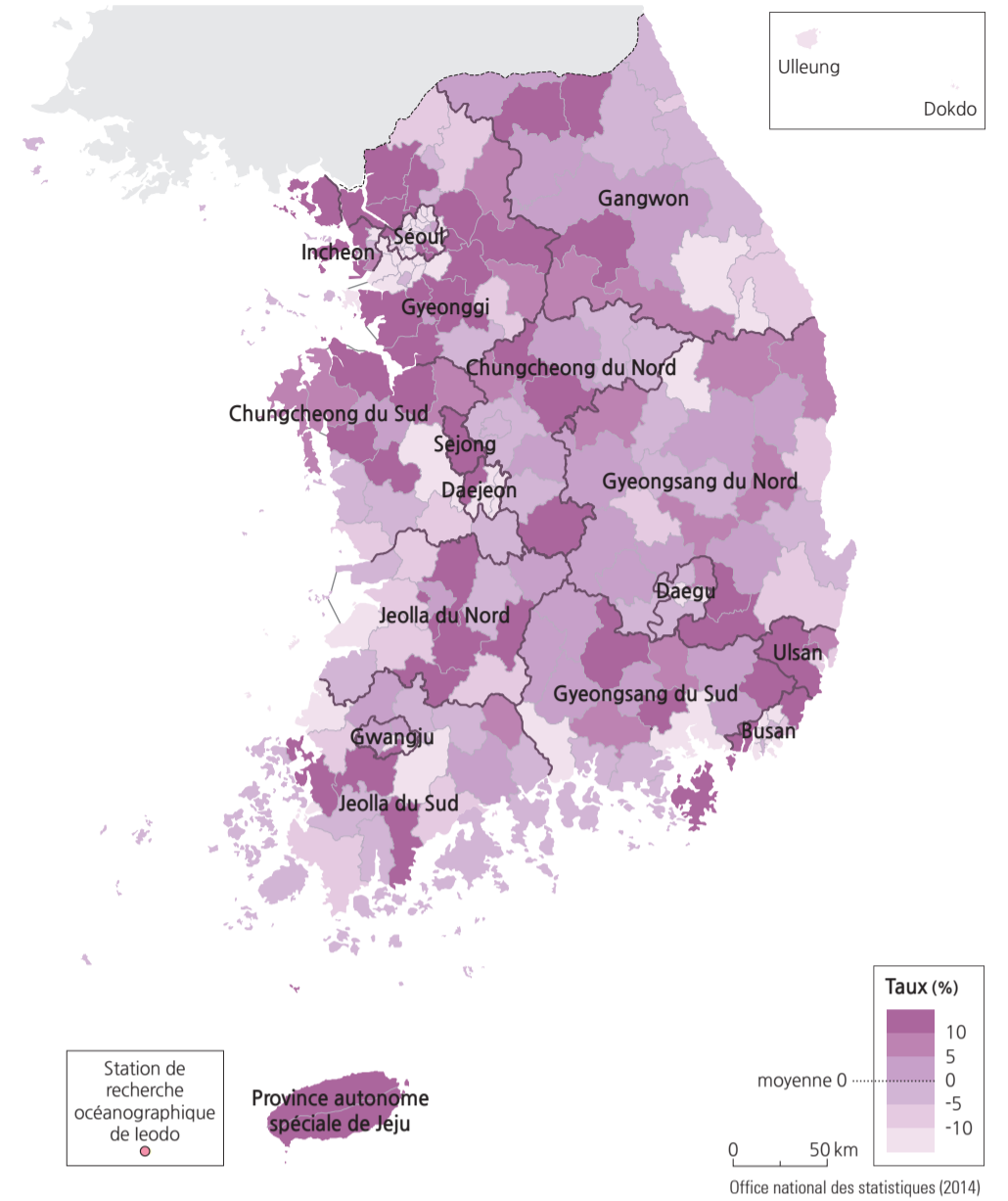
de Yeongdo à Busan avec -25%. Inversement, la ville de Sejong a le taux positif maximal avec 24%.

La classe des 20 à 40 ans présente les taux de migration les plus importants. La ville de Sejong connaît un taux de migration interrégional de 82%, le plus élevé parmi les 17 collectivités régionales. Le Jeolla du Nord a le taux le plus faible avec 26%. Le Gyeonggi présente le taux de migration intrarégional le plus haut avec 41% au niveau administratif des collectivités locales de base. La ville autonome spéciale de Sejong a le taux le plus bas avec 18%.

## Taux de migration total (2014)



## Taux de migration net (2014)



Des migrations sont organisées par les réseaux de transport, en direction des banlieues. La carte du taux de migration total en 2014 prend en compte les immigrants et les émigrants au niveau administratif des collectivités locales de base. La légende va de moins de 20% à plus de 35% et précise que la moyenne nationale se situe à 27,4%. Le taux de migration est plus élevé dans le centre-nord (près de la zone démilitarisée), dans la région industrielle d'Ulsan-Busan, et tout le long de la partie occidentale traversée par le second axe de transport le plus emprunté du pays.

La carte du taux de migration net en 2014 présente de larges seuils, allant de - 10% à plus de 10%. La moyenne nationale est de zéro. Alors que la plupart des centres des aires métropolitaines et des grandes villes perd de la population, les banlieues affichent des gains. Cette distribution indique que les habitants des centres des grandes villes saturées sont désireux de déménager vers les banlieues, devenues plus accessibles avec l'amélioration des modes de transport au cours des dernières décennies. Le réseau du métro de Séoul s'étend ainsi dans de nombreuses directions pour desservir l'ensemble des périphéries. Ce phénomène engendre des formes spatiales nouvelles organisées par les mobilités pendulaires (voir p. 101).

Les migrations internationales de Coréens comprennent les émigrations de ressortissants coréens partis résider ou vivre à l'étranger, ainsi que les immigrants venus s'installer en Corée. La catégorie des « Coréens d'outre-mer » (*jaeoe dongpo*) est constituée des ressortissants sud-coréens à l'étranger et des personnes d'origine coréenne possédant une nationalité étrangère. En 2014, on comptait environ 7,2 millions de Coréens d'outre-mer, principalement en Chine, aux États-Unis, au Japon et dans les pays de l'ex-URSS. Auparavant, les Coréens qui s'expatriaient choisissaient très majoritairement de vivre aux États-Unis, mais plus récemment, de nouvelles destinations sont apparues, parmi lesquelles le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le nombre de Coréens d'origine étrangère qui vivent en Corée est passé approximativement de 270 000 en 2006 à 700 000 en 2014. Pour cette dernière année, environ 290 000 d'entre eux (42% du total) étaient des Coréens d'outre-mer détenteurs d'un visa spécifique leur offrant un statut solide permettant de vivre et travailler en Corée du Sud. Ils sont suivis par 280 000 personnes (40% du total) titulaires d'un visa de travail temporaire. Enfin, 75 000 personnes (11%) sont détentrices d'un visa de

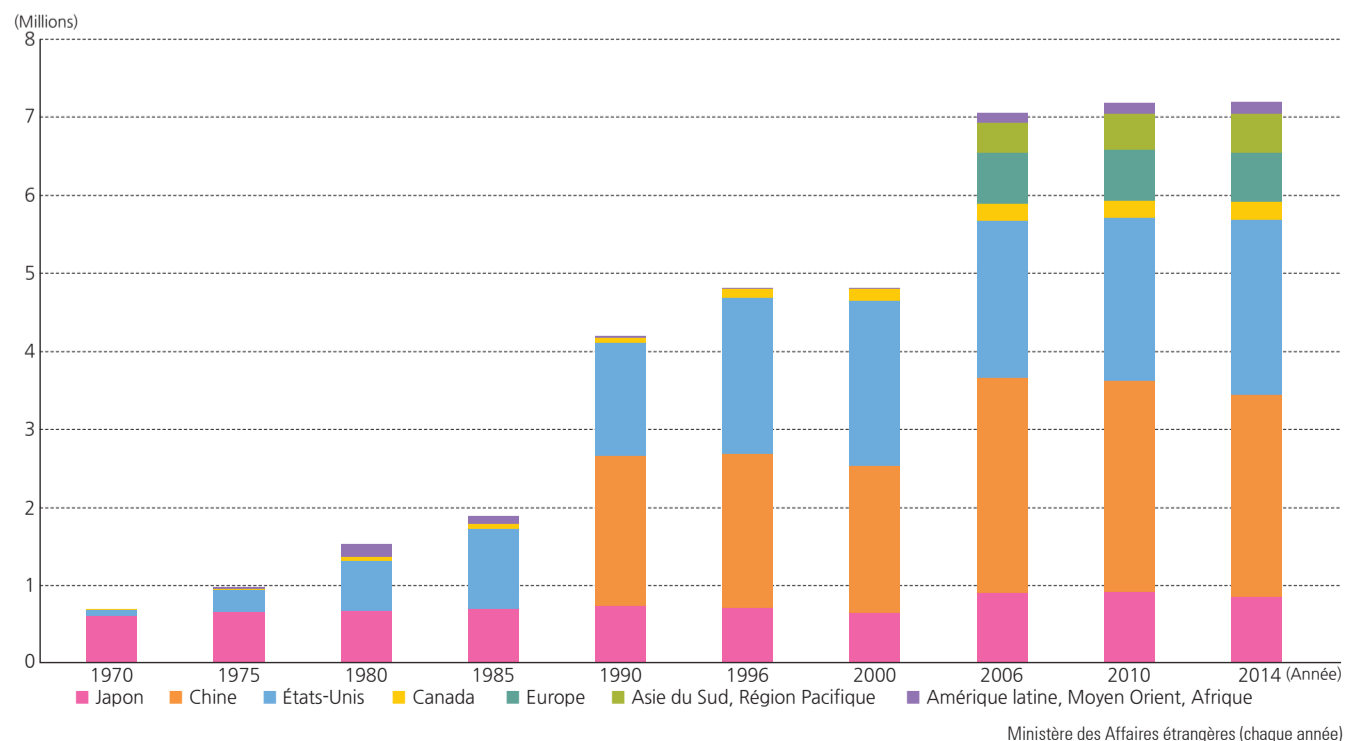
résident permanent et environ 20 000 autres (3%) d'un visa lié à leur mariage avec une personne de nationalité sud-coréenne. Plus de 290 000 étrangers d'ascendance coréenne ont déclaré cette année 2014 leur résidence en Corée du Sud. Par ailleurs, le nombre de Coréens qui vivent en Corée tout en ayant une résidence permanente dans un autre pays est passé d'environ 40 000 en 2005 à 80 000 en 2014. Depuis les années 2000, le nombre de réfugiés nord-coréens a sensiblement augmenté, une majorité d'entre eux étant des femmes.

Le nombre d'étrangers qui vivent en Corée est aujourd'hui non négligeable et apporte une diversité culturelle. Parmi ces derniers, les Chinois sont les plus nombreux et leurs affaires prospèrent dans les quartiers chinois d'Incheon et de Busan. Les Russes sont également très présents à Busan en raison des activités portuaires. De nombreux commerces russes s'installent aussi dans le quartier chinois de Busan, attirant ainsi de nombreux touristes. Des centaines de milliers d'Occidentaux vivent en Corée pour les affaires, pour enseigner ou encore participer à des exercices conjoints dans des camps militaires. Les chaînes

de restauration rapide, les supermarchés, les banques, les compagnies d'assurance et les services de livraison en provenance des États-Unis et d'autres pays occidentaux se rencontrent partout (cf. chapitre 5).

Les migrations des populations peuvent être caractérisées par la durée de résidence, les lieux, les distances et les motivations des déplacements. Une migration interne désigne un ensemble de déplacements entre régions, provinces ou villes. Le solde migratoire est la différence entre les entrées et les sorties d'un territoire donné au cours d'une certaine période. Si le nombre d'entrées est supérieur au nombre de sorties, alors le solde migratoire est positif. Dans le cas contraire, le solde migratoire est négatif. Le nombre total de migrants est obtenu en additionnant le nombre d'immigrants et le nombre d'émigrants. Le taux de migration brut d'une entité administrative est le rapport, en pourcentage, entre le nombre total de migrants et le nombre de résidents enregistré dans cette entité au 1<sup>er</sup> juillet de l'année.

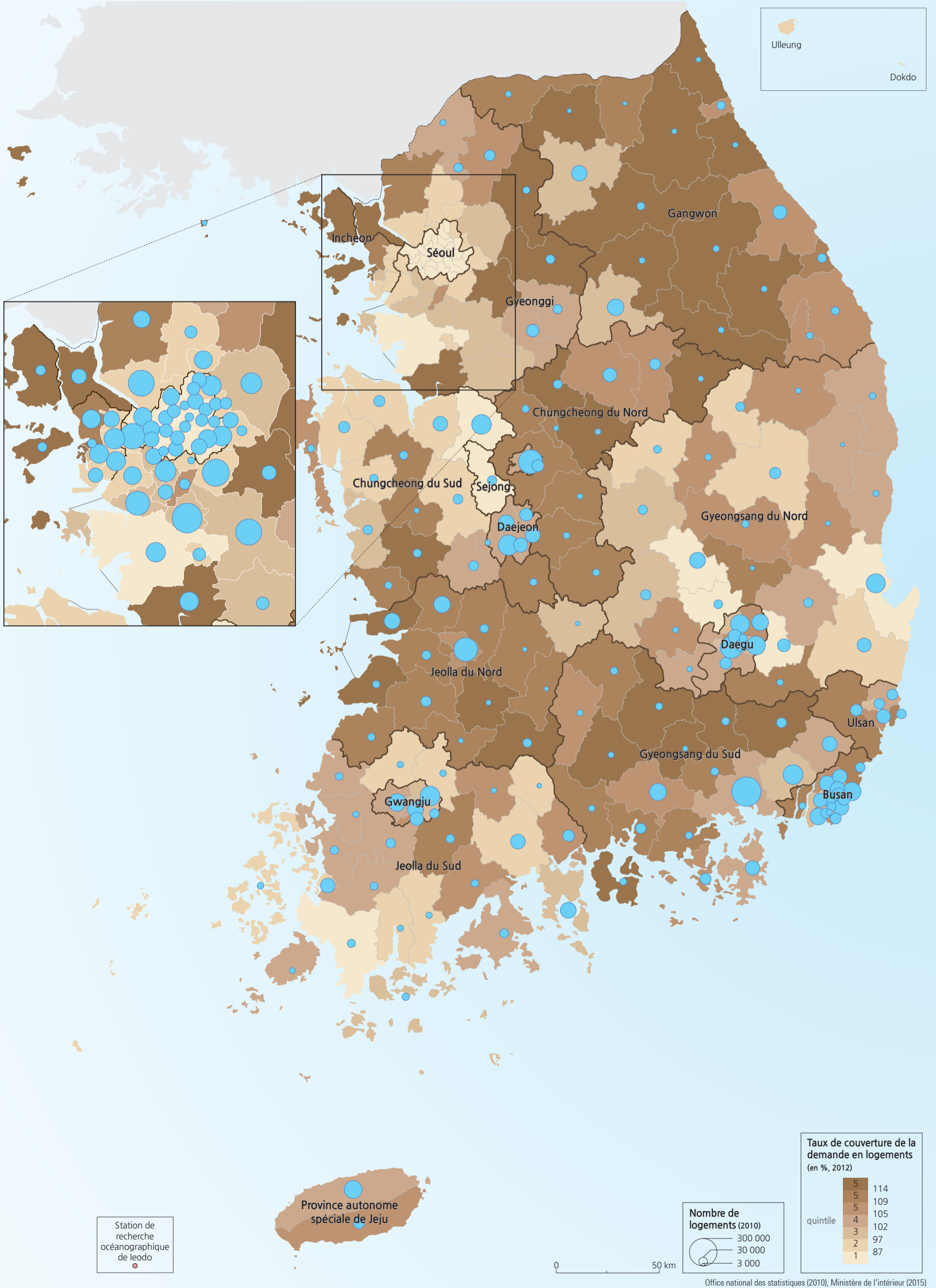
## Coréens vivant à l'étranger par pays et par année





# Le logement

## Répartition des logements et taux de couverture de la demande en logements



À la fin de la guerre de Corée, le gouvernement sud-coréen a commencé à construire un parc de logements dans le cadre de la reconstruction du pays, mais sa priorité stratégique est restée celle de l'industrie jusqu'aux années 1960. Les investissements de l'État dans le logement ont par conséquent été très faibles, n'atteignant que 2,4% du PNB pendant le plan quinquennal 1962-1966 et 3% pendant le suivant (1967-1971). Le secteur public ne représentait alors que 13% du développement immobilier qui a été laissé pour l'essentiel aux entrepreneurs du secteur privé.

Avec la croissance de la population, la demande et l'offre de logements ont elles aussi augmenté. La construction de logements neufs s'est envolée depuis les années 1980, dépassant 10 millions d'unités en 2000. L'offre couvre plus de 100% de la demande depuis 2008, ce qui signifie que le pays dispose d'assez de logements pour tous. Il y a cependant des différences d'une région à une autre, certaines d'entre elles bénéficiant d'une offre très largement suffisante, d'autres non. Le type de logement dominant était traditionnellement le pavillon. Sous l'effet de la pression foncière, ce sont toutefois les appartements qui sont aujourd'hui les plus nombreux. Alors que le taux de résidence en maison individuelle était de 87,5% en 1980, il est tombé à 27,3% en 2010. Inversement, le taux de résidence en appartement est passé de 7% à 59% au cours de la même période. L'offre d'appartements varie selon les régions et tend à se concentrer dans la capitale et les aires métropolitaines.

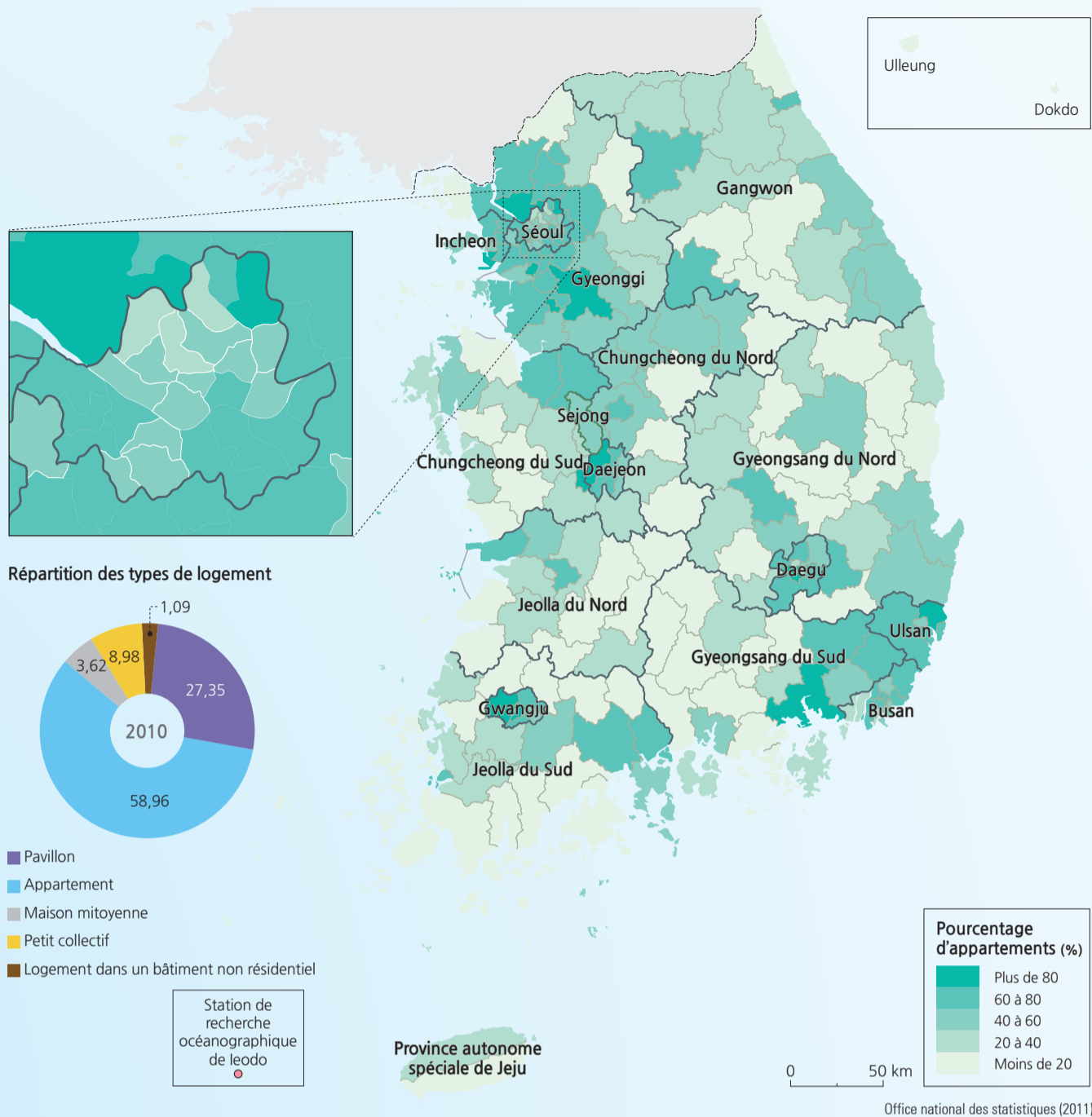
Dans les années 1970, le gouvernement coréen a davantage investi dans le logement et a établi toute une série de politiques et de lois relatives au logement. Par exemple, la loi pour la promotion de la construction de logements a été promulguée en 1973 pour développer l'offre dite de « logements nationaux » (*gungmin juteak*) en utilisant des fonds de banques publiques ou des collectivités locales. L'accès à la propriété était prioritaire pour ceux qui n'avaient jamais été propriétaires auparavant, une politique qui fut poursuivie pendant plus de trente ans. En outre, le gouvernement et les collectivités locales ont contribué à l'amélioration de l'environnement urbain à travers des aménagements et des projets immobiliers. Par conséquent, les conditions de résidence dans l'aire métropolitaine de Séoul et dans les autres métropoles se sont nettement améliorées, que ce soit en matière de logements disponibles ou de taux de propriétaires. En 1975, on comptait en totalité 4,7 millions de logements. Ce nombre a triplé en 2010, atteignant 13,8 millions. Dans l'aire métropolitaine de Séoul, le nombre de logements pour 1 000 habitants en 1975 était seulement de 137. Il dépassait 200 en 2000 et atteignait 364 en 2010 (soit 2,7 fois le taux de 1975 et une moyenne de 2,75 personnes par logement), trois personnes sur dix étant propriétaires d'un logement. Le nombre total de logements de l'aire métropolitaine de Séoul était de 6,3 millions en 2010 (45% du total national). Avec ces augmentations spectaculaires, l'offre de logements en 2010 couvrait 99% de la demande dans l'aire métropolitaine de Séoul et plus de 100% au niveau national.

La carte de la répartition des logements et du taux de couverture de la demande présente ce taux en 2012 par unité administrative au niveau des collectivités locales au moyen d'une carte choroplèthe avec seuillage par quintiles (voir l'explication de cette méthode cartographique en annexe p. 136). La répartition des logements est figurée par des cercles proportionnels. La légende comprend trois classes d'unités administratives confrontées à une pénurie de logements : elles se voient attribuer les trois nuances de brun les plus claires avec des taux de moins de 87%, entre 87 et 97%, et entre 97 et 102%. Si, en théorie, un taux de 100% correspond à une adéquation exacte entre l'offre et la demande, il faut en pratique que ce taux soit légèrement supérieur, car des familles de tailles différentes n'ont pas les mêmes besoins. L'idéal est de figurer dans la classe de 102 à 105%. Une offre trop importante a bien sûr pour conséquence des logements inoccupés ; trois classes (représentées par les nuances de brun les plus sombres) ont des taux de couverture de la demande en logements compris entre 105 et 109%, 109 et 114%, et plus de 114%. Ces taux très élevés se rencontrent surtout dans les espaces ruraux, alors que les taux qui témoignent d'une couverture insuffisante s'observent le plus souvent dans des espaces urbains.

L'analyse des deux cartes permet d'identifier les espaces où la demande en logements est la plus forte : il s'agit de ceux qui présentent les nombres de logements et les taux de couverture les plus faibles, en particulier le centre de l'agglomération de Séoul et la ville de Sejong.

La carte du type de logement et de la part des appartements en 2010 est construite à partir de deux séries de

## Type de logement et part des appartements (2010)

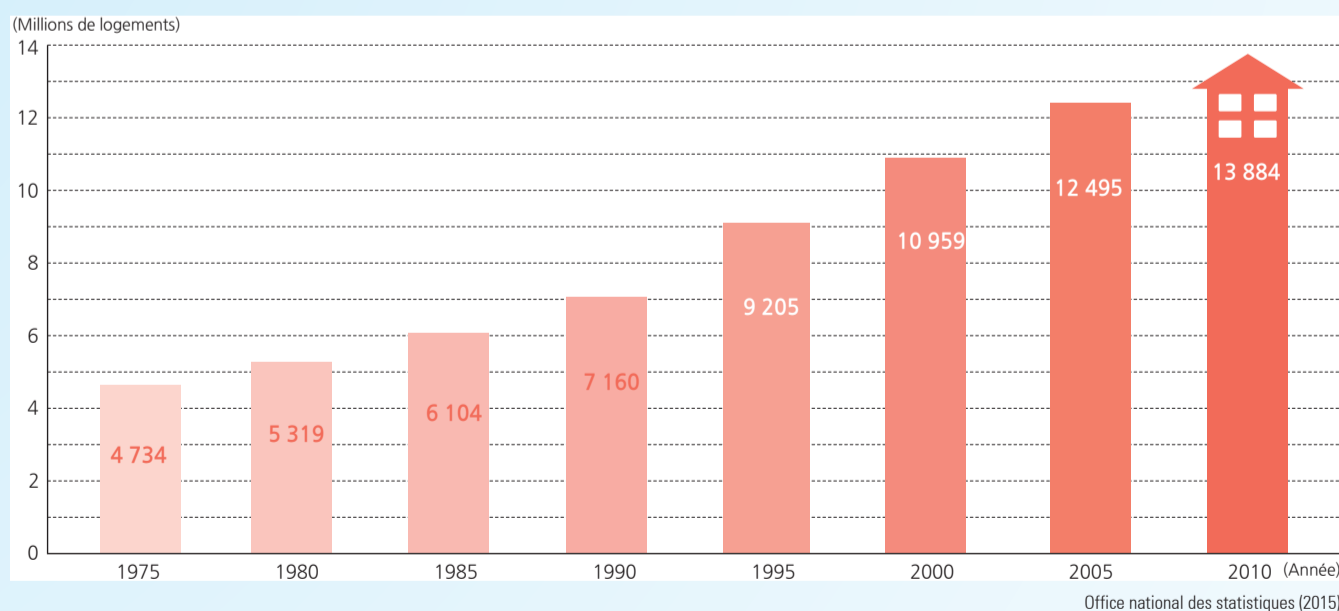


Un quartier résidentiel typique de hauts immeubles avec des magasins à proximité, des toits végétalisés et un accès contrôlé.



Cette photographie aérienne montre la taille des quartiers résidentiels. Tous les hauts immeubles visibles ici sont résidentiels.

## Évolution du nombre total de logements

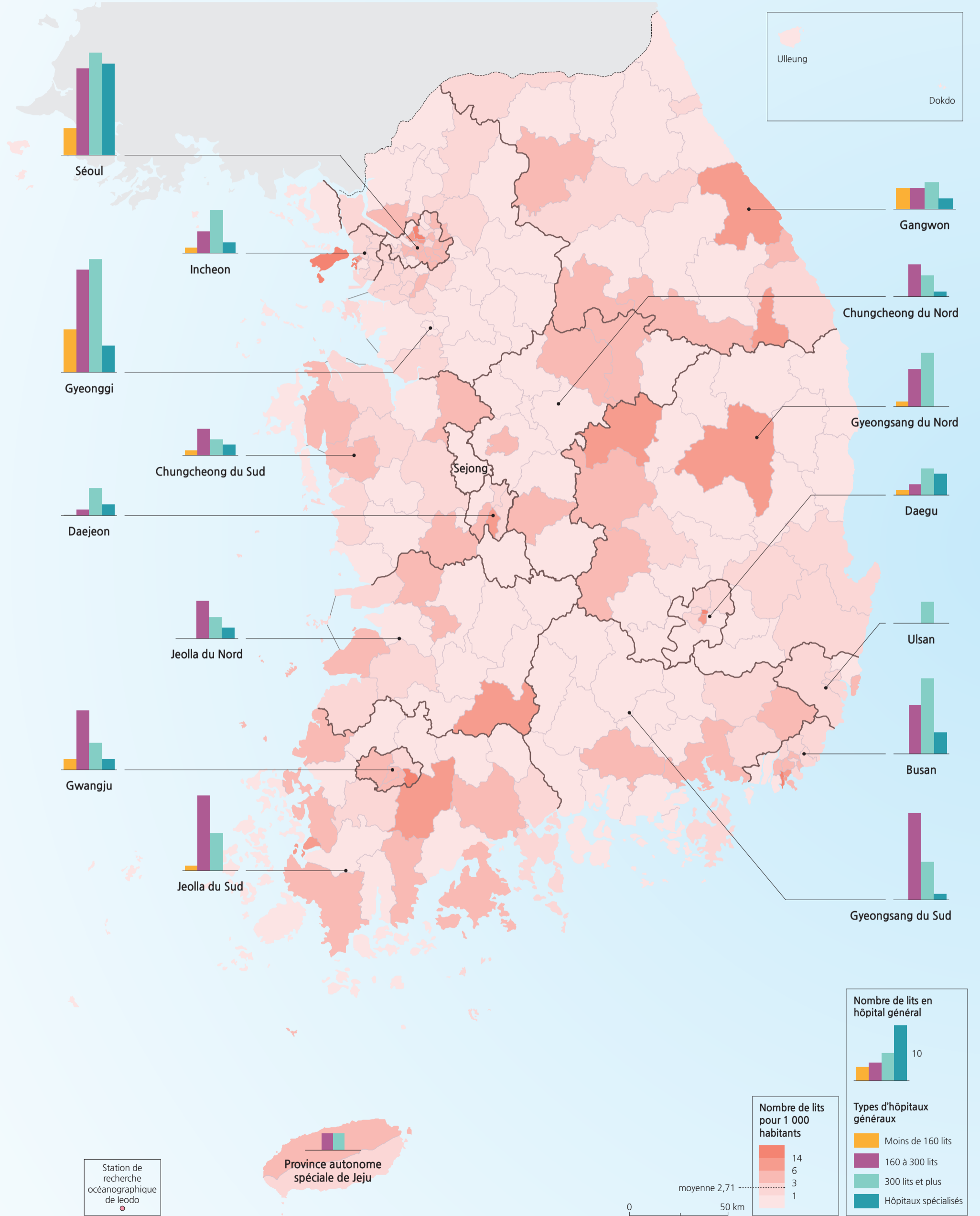


statistiques : premièrement, le pourcentage d'appartements dans chaque unité administrative des collectivités locales de base ; deuxièmement, le pourcentage de chaque type de logement à l'échelle nationale (représenté dans un diagramme en secteurs). Les nuances les plus intenses correspondent aux unités administratives qui présentent des pourcentages d'appartements très élevés. La distribution spatiale de ces très hauts pourcentages est corrélée aux centres urbains, tandis que les faibles pourcentages

d'appartements se situent dans les espaces ruraux.

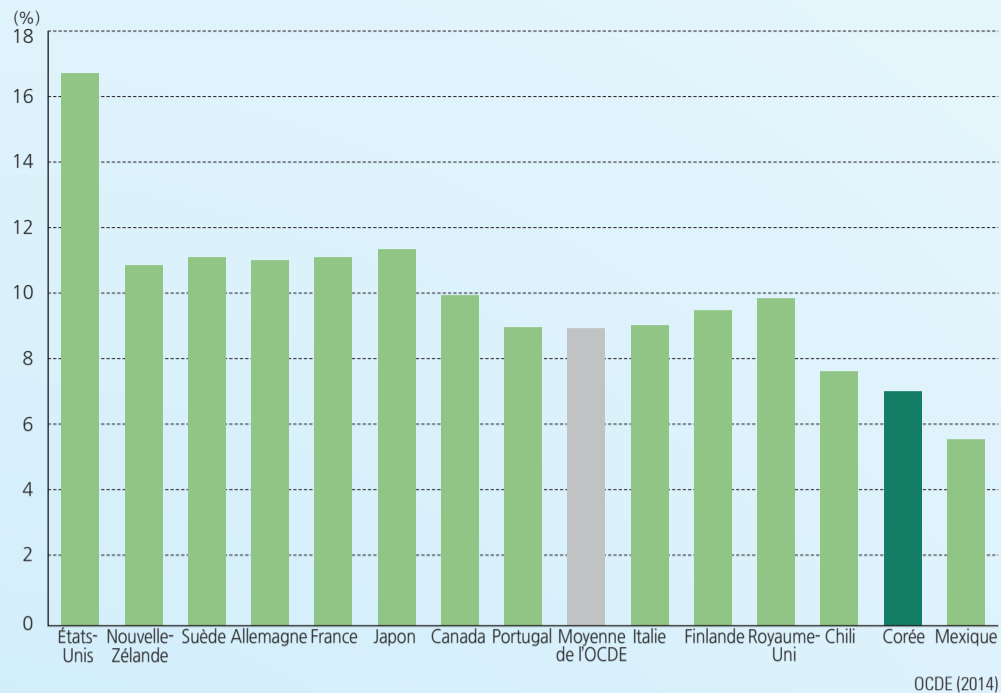
Le diagramme en secteurs montre que les appartements constituent 58,9% du total des logements du pays. Les pavillons représentent encore 27,3% des logements, bien qu'ils tendent à disparaître des paysages urbains densément peuplés. L'encart qui présente un agrandissement de la municipalité de Séoul révèle des pourcentages d'appartements très élevés, à l'exception de trois arrondissements excentrés dans le nord.

Répartition des hôpitaux généraux et du nombre de lits en 2012

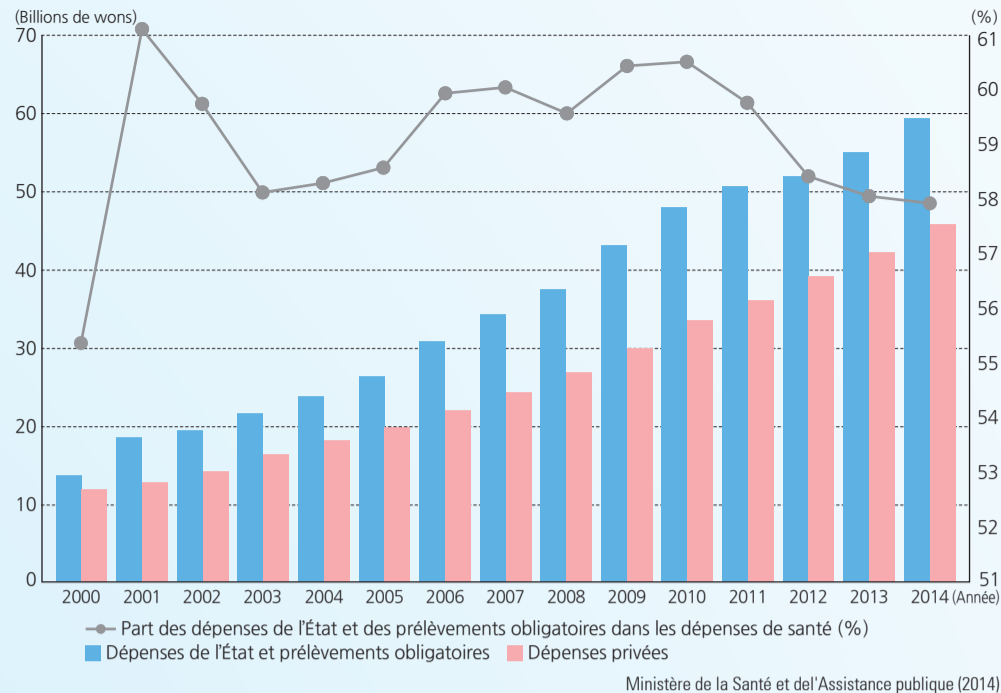


Ministère de l'intérieur (2012), Institut du développement pour l'industrie de santé (2012)

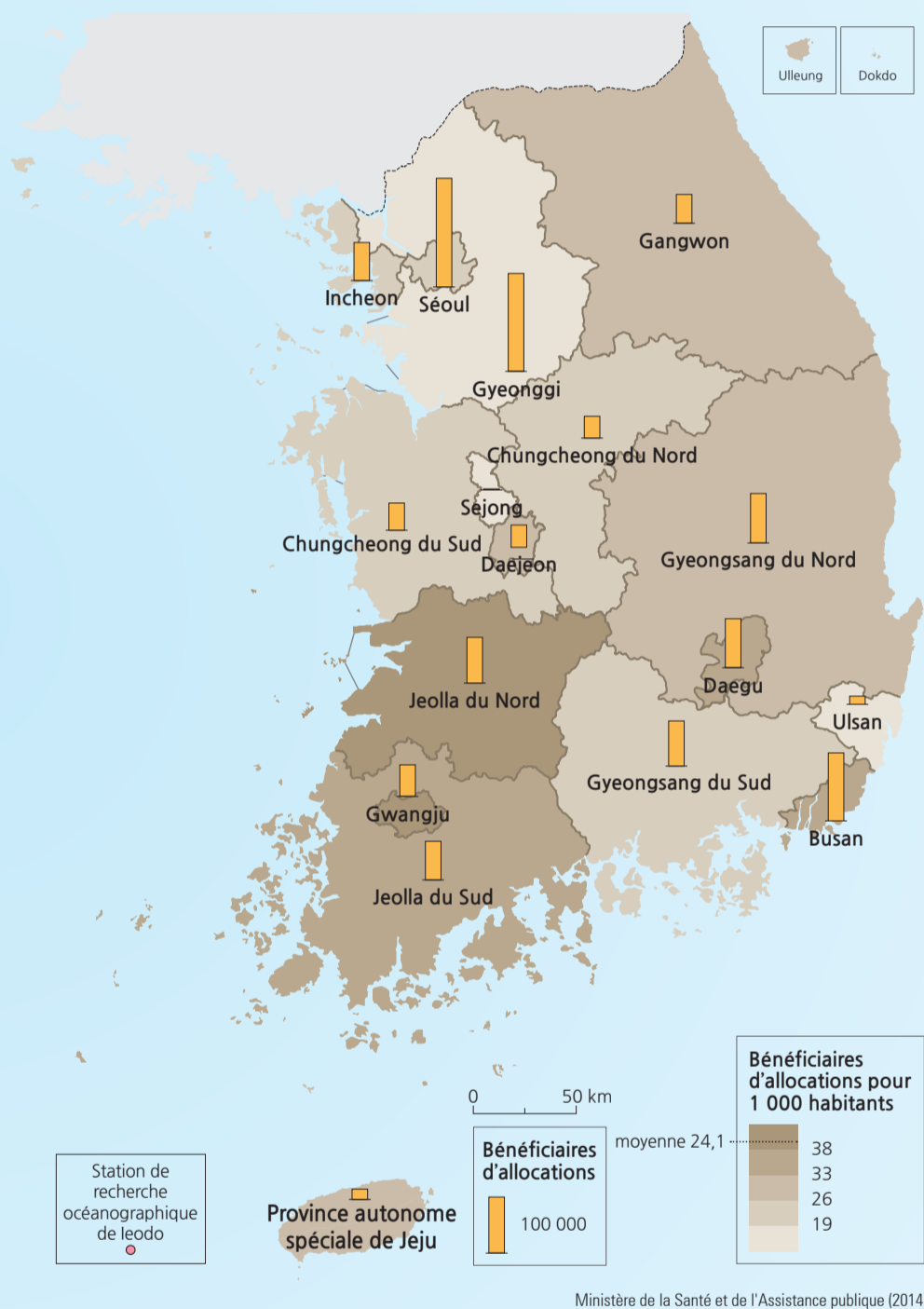
## Dépenses de santé rapportées au PIB dans les pays de l'OCDE (2014)



## Dépenses de santé (2000-2014)



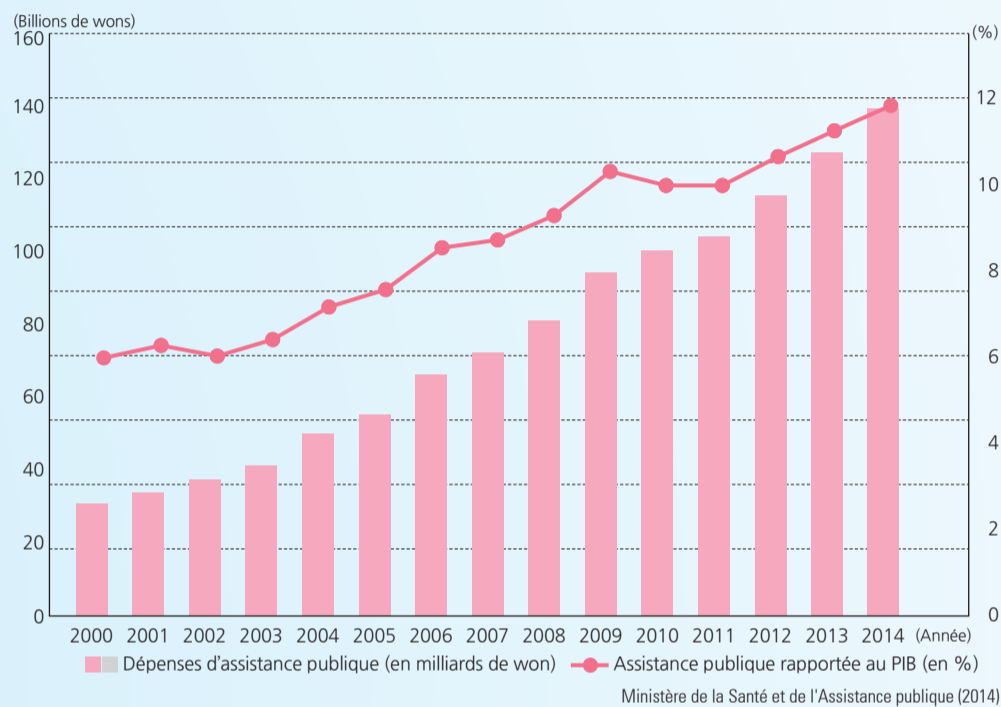
## Bénéficiaires d'allocations (2014)



L'introduction de la médecine moderne a accompagné la croissance économique et a conduit à une augmentation de l'espérance de vie. Grâce à un personnel médical bien formé, des centres de santé équipés en matériel de haute technologie et un dépistage systématique des maladies, l'espérance de vie en Corée du Sud apparaît très élevée en comparaison à la moyenne mondiale. Il faut surtout mentionner que tous les citoyens bénéficient d'un système d'assurance maladie universel. Ce tableau positif doit cependant être nuancé : les dépenses de santé augmentent en raison du vieillissement de la population et l'espérance de vie en bonne santé n'augmente pas aussi vite que l'espérance de vie moyenne. De plus, le pays doit faire face à un accroissement des problèmes de santé comme de nouveaux types de maladies, des écarts dans l'accès aux soins entre les villes et les campagnes, ou encore des problèmes de santé liés à l'évolution des modes de vie.

Les dépenses de santé représentent autour de 7% du PIB coréen, ce qui est inférieur aux principaux pays de l'OCDE. Cependant, ces dépenses augmentent constamment en raison du vieillissement de la population, du déclin du taux de natalité et de l'attention croissante de la société civile à la qualité de vie. Les dépenses de santé peuvent être classées en deux catégories : d'une part, les dépenses de l'État et les prélèvements obligatoires, et d'autre part, les ressources privées, c'est-à-dire les assurances privées et les dépenses personnelles. Si les efforts de l'État pour subvenir aux dépenses de santé ont longtemps augmenté, ils stagnent en revanche depuis ces dernières années. Un défi à relever pour la Corée est de concilier les

## Dépenses d'assistance publique et PIB (2000-2014)



demandes d'augmentation des dépenses de santé avec les exigences de durabilité du système social dont l'État est le garant.

Les établissements hospitaliers en Corée comprennent les cliniques, les petits hôpitaux et les hôpitaux généraux. Les affections bénignes sont traitées par des médecins spécialistes dans des cliniques et des petits hôpitaux bien répartis sur le territoire. Les maladies plus sérieuses sont traitées dans les meilleurs établissements hospitaliers, tels que les principaux hôpitaux généraux. Les cliniques dentaires sont elles aussi bien répandues et facilement accessibles. Il existe en outre des hôpitaux et cliniques spécialisés dans la médecine traditionnelle coréenne. L'accès aux soins s'est beaucoup amélioré grâce à une répartition équitable des cliniques et des petits hôpitaux sur le territoire national, tandis que les hôpitaux généraux restent situés avant tout dans les grandes villes. La Corée est aussi connue pour son personnel médical bien formé. Le nombre de médecins et d'infirmiers augmente régulièrement et un personnel médical en quête d'excellence est formé à tous les niveaux de l'enseignement supérieur.

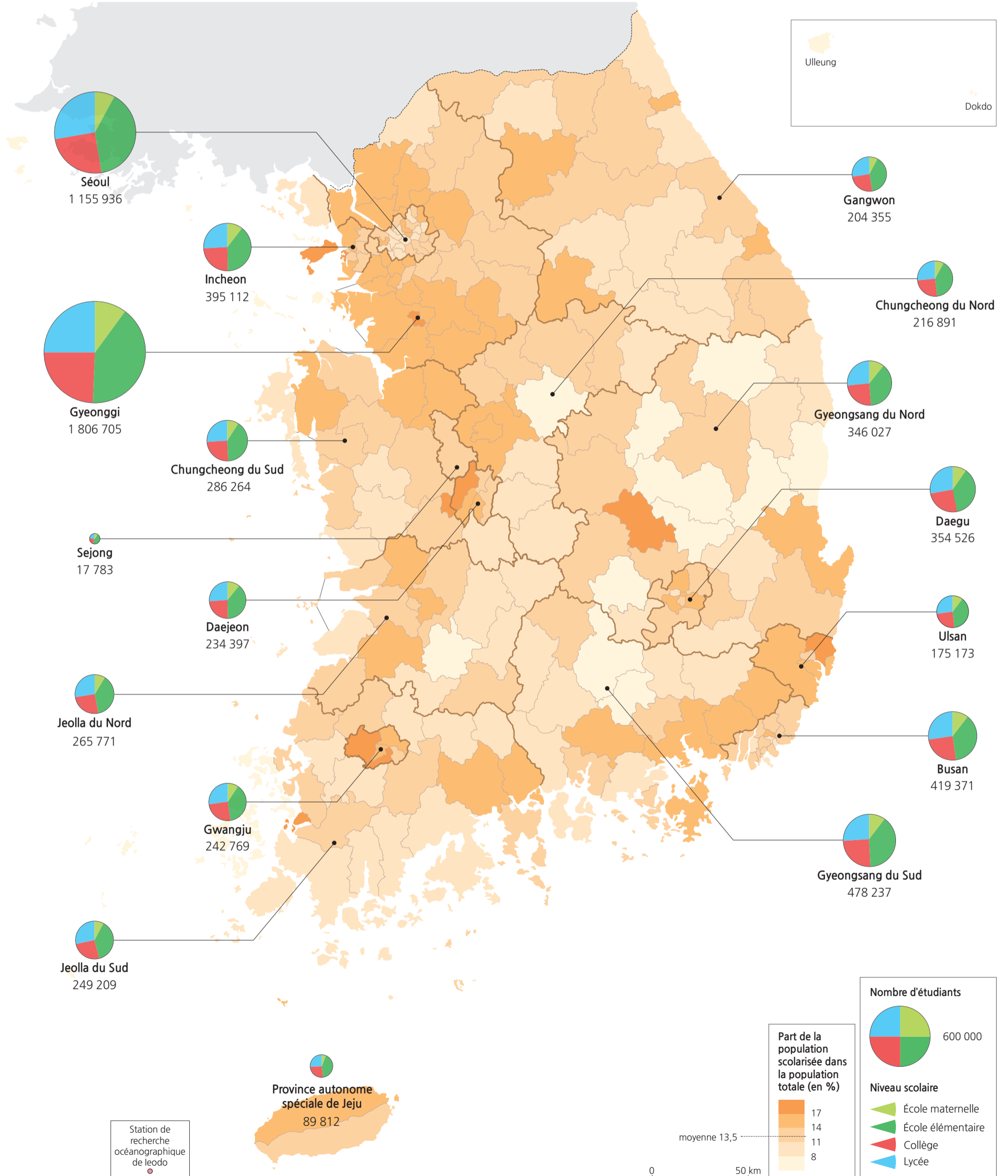
Comme son titre l'indique, la carte de la répartition des hôpitaux généraux et du nombre de lits en 2012 se fonde sur deux séries de statistiques. Alors que les cliniques destinées au traitement des maladies courantes ou bénignes sont facilement accessibles dans tout le pays, les hôpitaux généraux qui prennent en charge les patients atteints de problèmes plus graves se trouvent principalement dans les centres urbains ou à proximité. Comme ces centres urbains sont très peuplés, le nombre de lits rapporté à la population y est plutôt faible ; il est un peu plus élevé dans les espaces ruraux. Cela ne signifie pas forcément que le nombre de lits en milieu urbain soit insuffisant.

Les dépenses de l'État en aides sociales sont allouées pour venir en aide aux plus démunis, aux handicapés, aux femmes, aux enfants, aux personnes âgées, ou pour certains besoins comme le logement ou le travail. Alors que la croissance de l'économie nationale a longtemps été une question politique centrale entraînant le recours aux ressources publiques, le débat politique s'est récemment focalisé sur l'extension des aides sociales et le maintien de l'équilibre budgétaire du système. Les dépenses liées aux aides sociales ont fortement augmenté au cours des dernières années. Leur part dépasse aujourd'hui 10% du PIB, mais elle reste inférieure à celle d'autres pays de l'OCDE (20 à 30% dans certains pays européens). Elle devrait toutefois continuer à augmenter dans les prochaines années.

La carte des bénéficiaires d'allocations garantissant un seuil de ressources minimum en 2014 est construite à partir de données des aires métropolitaines et des provinces. Les statistiques ne permettent donc pas d'entrer dans le détail. Les variations au niveau des collectivités locales de base ne sont pas observables sur une carte à un niveau d'échelle général.

# L'éducation

Population scolarisée par niveau et par unité administrative (2014)



L'éducation est devenue aujourd'hui une préoccupation majeure des Coréens. L'éducation est en lien étroit avec tous les aspects de la société, qu'il s'agisse de la planification familiale, de la structure de la population, des dépenses des ménages, du choix de la résidence ou encore de l'urbanisme. En outre, la société coréenne témoigne d'un grand attrait pour l'éducation, ce qui se traduit par des dépenses importantes pour se former, y compris dans l'enseignement privé.

De même que beaucoup de pays dans lesquels l'éducation publique commença à la naissance de l'État moderne,

l'éducation en Corée a connu des mutations notables au cours du processus de modernisation. Le système scolaire coréen comprend l'enseignement élémentaire avec les écoles maternelles et élémentaires, l'enseignement secondaire avec les collèges et les lycées, et l'enseignement supérieur avec les universités et autres institutions de ce niveau. La plupart des Coréens passe six ans dans l'enseignement élémentaire et six autres années dans l'enseignement secondaire. La part de ceux qui poursuivent dans l'enseignement supérieur est l'une des plus élevées au monde.

## L'enseignement élémentaire et secondaire

L'enseignement élémentaire et secondaire est dispensé par des écoles publiques et une variété d'écoles privées. Diverses écoles spécialisées ont été établies pour répondre aux besoins spécifiques des écoliers. Au niveau du lycée, plusieurs orientations sont possibles : générale, technique et professionnelle. L'enseignement supérieur consiste en des études de premier cycle de quatre ans à l'université ou de seulement deux ans pour certains diplômes. Il existe aussi des universités de technologie qui préparent à de nombreux métiers. Récemment, l'enseignement supérieur en ligne et à distance s'est développé. De nombreux établissements d'enseignement supérieur offrent aux étudiants arrivés en fin de premier cycle de poursuivre en master et en doctorat. En outre, de nombreux étudiants continuent leurs études à l'étranger.

Le taux d'entrée dans le système secondaire, au niveau collège a atteint 100% en Corée depuis la fin des années 1980 et le taux d'entrée au lycée avoisine le même pourcentage depuis le milieu des années 1990. En conséquence, le nombre d'écoles n'a cessé de croître malgré la fermeture de nombreux établissements d'enseignement élémentaire dans les espaces qui perdent de la population depuis les années 1990. Les inscriptions en écoles maternelles ont sensiblement augmenté depuis les années 1980, celles-ci étant devenues plus abordables. Le nombre d'élèves varie selon les âges, mais il baisse de manière continue dans les écoles élémentaires en raison du déclin du taux de fécondité. Ce déclin a aussi fait baisser les populations scolarisées au collège et au lycée depuis la fin des années 1980. La hausse du recrutement des enseignants dans ce contexte a permis de réduire le nombre d'élèves par professeur. Les évolutions de la population en âge d'être scolarisée varient beaucoup selon les provinces. Le Gyeonggi a vu une hausse de cette population alors que d'autres provinces ont connu une forte baisse entre 2000 et 2014.

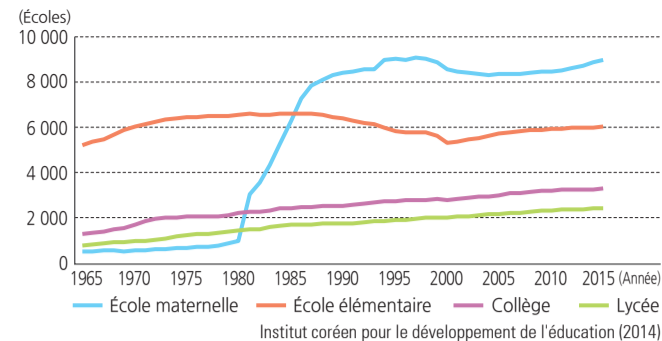


En raison du déclin de la population et de la migration vers les espaces urbains, de nombreuses écoles de campagne ont été fermées ces dernières décennies. Cette école dans un lieu reculé fonctionne toujours avec un petit nombre d'élèves et de professeurs (École élémentaire de Sanyang à Punghwa-ri, Sanyang-eup, Tongyeong-si, Gyeongsang du Sud).

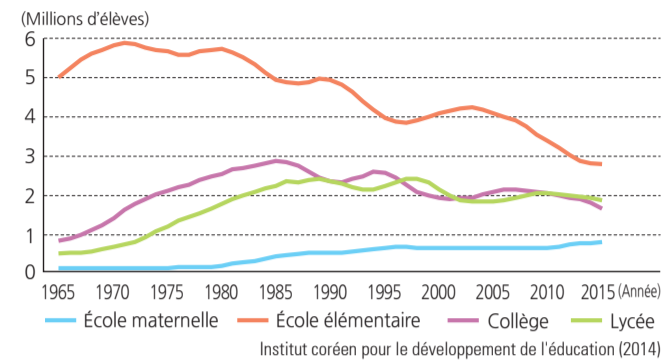


Huit des neuf élèves de cette école sont rassemblés dans une salle de classe pour cette photographie. Il y a quatre professeurs à l'école élémentaire de Sanyang, un des meilleurs rapports entre le nombre d'élèves et le nombre d'enseignants.

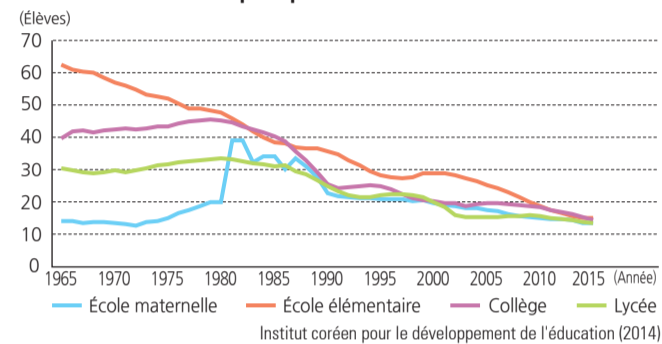
## Nombre d'écoles



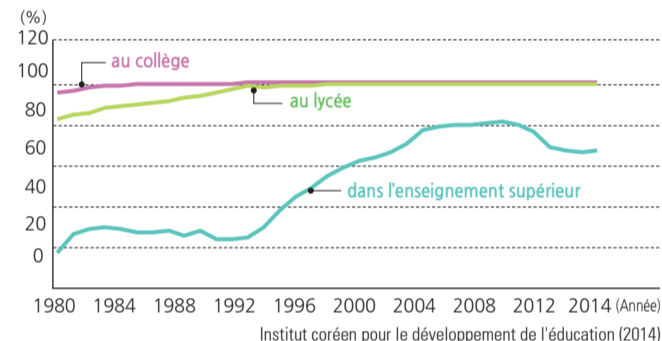
## Nombre d'élèves



## Nombre d'élèves par professeur

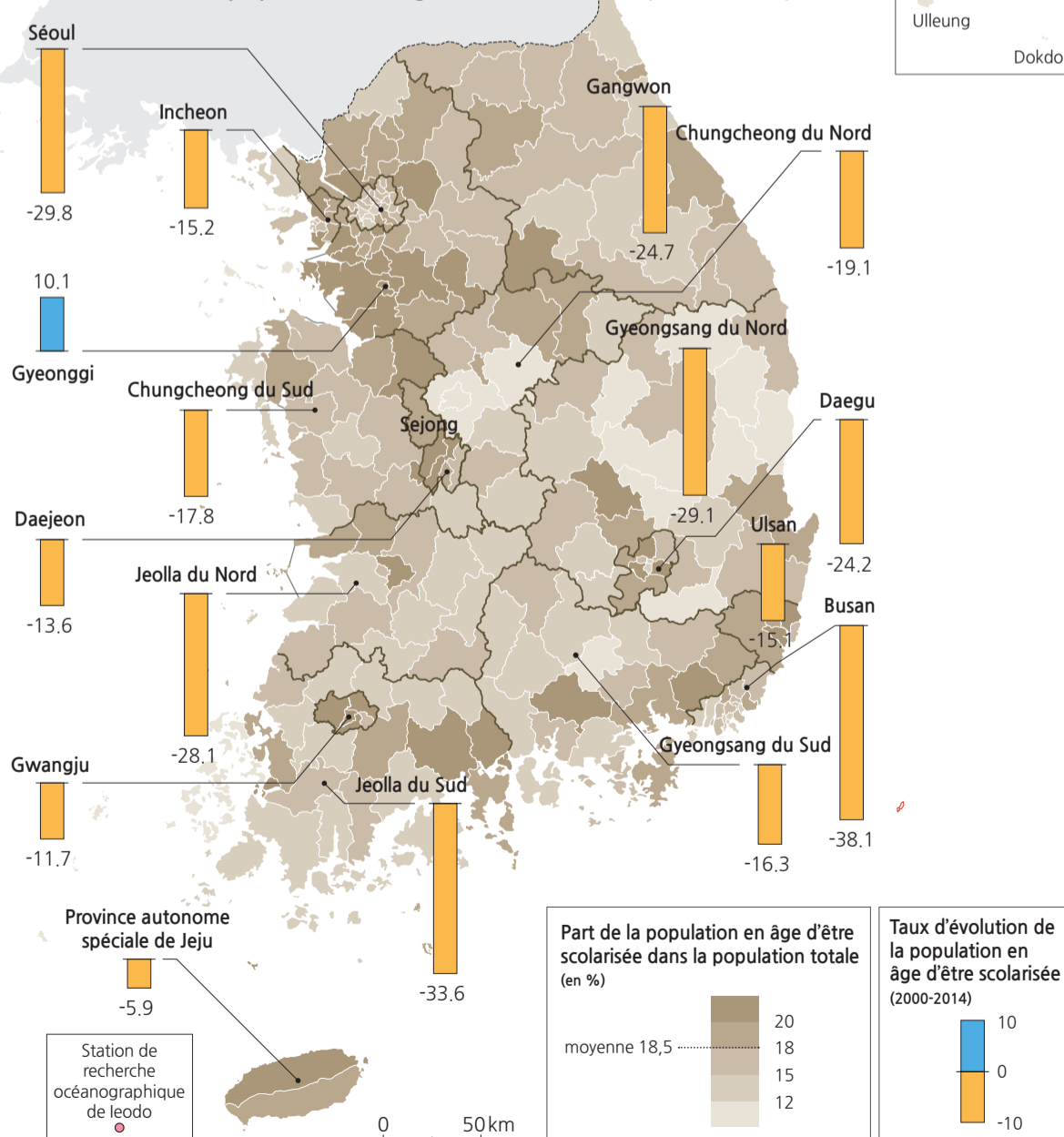


## Taux d'entrée



La carte de l'évolution de la population en âge d'être scolarisée entre 2000 et 2014 montre une distribution spatiale similaire à celle de la carte de la population scolarisée en 2014. La seule différence est la province du Gyeonggi, qui a connu une hausse de 10,1% alors que toutes les autres unités administratives ont connu une baisse. Cette hausse est due avant tout aux migrations vers les banlieues de Séoul.

## Évolution de la population en âge d'être scolarisée (2000-2014)



Office national des statistiques (2014)

## L'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur en Corée a connu d'importantes mutations. Le nombre d'établissements d'enseignement supérieur et les inscriptions ont fortement augmenté et différents types d'établissements ont été ouverts : des universités dans lesquelles les étudiants suivent des cursus de deux ou quatre ans d'études, des écoles normales qui forment les professeurs des écoles, et des universités qui offrent des formations à distance. En outre, il existe de nombreux établissements spécialisés, comme des académies militaires ou des académies qui forment à diverses professions.

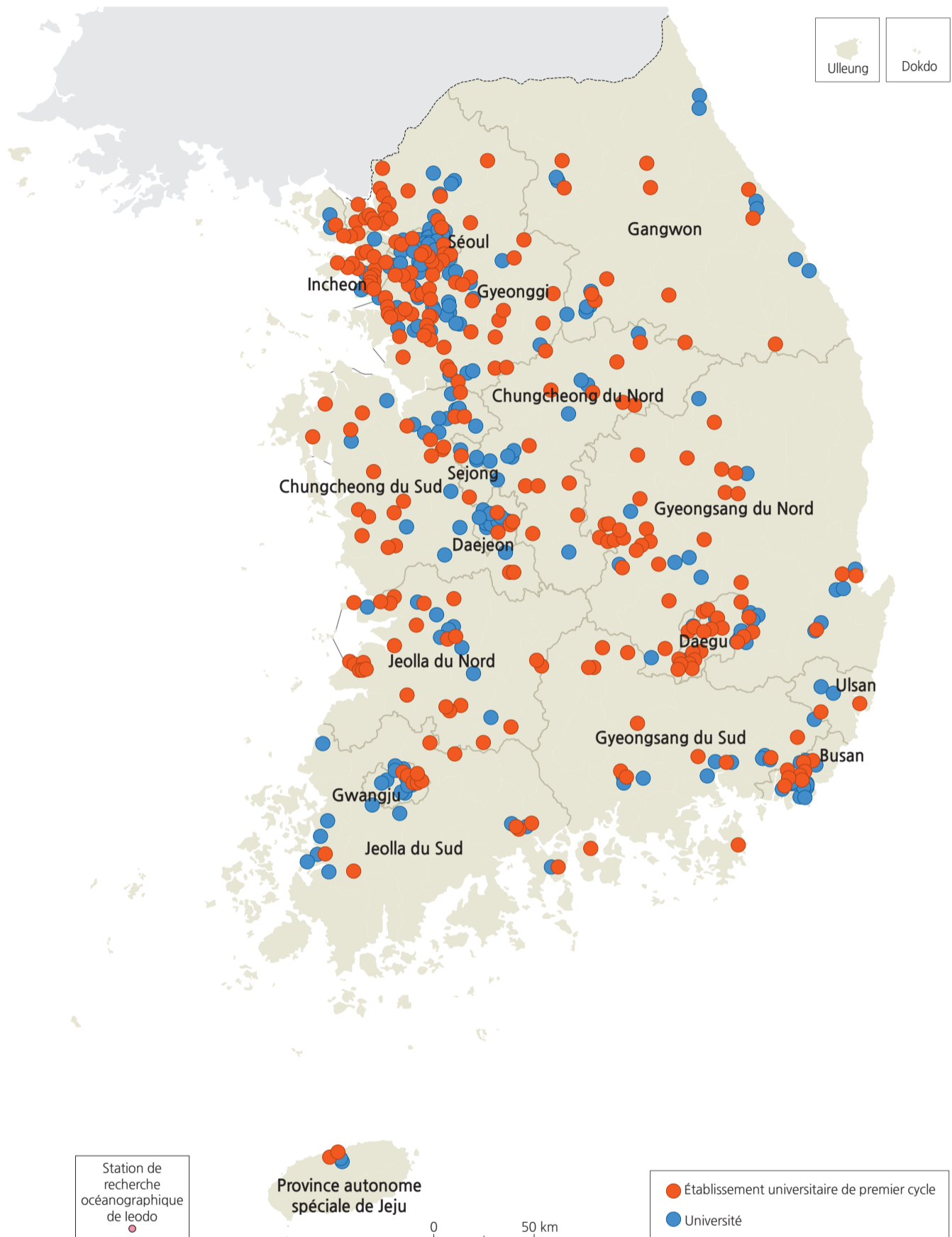
Les universités peuvent être publiques ou privées. Quelques universités publiques ont été ouvertes dans la ville principale de chaque province. Des universités privées ont été créées avec des projets pédagogiques spécifiques. Depuis les années 1990, tandis que le nombre d'universités privées a connu une forte hausse, le taux d'entrée à l'université a lui aussi augmenté de façon notable, ce taux étant aujourd'hui le plus élevé parmi les pays de l'OCDE. Cette évolution présente l'avantage de former une population active très qualifiée, mais elle signifie aussi que les étudiants doivent supporter une lourde charge financière. Le niveau des frais de scolarité, les bourses versées par l'État et le maintien d'un équilibre entre universités publiques et privées sont devenus des points récurrents soulevés lors des débats au sein de la sphère politique.

Les principales spécialités à l'université sont les humanités, les sciences sociales, les sciences de l'éducation, les sciences naturelles, l'ingénierie, la médecine, les arts, la musique et l'éducation physique. De nombreux établissements de second et troisième cycles ont été ouverts pour répondre à l'augmentation de la demande et développer l'enseignement supérieur et les savoirs professionnels. Ces établissements proposent généralement un large éventail de formations, dont certaines peuvent être très spécifiques, comme par exemple les études religieuses, le management, la médecine ou encore le droit.

La carte de la répartition des établissements d'enseignement supérieur en 2015 est une carte par points sur laquelle chaque point représente un établissement. Les points bleus représentent les universités enseignant jusqu'au doctorat et les points rouges celles se limitant au premier cycle. La répartition spatiale des universités est corrélée avec les métropoles et les espaces urbains de toutes tailles, tandis que les autres établissements se rencontrent à la fois en milieu urbain et en milieu rural. Il n'est pas rare que les étudiants doivent vivre loin du domicile familial pour suivre leur formation. Les frais de scolarité, les dépenses de la vie quotidienne et l'accès à des bourses ou à d'autres soutiens financiers entrent évidemment dans la décision d'un étudiant et de ses parents sur le choix du lieu d'études.

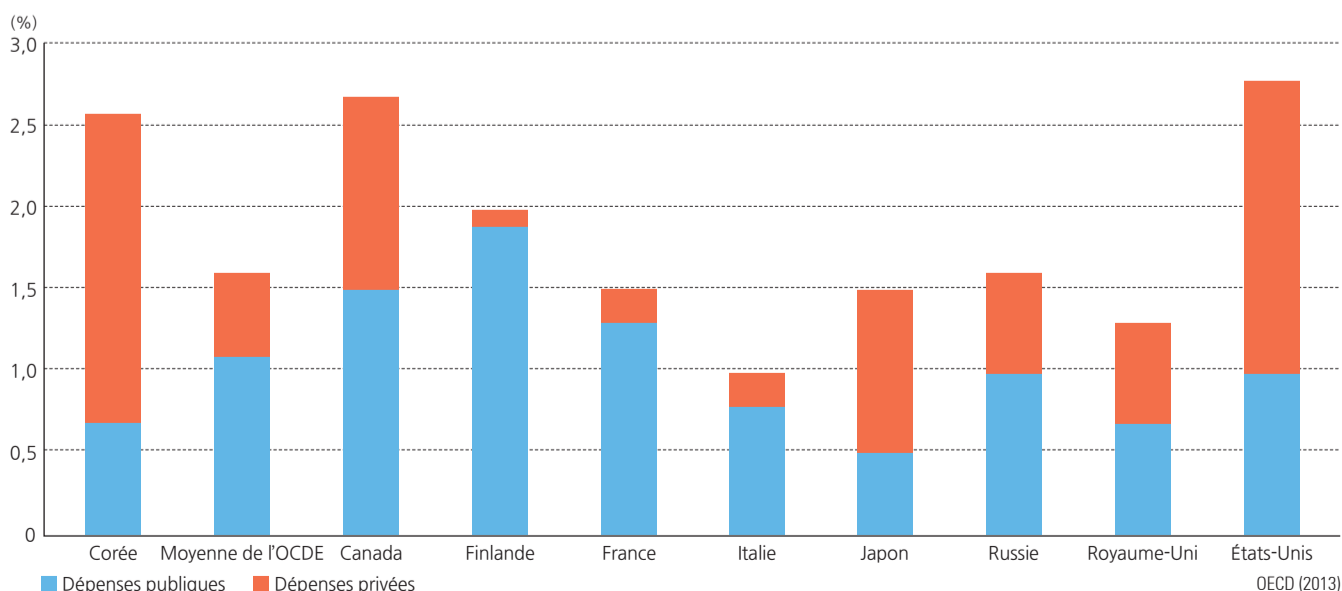
La plupart des professeurs d'université sont titulaires d'un doctorat, obtenus dans une université coréenne ou à l'étranger, notamment aux États-Unis, au Japon et en Allemagne. De plus, de nombreux étudiants étrangers entrent maintenant dans les universités coréennes pour apprendre le coréen et se perfectionner dans cette langue, et pour obtenir leur diplôme alors que la qualité de l'enseignement supérieur délivré par les universités coréennes est de mieux en mieux reconnue internationalement.

Répartition des établissements d'enseignement supérieur en 2015

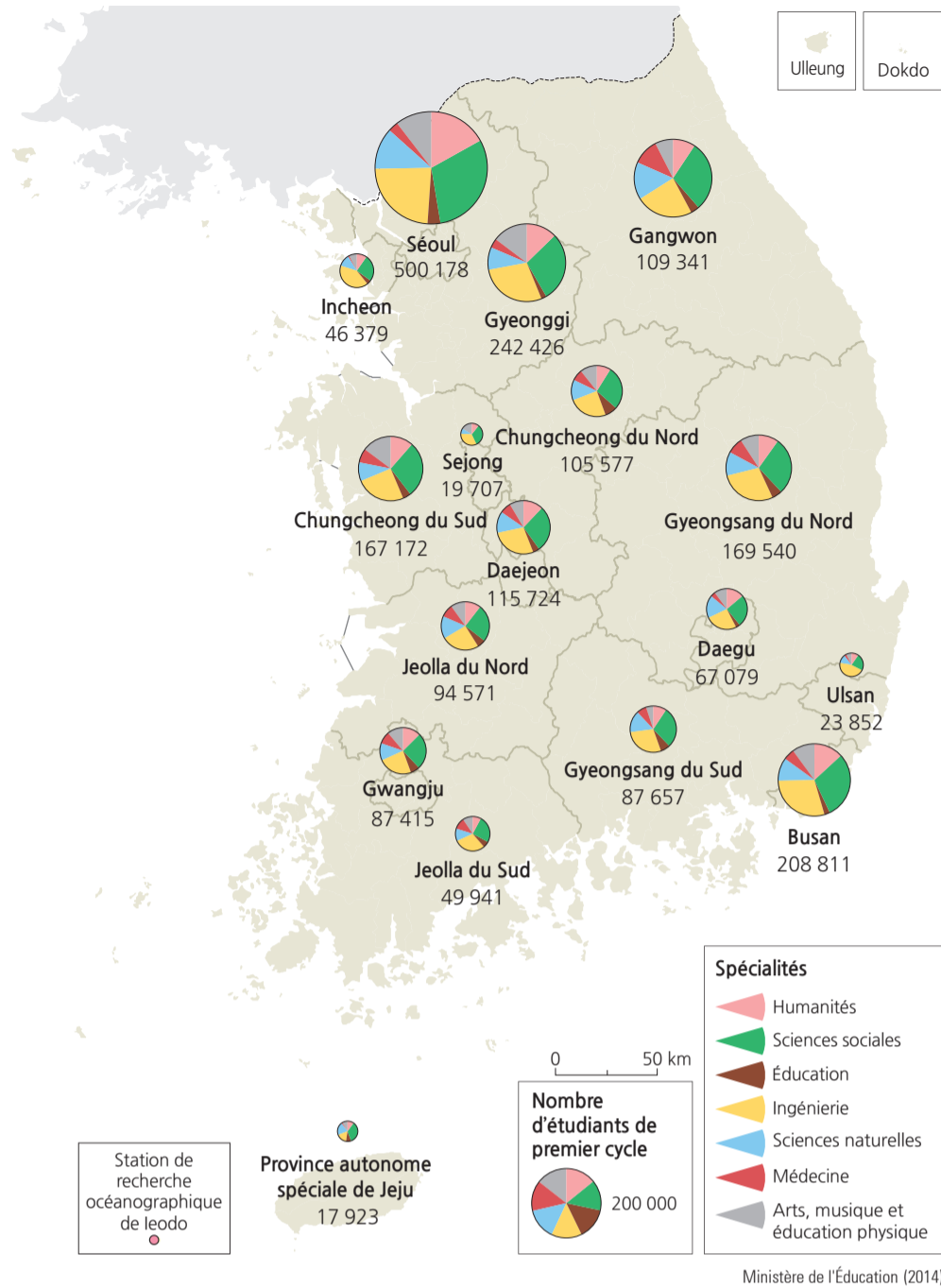


Ministère de l'Éducation (2015)

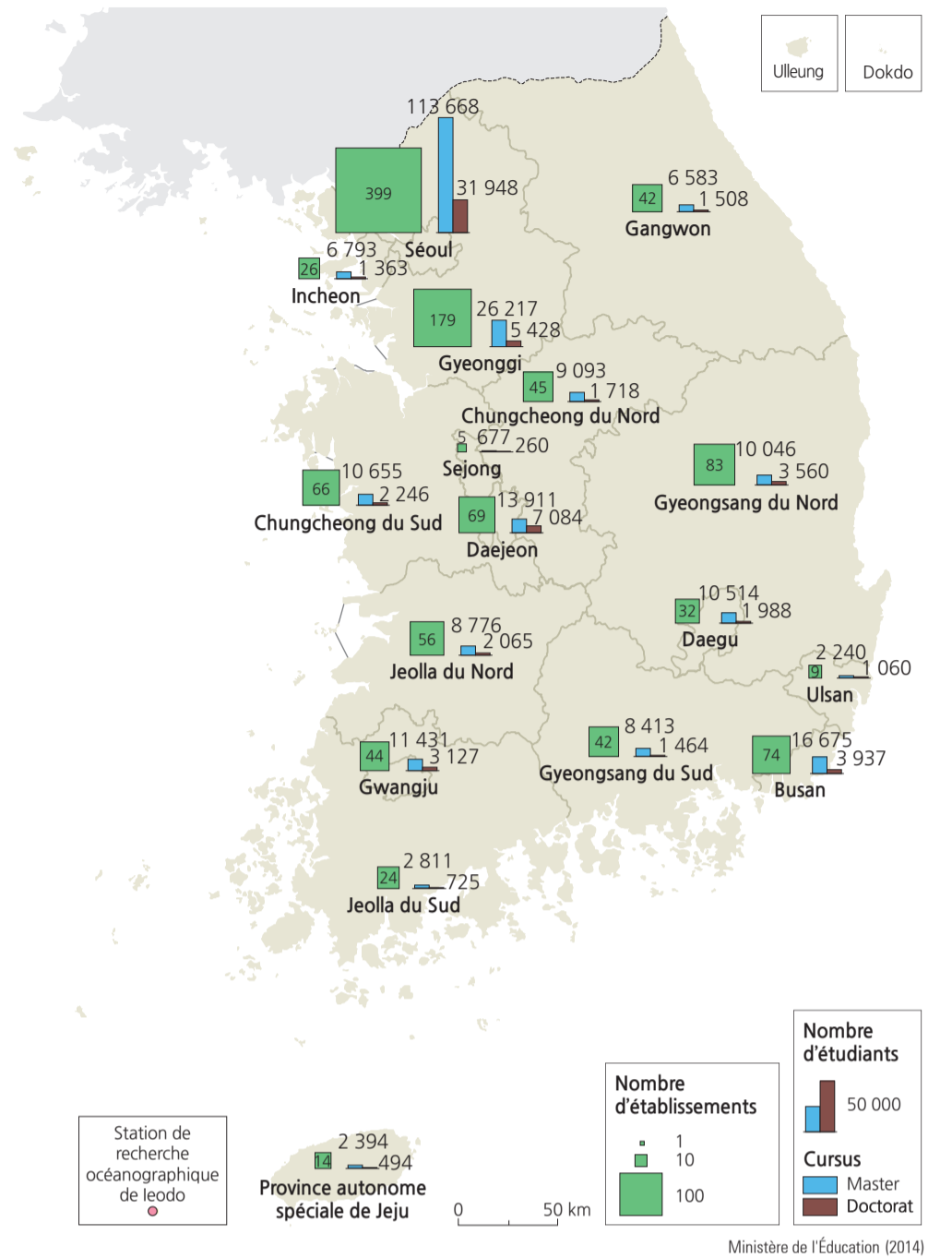
Dépenses dans l'enseignement supérieur rapportées au PIB (2013)



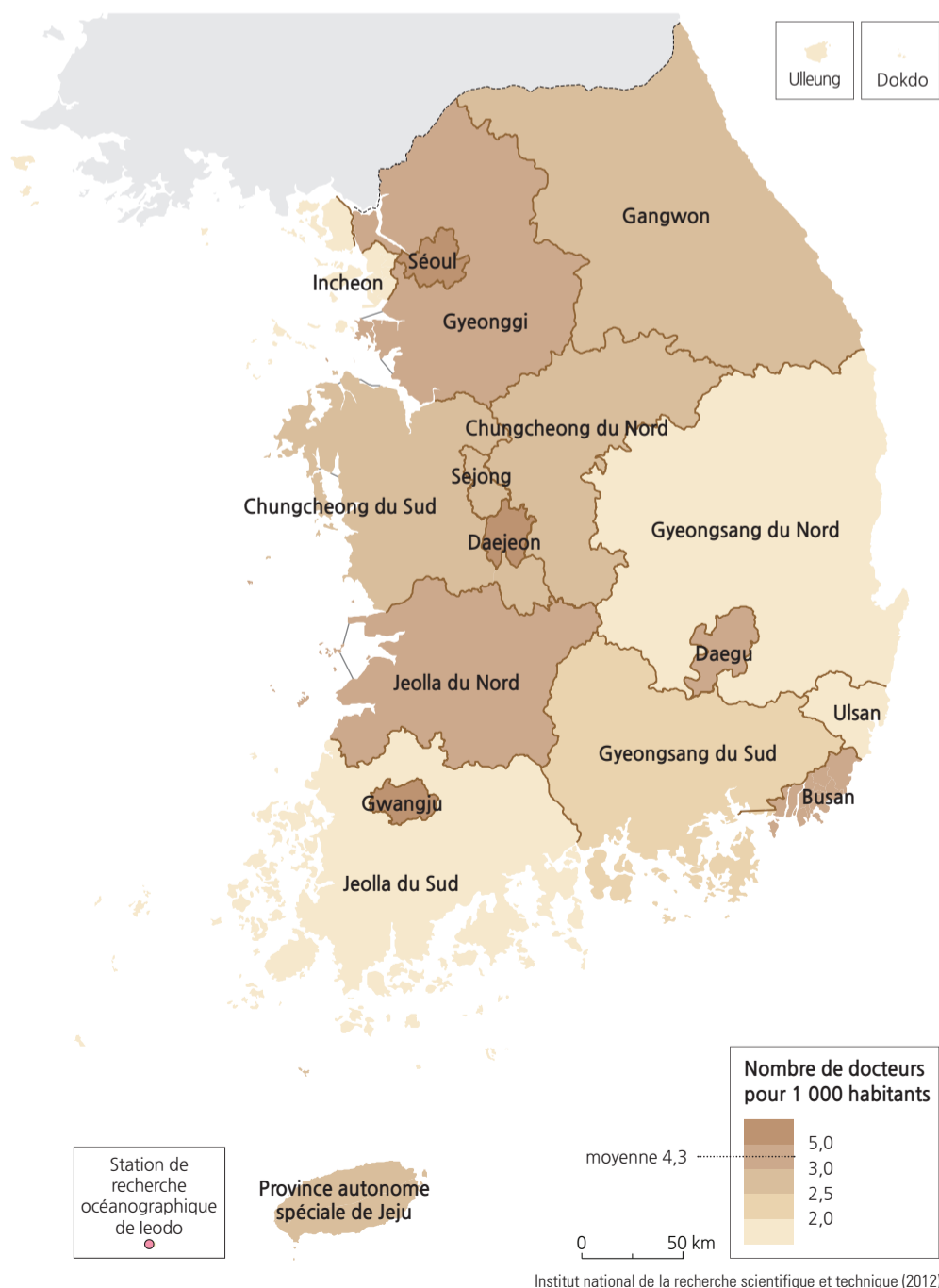
### Nombre d'étudiants de premier cycle par spécialité (2014)



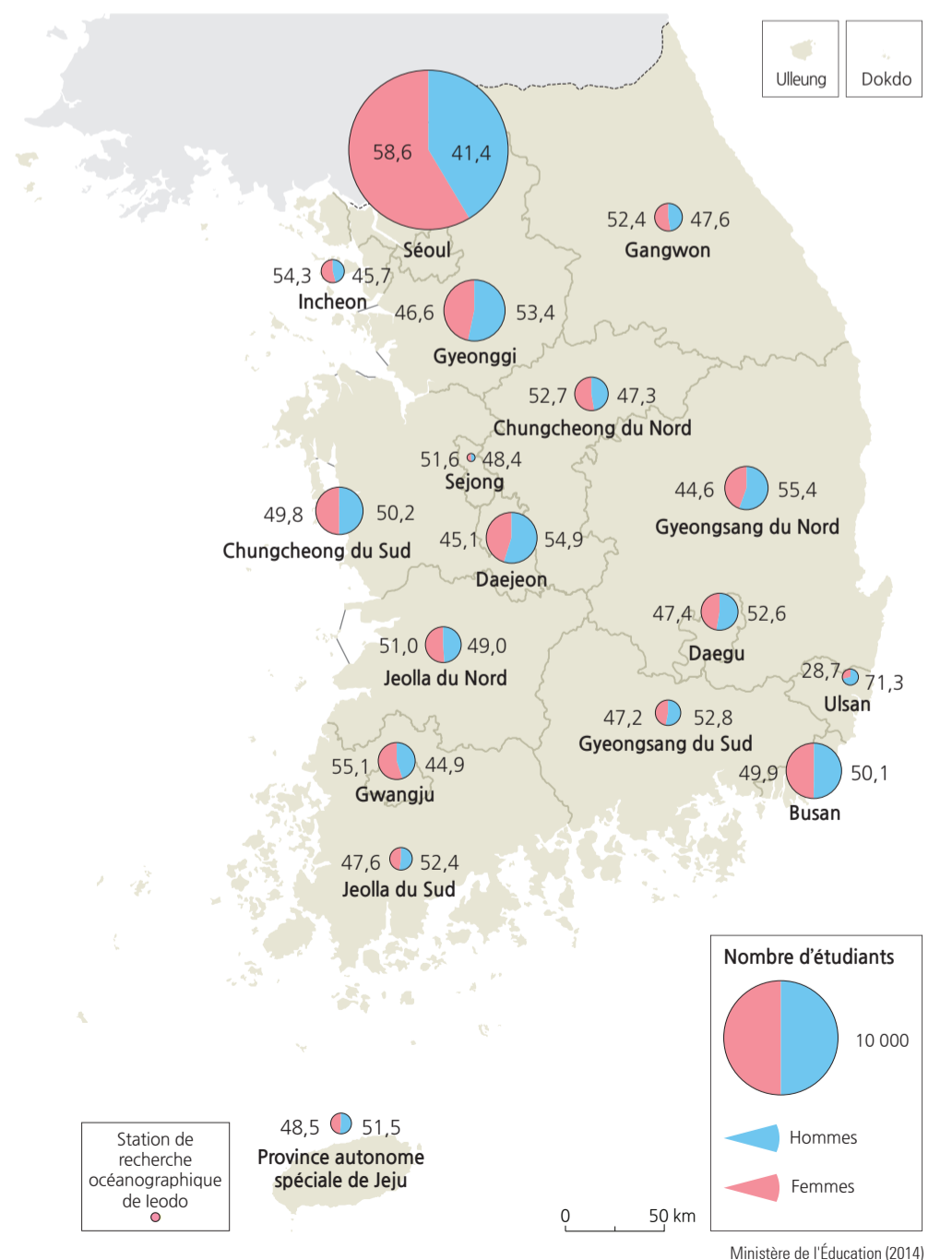
### Répartition des établissements supérieurs de deuxième et troisième cycles (2014)



### Titulaires d'un doctorat (2012)

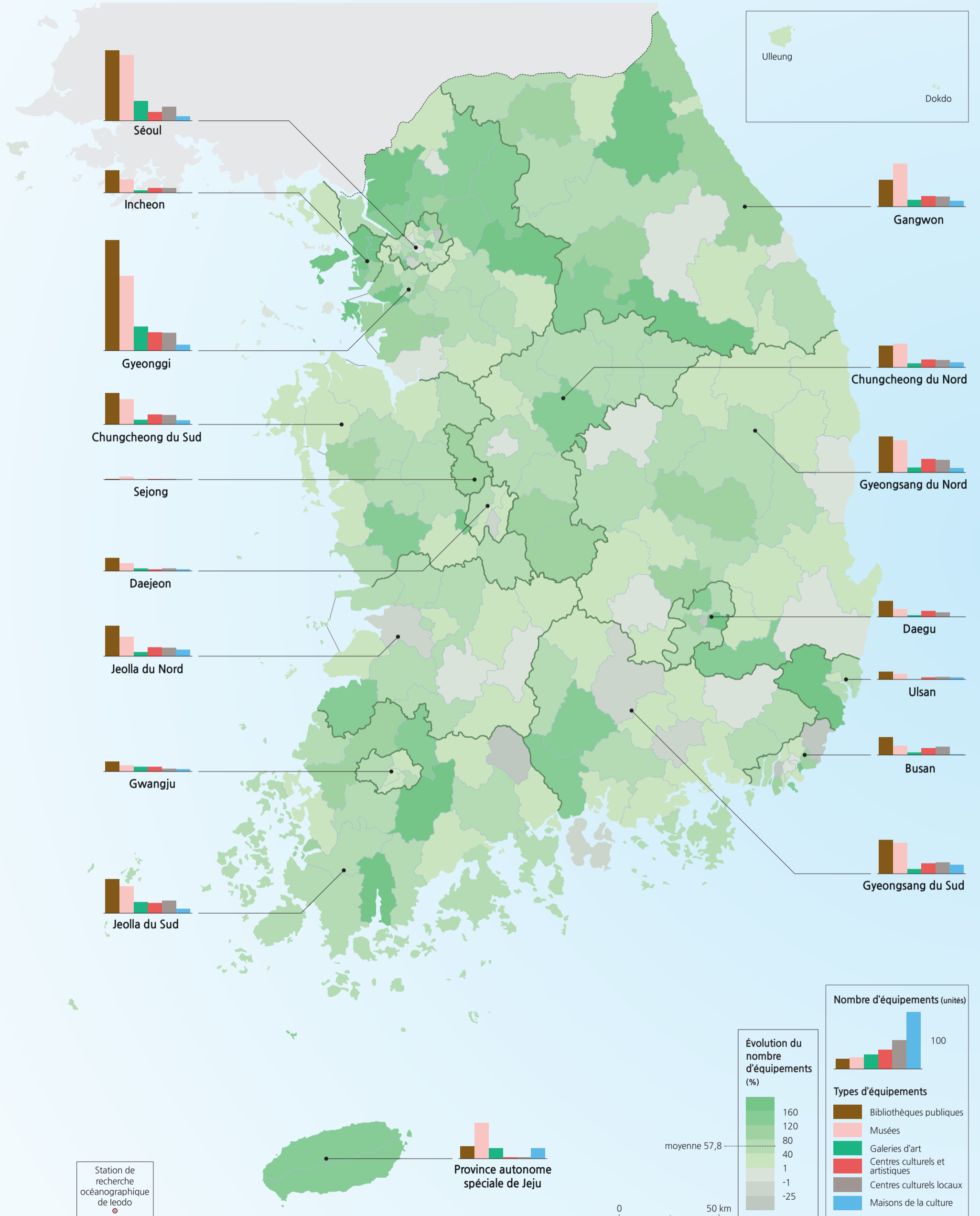


### Étudiants étrangers (2014)





## Évolution des équipements culturels publics (2005-2013)





Famille en habits traditionnels coréens



Plats coréens



Palais de Gyeongbokgung

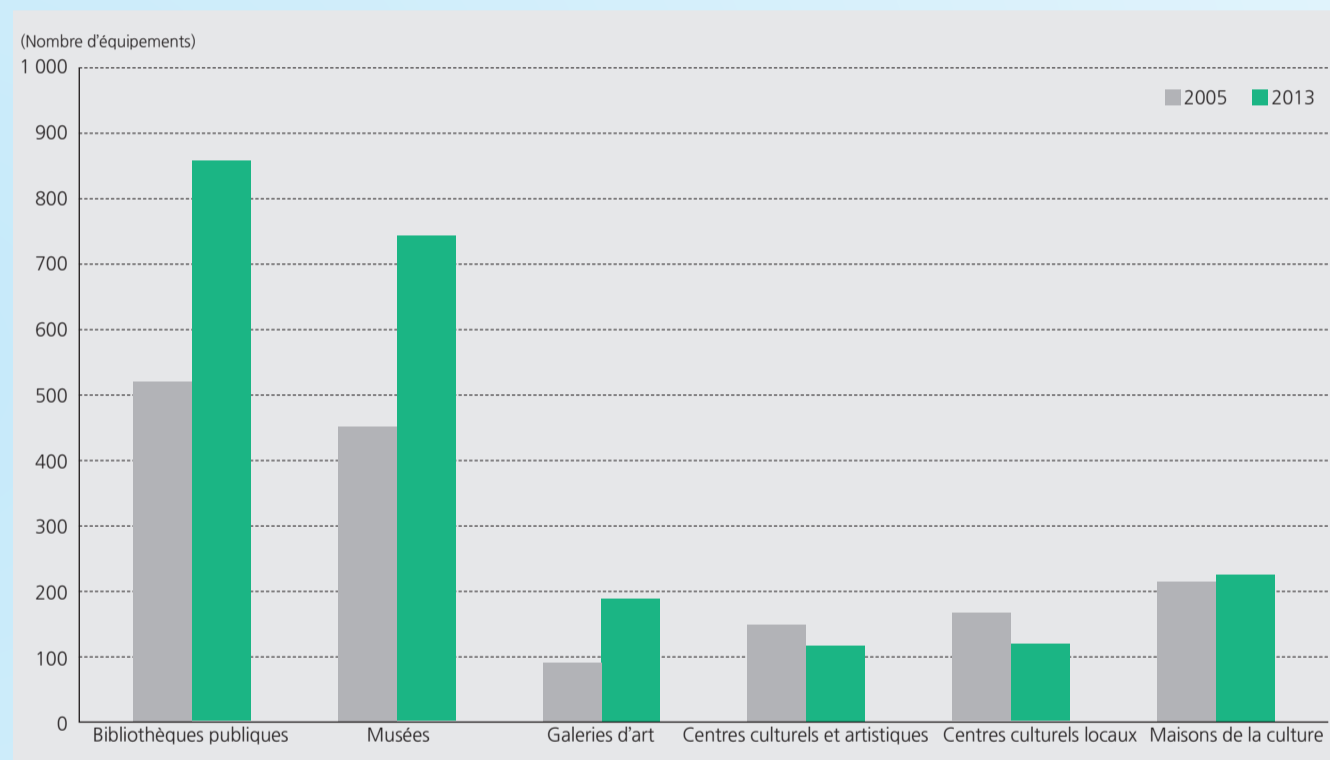


Musée national de Corée



Opéra du Centre des Arts de Séoul

### Évolution du nombre d'équipements culturels publics



Ministère de la Culture, des sports et du tourisme



Un artiste de rue pose en costume coréen traditionnel avec un tambour coréen typique.

Les Coréens ont depuis longtemps développé et conservé une culture propre qui s'est adaptée au milieu naturel et au climat. Cette dernière se manifeste traditionnellement dans des pratiques alimentaires, une mode vestimentaire ou encore un type d'habitat prônant l'harmonie entre la nature et les espaces résidentiels. Cependant, elle ne se limite pas à un mode de vie adapté à l'environnement de la péninsule. Elle a en effet été influencée par diverses cultures étrangères qu'elle a su absorber et, inversement, elle est aussi parvenue à se répandre au-delà de ses frontières.

L'attention portée à l'amélioration des conditions de vie et à la culture est liée à la demande croissante en espaces pouvant accueillir des activités culturelles et aux attentes en matière de diversité de ces espaces, des bibliothèques aux musées en passant par les théâtres et les galeries d'art. De plus, les équipements et les espaces destinés au cinéma, aux sports et aux activités physiques sont devenus incontournables dans la vie quotidienne des Coréens. Dans l'ensemble, cette évolution est liée à la multiplication et la diversification des opportunités culturelles et de loisirs.

Les équipements tels que les bibliothèques, les musées et les galeries d'art se sont diversifiés tout en voyant leur nombre et leur taille augmenter pour répondre aux demandes grandissantes des habitants. Divers programmes et expositions sont mis en œuvre dans les bibliothèques et musées en coopération avec les communautés locales. Les théâtres et les centres d'exposition qui offrent des

programmes variés voient leur nombre augmenter et attirent de plus en plus de mécènes et de visiteurs.

En plus d'équipements culturels diversifiés, il faut prendre en compte les nombreux parcs nationaux, certains présentant des merveilles de la nature, en complément des sites du patrimoine mondial de l'Unesco (cf. chapitre 2). Tous ces équipements et ces parcs sont répartis dans l'ensemble du pays et destinés à répondre aux besoins culturels de la population locale et des touristes internationaux. En outre, l'infrastructure culturelle donne un sens concret à la notion de droits culturels.

L'ère du numérique a fait entrer la culture coréenne dans une autre dimension avec la K-pop, les films et les séries télévisées. Après les films de kung-fu de Hong Kong et le succès indien de Bollywood, la nouvelle « vague coréenne » déferle sur le monde – à commencer par la Chine, le Japon, Hong Kong, Taiwan, l'Asie du Sud-Est, l'Europe et l'Amérique du Nord – et ouvre de nouveaux débouchés pour l'industrie du divertissement. Les sites Internet comme Youtube ont popularisé dans le monde entier le désormais célèbre clip « Gangnam Style ». Un grand nombre de films coréens est maintenant disponible sur les principales chaînes américaines de cinéma. Les immigrants coréens qui vivent dans les grandes villes du monde sont fiers de faire découvrir leur culture, leur nourriture, leur musique et leur danse à leurs amis. Des quartiers coréens se développent dans ces villes où de

nombreux hommes d'affaires et touristes sont exposés à la culture coréenne chaque jour.

La carte de l'évolution des équipements culturels publics entre 2005 et 2013 présente deux séries de données. La première se fonde sur le taux de variation du nombre d'équipements culturels au niveau des collectivités locales de base. Les nuances les plus soutenues sur la carte montrent les augmentations tandis que les nuances pâles témoignent de diminutions. Rares sont les unités administratives qui ont vu ces équipements diminuer ; le reste du pays connaît que seule une poignée a connu une diminution ; le reste du pays montre des augmentations parfois modestes, tantôt très importantes, allant même au-delà de 180%. La seconde série de données correspond au nombre absolu d'équipements culturels, à savoir bibliothèques, musées, galeries d'art, centres culturels et artistiques ou encore centres culturels privés (les Maisons de la culture, *munhwa ui jip*). Cette seconde série montre clairement des équipements culturels plus nombreux dans les métropoles puisque ceux-ci répondent aux besoins d'un plus grand nombre. Les habitants des campagnes peuvent être désavantagés d'avoir moins d'équipements culturels près de chez eux. Ils doivent effectuer parfois de grandes distances pour utiliser certains services. L'efficacité des transports apparaît alors fondamentale.

# La construction du territoire national

En 1953, la Corée du Sud a dû se construire après plusieurs décennies d'occupation japonaise (1910-1945) et se relever des destructions de la guerre civile (1950-1953). Le pays était alors exsangue : les habitants étaient dans des situations d'extrême pauvreté, les terres dévastées et les infrastructures détruites. Le manque de ressources naturelles et les faibles capacités financières de l'État ont rendu difficile la reconstruction nationale. Jusqu'au début des années 1960, la Corée du Sud a d'ailleurs dépendu presque entièrement de l'aide internationale pour reconstruire ses infrastructures publiques et relancer son économie.

Le gouvernement a mis en œuvre un plan directeur pour l'aménagement du territoire au début des années 1960. Les axes de ce plan étaient inspirés de la théorie des pôles de croissance, importante dans la discipline géographique de l'époque, qui promeut la concentration des efforts publics dans une série de métropoles. S'appuyer sur ces grandes villes, mieux dotées en ressources, était perçu comme le moyen de déclencher un processus de développement à l'échelle de leur région.

En Corée, cette stratégie a conduit à une forte concentration spatiale des populations et des capitaux dans une poignée de villes par l'intermédiaire d'une « Planification de régions spécifiques ». Les villes de Séoul, Incheon et Ulsan ont ainsi été sélectionnées comme pôles de croissance ou Zones spéciales à développer. Dans cette perspective, le Programme de développement de parcs industriels a été lancé à Ulsan et à Séoul au début des années 1960. Il a été suivi du Programme de construction de cités industrielles au cours des années 1960 et 1970, dans le but d'accompagner le développement des sites localisés à proximité de ces parcs industriels. Ces projets ont abouti notamment à la formation d'industries chimiques très performantes à Ulsan, Yeosu, Pohang et Gumi, des villes dont la population s'est très vite accrue sous l'effet d'une forte croissance économique.

Les migrations urbaines, l'arrivée de nombreuses familles dans les villes, la hausse du revenu national et la recherche d'une meilleure qualité de vie ont entraîné un accroissement de la demande de logements dans les années 1980 et 1990. Sous l'effet de plusieurs initiatives gouvernementales visant au développement du parc immobilier, l'offre de logements a augmenté progressivement : alors qu'en 1950, on comptait seulement 3,2 millions de logements, leur nombre a été multiplié par cinq en soixante ans pour atteindre 18,1 millions en 2011.

Parallèlement au rapide développement économique de la Corée du Sud dans les années 1960, la modernisation et l'extension des infrastructures de transport a permis d'accompagner la transformation du territoire national. Un des projets les plus remarquables a sans doute été la construction de l'autoroute A1 de Gyeongju, d'une longueur de 428 kilomètres, reliant Séoul à Busan. Construite à partir de 1968, elle a été mise en service en 1970 et s'est affirmée comme le plus important corridor de développement du pays. À partir de la fin des années 1980, les infrastructures routières ont connu un développement encore plus rapide, en lien avec l'augmentation du parc automobile et du trafic routier. La modernisation du rail a également été enclenchée. En 2004, par exemple, la ligne Séoul-Busan a accueilli un train à grande vitesse (KTX) capable d'atteindre 300 kilomètres par heure. Le transport maritime reste peu utilisé pour



Un train à grande vitesse en provenance de Séoul

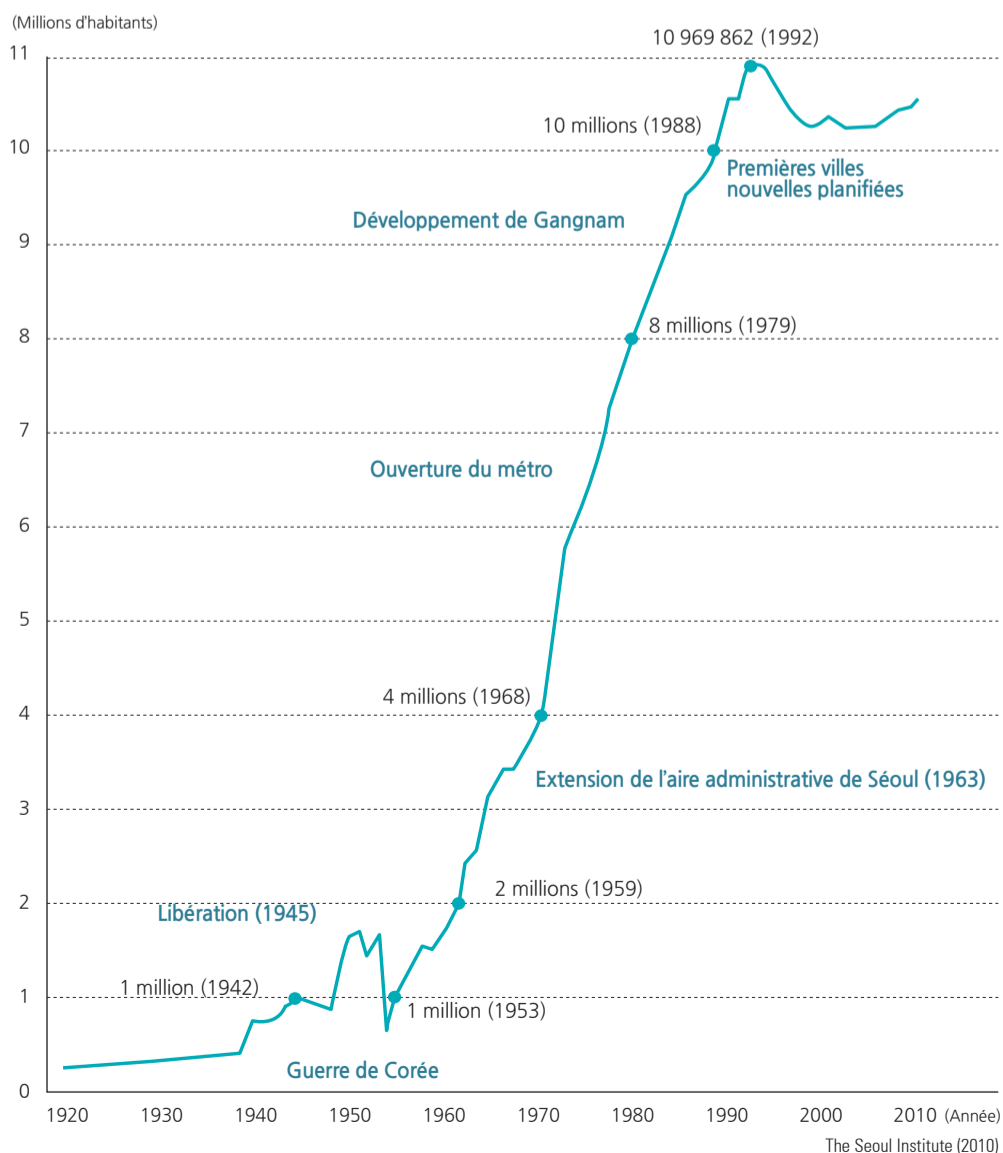
des besoins intérieurs, mais s'affirme à partir des ports comme un secteur crucial des échanges commerciaux à l'international. Les principales installations portuaires de la Corée se situent le long de la côte sud-est, facilitant l'importation et l'exportation de matériaux et de produits à destination des industries chimiques situées dans cette région. Le nouveau port de Busan, mis en service en 2006, est notamment devenu un pôle majeur du transport maritime international.

Le transport aérien a commencé à se développer à l'époque de la colonisation japonaise, lorsque plusieurs aérodromes militaires ont été construits. Les aéroports de Gimpo et de Jeju ont été respectivement mis en service en 1958 et en 1968. Le transport aérien en Corée du Sud a toutefois connu son essor le plus important à partir de 2001, lorsque l'aéroport international d'Incheon, aux standards internationaux les plus exigeants, a été ouvert sur l'île de Yeongjong.

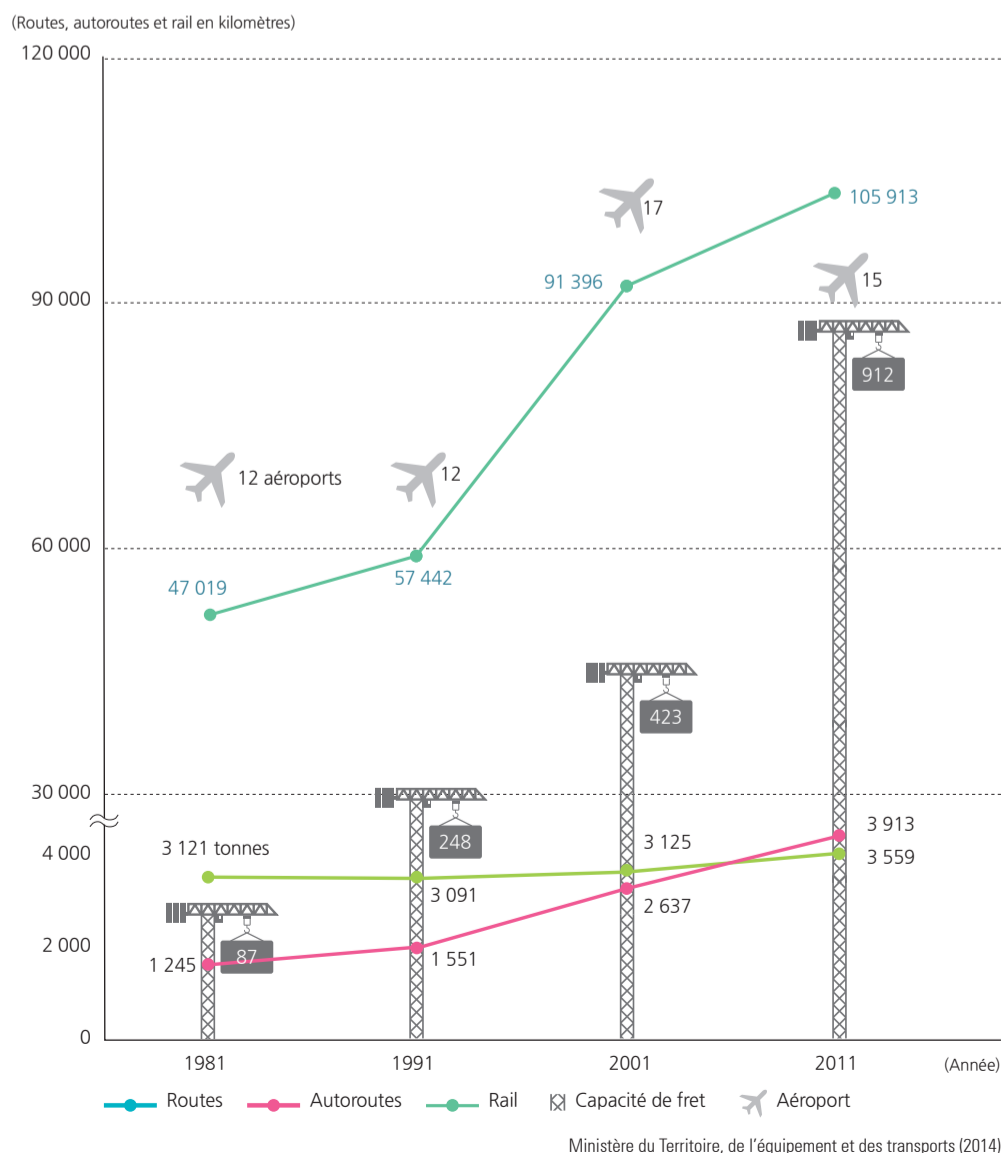
Parmi les autres projets de développement majeurs mis en œuvre depuis les années 1970, on peut également en citer plusieurs liés aux ressources naturelles et à l'énergie dans le domaine du reboisement et de la poldérisation, ou prévoyant la construction de barrages polyvalents et de centrales nucléaires.

La forte urbanisation qu'a connue la Corée du Sud depuis le début des années 1960 a eu des impacts majeurs sur sa structure démographique, son environnement naturel, ses institutions sociales et sur son économie. Comme il a déjà été expliqué, le nombre de villes et leur taille ont fortement augmenté parallèlement à la baisse de la population dans les zones rurales, entraînant notamment une diminution de la part de la population engagée dans des activités liées à l'agriculture et à la pêche ainsi que leurs activités connexes.

## La croissance de Séoul



## Le développement des infrastructures de transport



Le développement de la Corée du Sud se caractérise par une importante extension des zones métropolitaines. Le phénomène résulte principalement des migrations massives d'habitants des zones rurales à la recherche de travail dans les zones urbaines, en particulier dans la capitale et sa région. Le taux d'urbanisation, qui indique la part de la population urbaine en pourcentage de la population totale, a donc augmenté rapidement jusque dans les années 1980.

En conséquence de cette urbanisation, les zones rurales souffrent aujourd'hui d'un manque de main-d'œuvre, alors que les rendements agricoles diminuent et que la population vieillit rapidement, accentuant dans certaines régions l'exode d'une partie des habitants. Parallèlement, les zones urbaines sont confrontées à des problèmes de surpopulation : la forte concentration des activités industrielles dans les zones métropolitaines a entraîné de graves problèmes sociaux et environnementaux, tels que des pénuries de logements, la congestion du trafic, la baisse de la qualité de l'air et la dégradation générale de l'environnement.

En organisant la construction de complexes industriels et de nouvelles villes depuis les années 1960, le gouvernement sud-coréen a mis en place les conditions d'une croissance économique tirée par les exportations. Depuis l'achèvement du complexe industriel d'Ulsan en 1962 et du Site industriel des industries exportatrices de Guro en 1964, de nombreux complexes industriels et les villes qui leur sont liées ont vu le jour. À partir de la fin des années 1960 et tout au long des années 1970, ce phénomène a été manifeste autour de Yeochon, Pohang, Gumi, Incheon, Changwon et Banwol (Ansan), ainsi que dans bien d'autres localités.

L'importance de l'eau comme ressource a été reconnue dès les années 1960, et le barrage polyvalent du fleuve Seomjin a été construit en 1965. Plusieurs autres barrages polyvalents ont ensuite été construits au cours des années 1980, notamment ceux de Soyonggang, Daecheong,

et Chungju, qui ont de fortes capacités de production d'énergie hydroélectrique. La première centrale nucléaire, la centrale n°1 de Gori, a été mise en service à Busan en 1978, suivie par d'autres centrales nucléaires construites à Wolseong, Uljin et Yeonggwang.

Au cours des soixante dernières années, le territoire coréen a donc connu de nombreux changements, résultant parfois de projets d'aménagement du territoire à l'initiative du gouvernement, mais plus souvent du fait des processus rapides d'urbanisation, d'industrialisation et de développement d'infrastructures productives qui ont stimulé la croissance économique. Depuis la guerre de Corée, les transformations phénoménales du pays consacrent donc le schéma de transformation du territoire coréen comme un modèle de développement à part entière.

La carte des principaux projets d'aménagement du territoire présente la localisation des projets de complexes industriels, de réseaux de transport, des principaux barrages, des polders. Elle met également en exergue la croissance des zones métropolitaines. Deux grands ensembles se dégagent : les zones de poldérisation se trouvent toutes sur la côte ouest alors que les barrages et aménagements industriels les plus récents se situent principalement dans le sud. À l'est, la côte plus accidentée et la présence de rivières de petite taille ne produisent pas de deltas propices à la poldérisation. Les emplacements des nouveaux barrages et les complexes industriels ont été aménagés en prévention d'un éventuel conflit avec la Corée du Nord. En outre, ces complexes industriels, fortement tournés vers l'exportation, nécessitent un bon accès à des installations portuaires le long de la côte. Les réseaux de transport sont quant à eux bien développés sur l'ensemble du territoire, à l'exception du nord et de l'est du pays.

## Les principaux projets d'aménagement du territoire



Office national des statistiques (2013), Ministère du Territoire, de l'équipement et des transports (2013), Portail national d'accès aux données sur les transports (2013)

## La planification territoriale

Pour reconstruire une nation, stabiliser son système politique et transformer son territoire, le gouvernement coréen a été rapidement amené à mettre en place une méthodologie d'action et un cadre législatif *ad hoc*. La planification du territoire doit en effet prendre en compte des impératifs non seulement liés à la croissance économique, mais également aux enjeux environnementaux. Il lui faut répondre aux problèmes liés à la répartition de la population, à l'urbanisation, l'organisation des transports, les besoins d'emploi, l'accès aux infrastructures de santé, d'éducation et aux services sociaux. L'objectif est de donner aux individus les moyens d'acquiescer une certaine qualité de vie et de bénéficier d'un développement durable.

Dans les années 1960, la mise en place de normes d'aménagement a enclenché un processus de développement du territoire national encadrant l'usage des sols et des eaux territoriales. Ces normes ont été établies à différentes échelles : nationale avec le Plan Général d'Aménagement du Territoire National (PGATN), et régionale avec des plans de développement des collectivités locales et des villes. Cette politique de planification vise à rééquilibrer le territoire tout en renforçant la compétitivité des régions.

Le PGATN a notamment été établi pour gérer les ressources territoriales en adéquation avec les objectifs et stratégies du gouvernement. Le premier PGATN (1972-1981) a été mis en place en 1971. Il a été suivi d'un deuxième (1982-1991), puis d'un troisième (1992-2001) et d'un quatrième (2000-2020). Après ces différents plans, de nouvelles problématiques, perspectives et priorités ont chaque fois été établies. L'évaluation de leurs résultats

a permis de réajuster ces documents afin d'établir de nouvelles stratégies de planification.

Face aux processus très rapides de croissance économique et d'urbanisation, le développement national a toutefois conduit à des déséquilibres territoriaux. Plusieurs plans de développement régional ont alors été établis et mis en œuvre dans l'objectif de réduire les disparités spatiales. Des « villes spécifiques pour l'entrepreneuriat » et des « villes spécifiques pour l'innovation » ont été créées, et il a été envisagé d'établir Sejong comme la nouvelle capitale administrative du pays. Au milieu des années 2010, un plan de développement régional quinquennal a été notamment mis en place dans l'objectif de renforcer l'autonomie locale en organisant la spécialisation économique des régions. On peut également noter un plan de développement à destination des espaces les moins développés, ou encore un plan de développement culturel et touristique prévoyant la mise en valeur des spécificités régionales.




Le quatrième PGATN prend en compte l'intégration spatiale de la Corée au XXI<sup>e</sup> siècle. Il vise avant tout à mettre en place une structure territoriale nationale ouverte sur le monde extérieur et à renforcer la compétitivité mondiale des villes coréennes à travers la création de grandes zones économiques à statut dérogatoire. À ces fins, le plan prévoit la construction d'une économie organisée en réseau selon des axes régionaux interconnectés, unissant les trois littoraux et l'intérieur des terres.

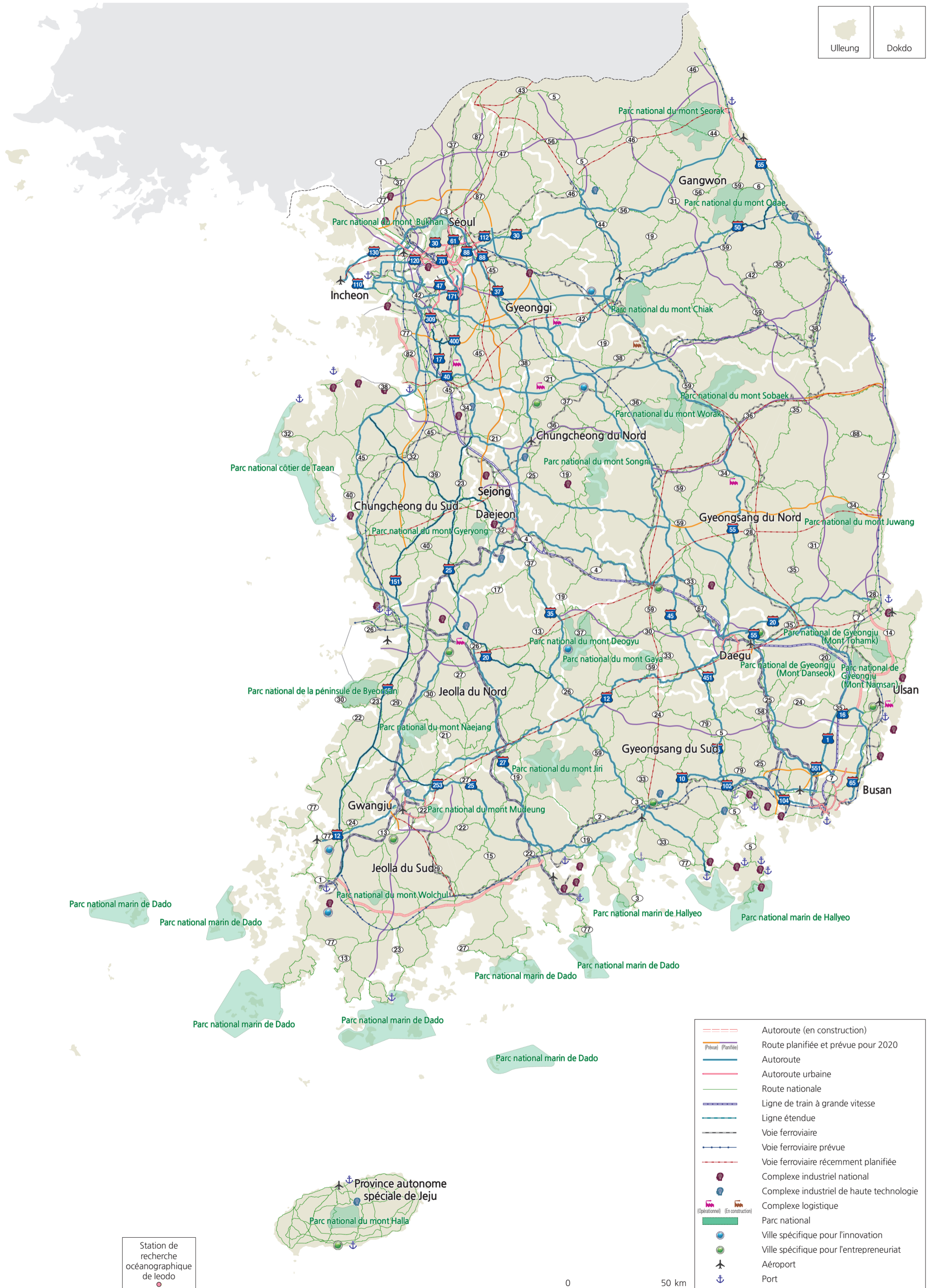
La carte de ce quatrième PGATN présente différents éléments de la planification du territoire en Corée du

Sud, à l'aide de symboles divers. Elle reprend les réseaux de transport et précise la localisation des complexes industriels, des complexes de haute technologie, des « villes spécifiques pour l'entrepreneuriat », des « villes spécifiques pour l'innovation », des parcs nationaux, des ports et des aéroports. La plupart des complexes industriels se situent le long de la côte sud, autour de Séoul et dans les zones environnantes. Les autres complexes sont principalement situés dans le centre et à l'ouest du territoire. Les complexes industriels de haute technologie, spécialisés dans les innovations numériques, sont principalement situés le long du corridor Séoul-Gwangju, généralement à proximité des centres urbains et avec un bon accès à l'autoroute. Les « villes spécifiques pour l'innovation », où sont concentrées les activités de recherche et développement, sont dispersées à l'ouest et au sud du territoire. Les « villes spécifiques pour l'entrepreneuriat », moins nombreuses que les « villes spécifiques pour l'innovation » et spécialisées dans la promotion du tissu entrepreneurial, sont situées à dessein loin des grandes villes, dans le but de promouvoir l'économie dans les régions moins développées.

Ainsi, les différents plans d'aménagement cherchent à mettre en valeur les spécificités géographiques locales en prenant en compte les stratégies nationales. La carte présentant le quatrième PGATN fournit le résultat des trois périodes précédentes de planification du territoire. La croissance continue néanmoins à créer des déséquilibres qui constituent les défis du futur et qui devront être pris en compte dans la réflexion sur l'avenir de la Corée.

### L'évolution des conditions économiques et sociales et du territoire en Corée du Sud

	1960	1970	1980	1990	2000
					
	Années 1960 - Usine agro-chimique	Années 1970 - Autoroute de Gyeongbu	Années 1980 - Avenue de Gangnam	Années 1990 - Complexe résidentiel de Bundang	Années 2000 - Ligne à grande vitesse
Économie	Base du développement économique (industrie légère)	Période de croissance économique (industrie lourde)	Revitalisation économique (équipement, industrie électronique)	Croissance stable après la crise financière (industrie des nouvelles technologies de l'information)	
Territoire National	Base industrielle et développement de Zones Spéciales	Développement de Villes Industrielles	Concentration dans la région capitale et politique de développement équilibré		
Transport	Construction d'autoroutes et de rail industriel		Expansion du réseau de transport primaire national et construction du métro urbain		Système de transport écologique
					
	Années 1960 - Complexe d'exportation industriel de Guro	Années 1970 - Chantiers navals	Années 1980 - Jeux Olympiques de Séoul	Années 1990 - Pont de Seohaedaegyo (litt. « Grand pont de la mer de l'Ouest »)	Années 2000 - Éoliennes sur la chaîne de montagnes du Baekdu-daegan



## Le développement des infrastructures de transport et de communication

Les infrastructures de transport telles que les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports sont la colonne vertébrale du développement d'un territoire. Elles permettent la circulation des personnes, des marchandises, des matières premières, des denrées alimentaires et des autres biens de consommation nécessaires.

Les infrastructures de transport ont été la priorité du gouvernement depuis le début des années 1960. À cette période ont été lancés les projets de construction des autoroutes, des voies ferrées, des ports et des aéroports qui ont servi de base pour l'expansion du réseau de communication actuel. Les industries principales se sont développées le long de l'axe Gyeongbu, desservies par un réseau de transport multimodal connectant Séoul à Busan. L'ouverture de l'autoroute Gyeongbu en 1970 a considérablement amélioré l'accès à l'ensemble du pays pour les voyageurs, leur permettant de se déplacer d'un point à l'autre du territoire dans la même journée. Avec l'ouverture de la ligne de train à grande vitesse Gyeongbu en 2004, cet espace est désormais parcouru en moins d'une demi-journée.

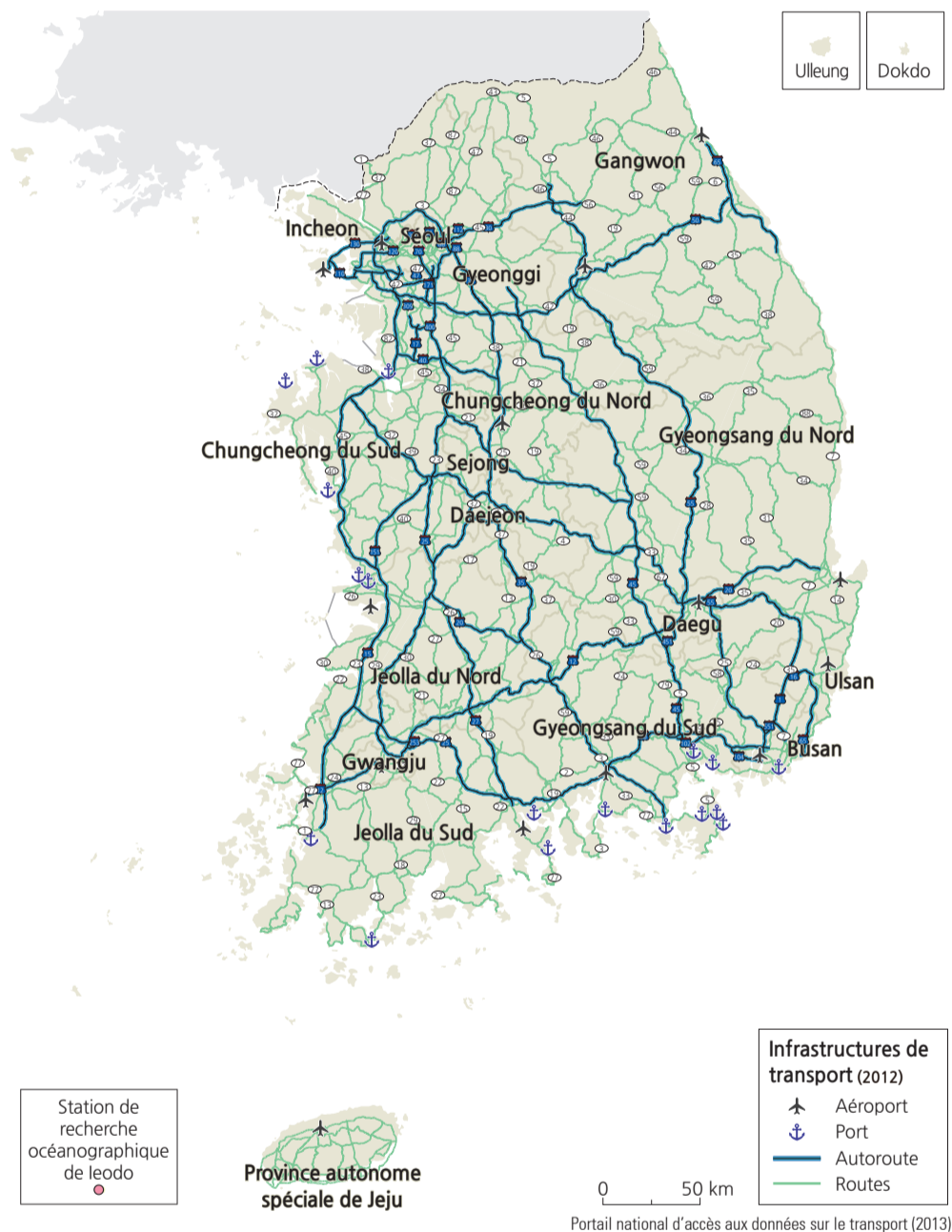
En 2013, la Corée du Sud comptait 55 ports : 14 ports nationaux, 17 ports locaux et 24 ports intérieurs. La capacité de fret des ports coréens a augmenté régulièrement depuis le début des années 1960 : leur capacité totale est passée de 82 millions de tonnes en 1980 à plus d'un milliard en 2013. Les ports de Busan et de Gwangyang ont le plus grand volume de fret en Corée du Sud, avec respectivement 27% et 20% du total national. Le transport maritime de passagers connaît également une hausse régulière : de 8,2 millions de passagers en 1990, il a doublé en une vingtaine d'années pour atteindre 16,1 millions en 2013. Si l'on différencie les résidents insulaires des autres passagers, on constate toutefois que le nombre de voyages effectués par les premiers a tendance à diminuer à l'inverse des autres passagers. Le port de Mokpo attire la plus grande part de ces passagers (39,2%), suivi de Masan (14%) et de Yeosu (13,3%).

En 1999, les aéroports coréens pouvaient accueillir 73 millions de passagers et 2,9 millions de tonnes de fret. En 2014, leur capacité totale a plus que doublé, avec un potentiel d'accueil de 152 millions de passagers et 6,8

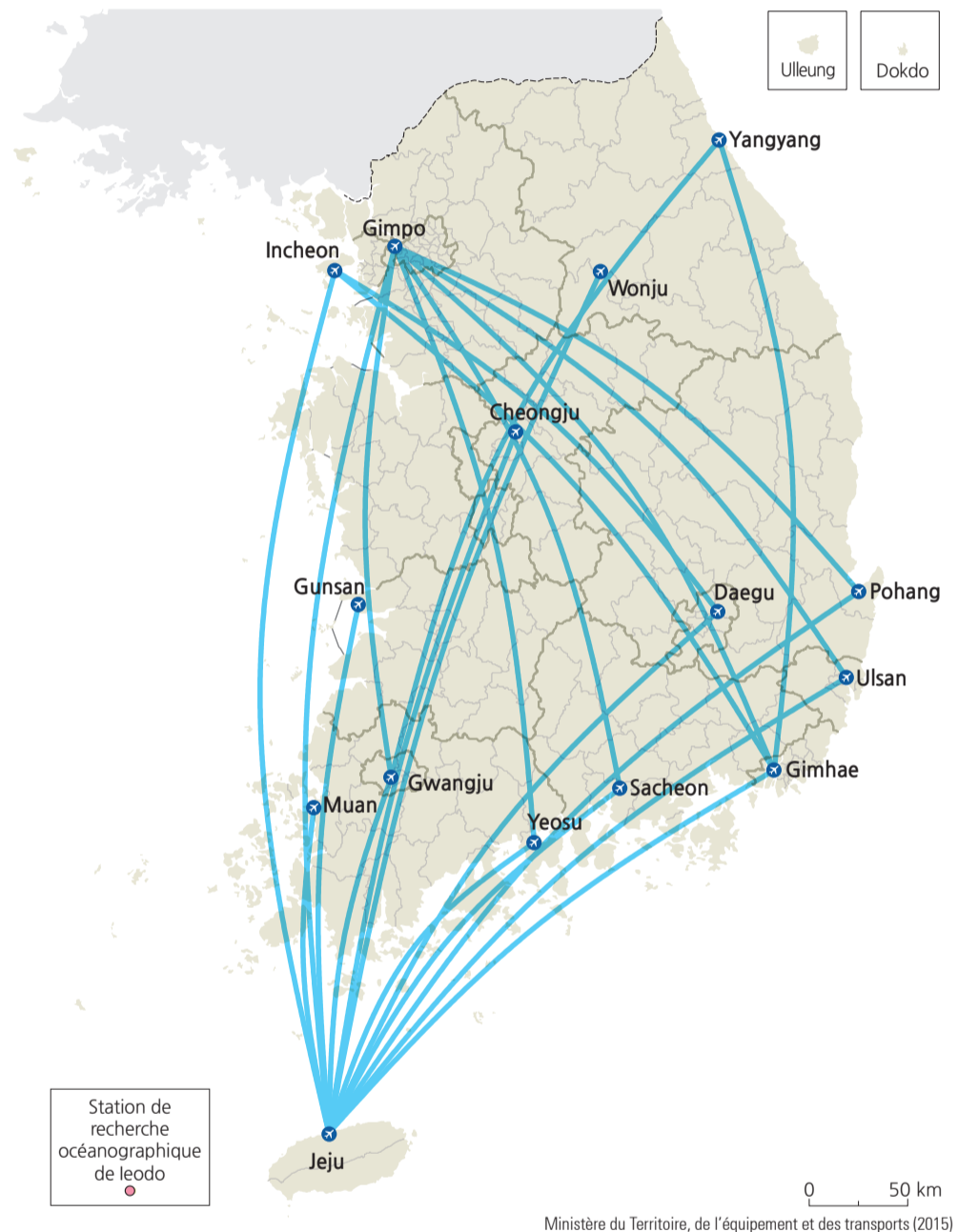
millions de tonnes de fret. La croissance aéroportuaire coréenne concorde *grosso modo* avec celle du trafic aérien mondial. Toutefois, depuis les années 1990, les voyages intérieurs ont tendance à stagner tandis que les voyages internationaux augmentent régulièrement. En 2013, 77 compagnies aériennes opèrent en Corée du Sud, incluant 7 compagnies nationales et 70 compagnies étrangères. Elles desservent 152 villes étrangères dans 51 pays. La destination la plus fréquente est l'Asie du Sud-Est (33%), suivie du Japon (24%) et de la Chine (23%). Sur le plan intérieur, la seule liaison Gimpo (Séoul)-Jeju s'affirme comme la plus empruntée, représentant 54% des vols intérieurs en termes de passagers.

La carte des infrastructures de transport présente la localisation des routes principales, autoroutes, ports et aéroports, illustrant l'existence d'un réseau étendu à la quasi totalité du pays. À l'instar des autres cartes présentant les différents projets d'aménagement du territoire, celle-ci montre également que les régions du nord et de la côte

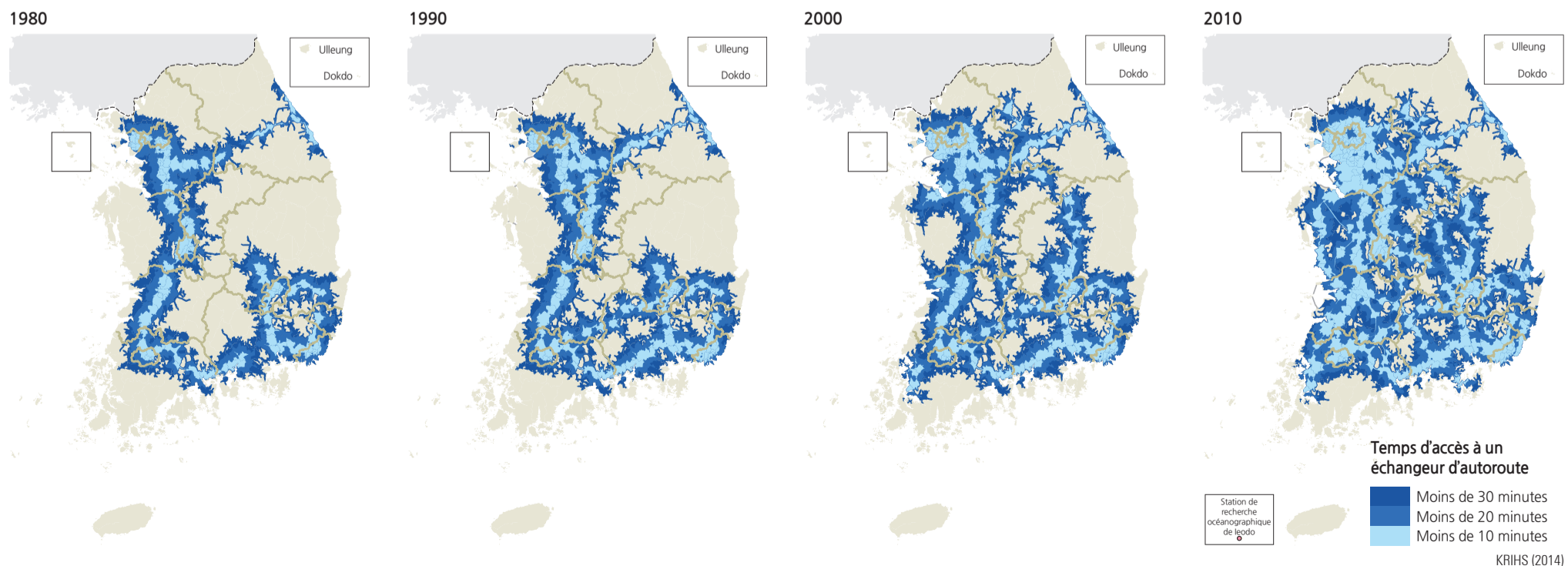
### Principales infrastructures de transport



### Lignes aériennes intérieures



### Régions situées à moins de 30 minutes d'un échangeur d'autoroute



nord-est sont moins bien dotées en infrastructures de transport, notamment à cause de la topographie de la région et de la frontière avec la Corée du Nord.

La carte des lignes aériennes intérieures illustre la bonne connexion entre le nord et le sud du pays au détriment de dessertes est-ouest, probablement en raison d'une plus grande facilité de transport routier sur cet axe. Les quatre cartes suivantes mettent en avant la forte diminution du temps nécessaire pour atteindre n'importe quelle entrée d'autoroute, infrastructure dont l'accès est de plus en plus généralisé. Les transports routiers se sont fortement accrus en Corée du Sud en même temps que l'industrie automobile nationale se développait, offrant à la population une plus grande mobilité individuelle.

La carte du réseau ferroviaire présente les lignes à grande vitesse entre Séoul, Busan, Gwangju et les grandes villes situées le long de ces lignes. D'autres voies desservent aussi le reste du territoire, y compris les zones les plus isolées de la côte nord-est.

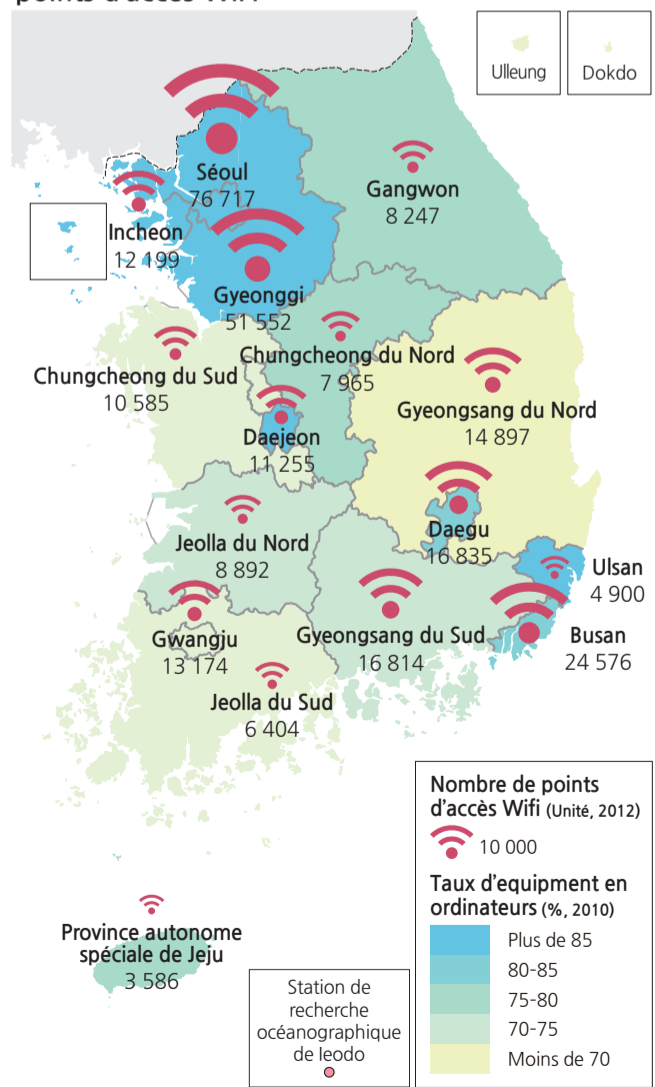
La démocratisation de l'accès à l'équipement informatique a permis un développement rapide des communications numériques. Le développement d'internet a amélioré de manière exponentielle l'accès à l'information pour les personnes possédant des ordinateurs, des téléphones portables et des tablettes. Le partage d'information entre individus se fait aujourd'hui de manière complexe et passe par de multiples médias. Les opérateurs de télécommunication locaux, autrefois les principaux fournisseurs d'accès aux services de communication, ont ainsi perdu de nombreux abonnés depuis 2004. Parallèlement, le nombre d'abonnés de téléphonie mobile a augmenté de 46% entre 2004 et 2012, presque au même rythme que le nombre d'utilisateurs de smartphones. Depuis 2012, le nombre d'utilisateurs de smartphones a dépassé le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles classiques, alors que la part de marché des smartphones explose. En 2011, 78% de la population sud-coréenne avait ainsi accès à internet et 65% utilisait l'internet sans fil, montrant un usage très démocratisé des smartphones.

La carte de localisation et d'utilisation du WiFi et les graphiques du nombre d'utilisateurs d'internet et de smartphones démontrent la densité des réseaux de télécommunication en Corée du Sud. Cette situation est liée au succès des industries coréennes de technologies de communication et d'information qui permet à l'ensemble de la population de bénéficier d'un des meilleurs accès à l'information à l'échelle mondiale.

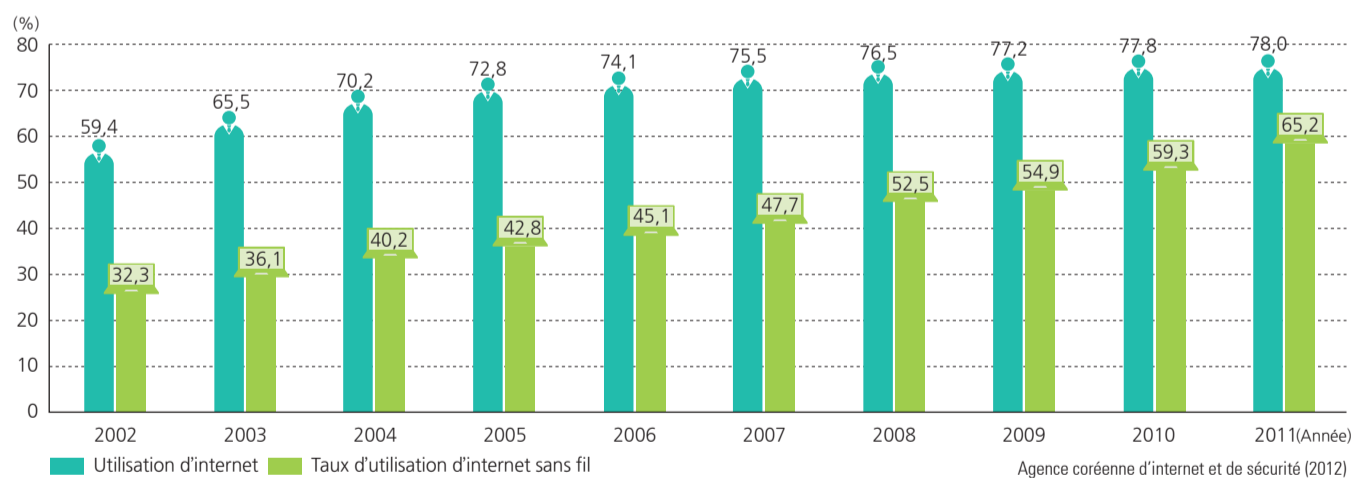
## Les principales voies ferrées



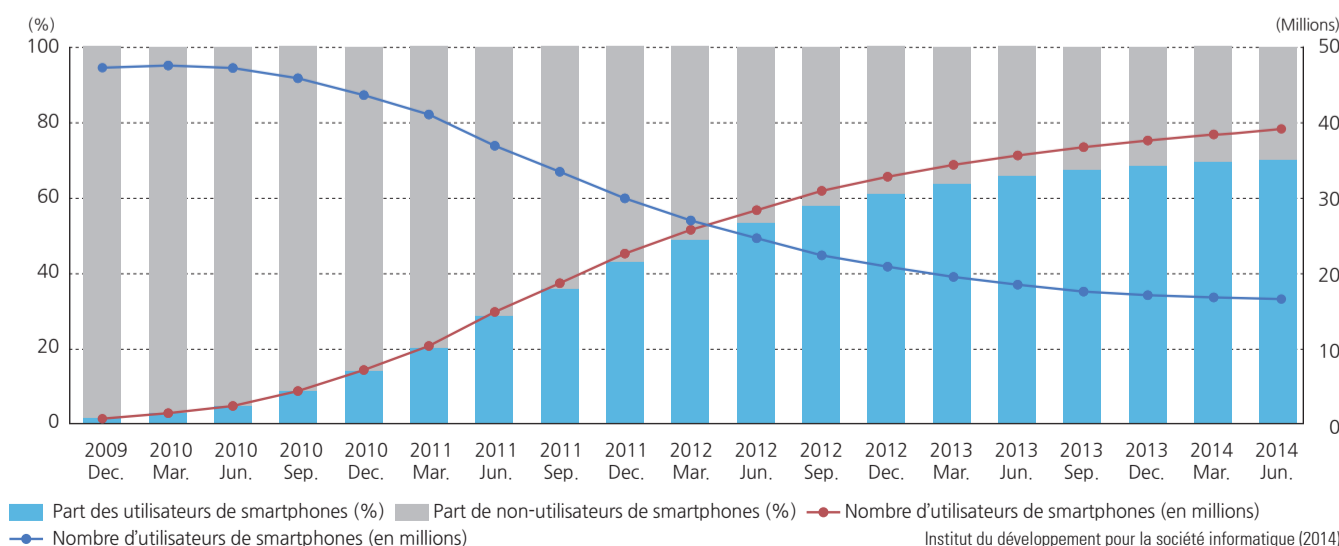
## Taux d'équipement en ordinateurs et nombre de points d'accès WiFi



## Taux d'utilisation d'Internet



## L'augmentation du nombre d'utilisateurs de smartphones





## L'urbanisation

Le développement des différents réseaux de transports depuis le début des années 1960 a certainement favorisé la croissance exceptionnelle de la population urbaine en Corée du Sud. L'urbanisation a en effet été très rapide jusqu'aux années 1980, avant de ralentir, indiquant que le processus d'exode rural est aujourd'hui dans sa phase finale. Indicateur majeur de ce phénomène, le taux d'urbanisation comptabilise la part de la population vivant en zone urbaine par rapport à la population totale. Si on prend l'*eup* (équivalent du « bourg ») comme la plus petite unité administrative urbaine (cf. chapitre 1), le taux d'urbanisation dépasse aujourd'hui les 90% en Corée du Sud. Les régions de Séoul et de Busan, ainsi que quelques autres métropoles affichent des taux d'urbanisation particulièrement élevés.

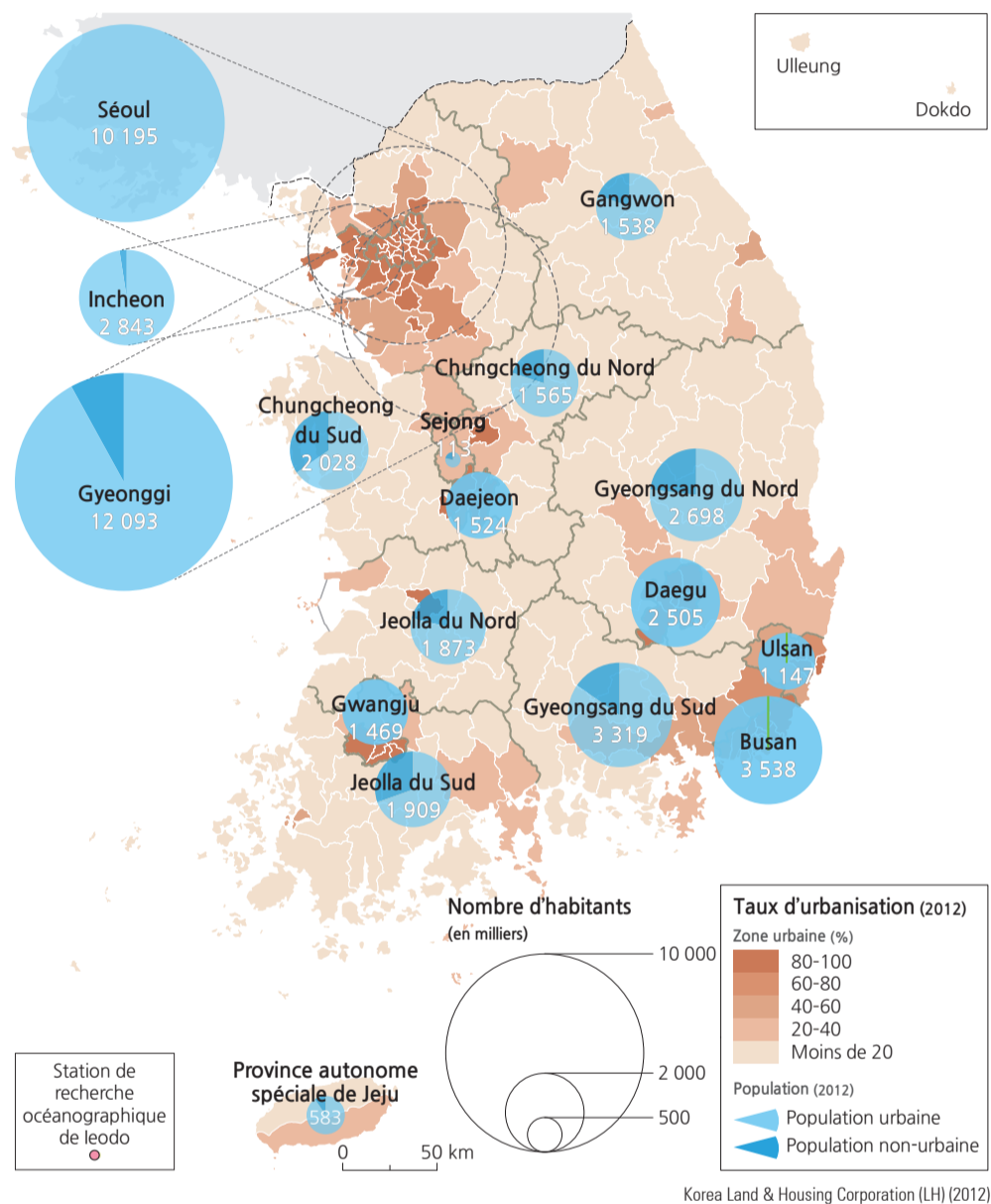
Les villes coréennes ont atteint plus d'un million

d'habitants dans cet ordre chronologique : Séoul (1953), Busan (1955), Daegu (1969), Incheon (1979), Gwangju (1988), Daejeon (1989) et Ulsan (1997). Parmi les villes non définies comme des métropoles, Suwon a dépassé le million d'habitants en 2002 et Changwon en 2010, alors que Goyang et Seongnam (dans le Gyeonggi) approchent aujourd'hui ce chiffre. La municipalité de Séoul a dépassé les 10 millions d'habitants en 1988, tandis que la métropole capitale a dépassé les 20 millions d'habitants au cours des années 2010. Cette agglomération est aujourd'hui l'une des plus grandes au monde. Busan, la deuxième plus grande ville du pays, a dépassé les 3 millions d'habitants dès 1979, mais sa population stagne depuis le milieu des années 2010. Les villes les plus peuplées se situent principalement le long de la zone industrielle qui s'étend sur la côte sud-est, et on

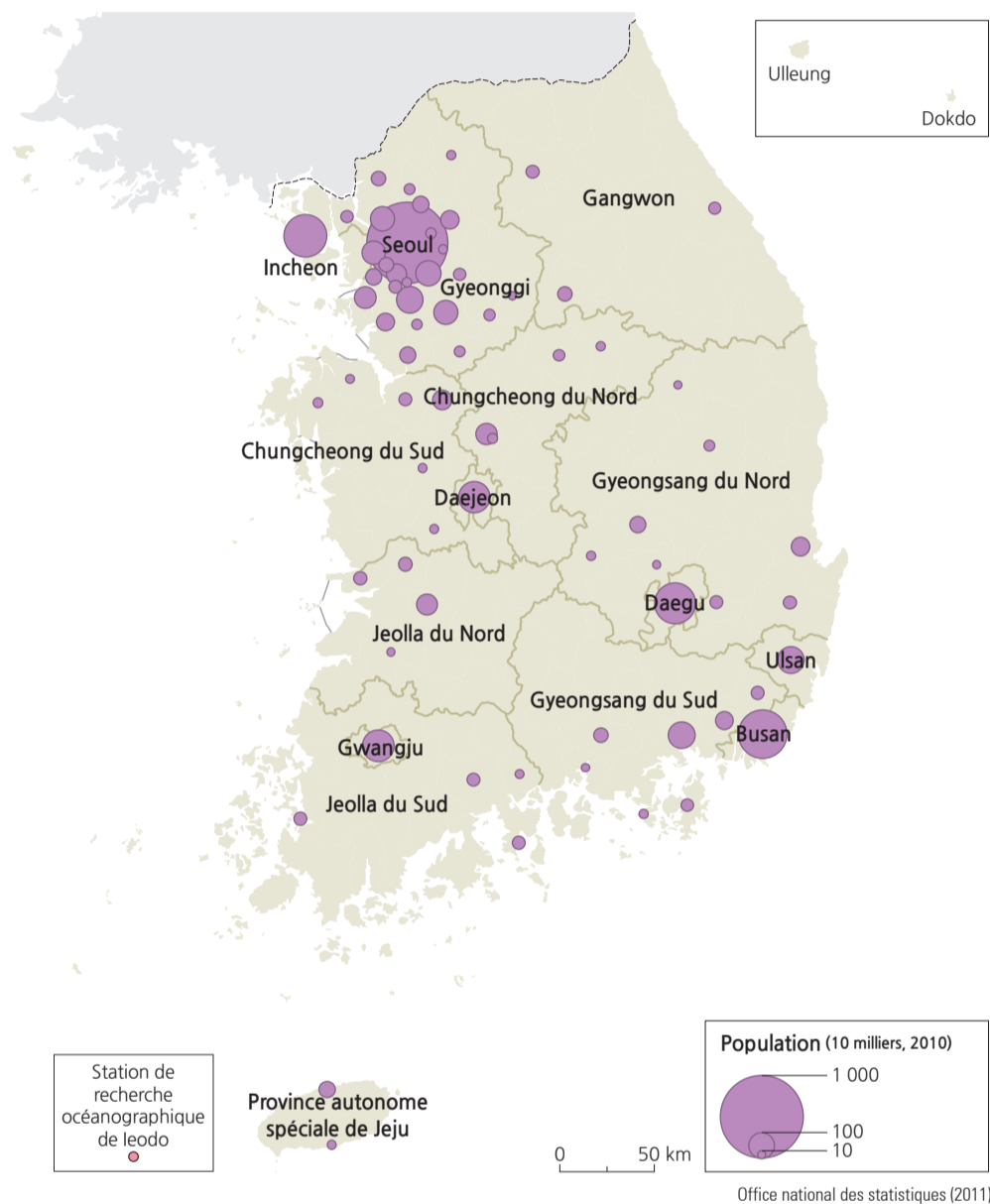
observe également une forte concentration de population autour de Séoul. L'urbanisation rapide de ces deux centres urbains a justifié le développement de l'axe Gyeongbu pour renforcer la liaison entre les deux pôles.

La croissance de la population urbaine se traduit à la fois par l'augmentation du nombre total de villes et l'expansion spatiale de celles-ci. Par ailleurs, à mesure que les citoyens s'installent dans les zones périurbaines, l'urbanisation s'étend aux régions voisines, présidant à la formation de grandes zones métropolitaines. Parallèlement au développement urbain, la demande de logements et d'infrastructures de transport s'accroît rapidement et de manière concomitante au nombre de personnes voyageant vers leur lieu de travail ou d'études. Dans le cas de la région métropolitaine de Séoul, le nombre de navetteurs

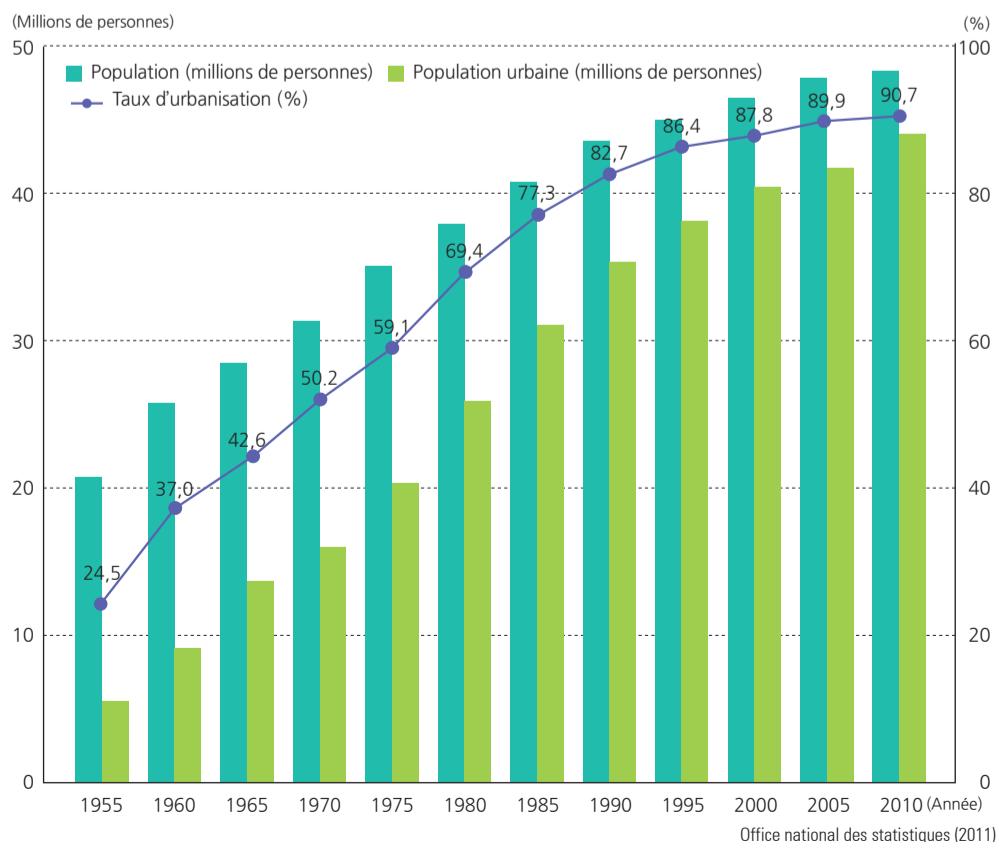
### Population urbaine et taux d'urbanisation



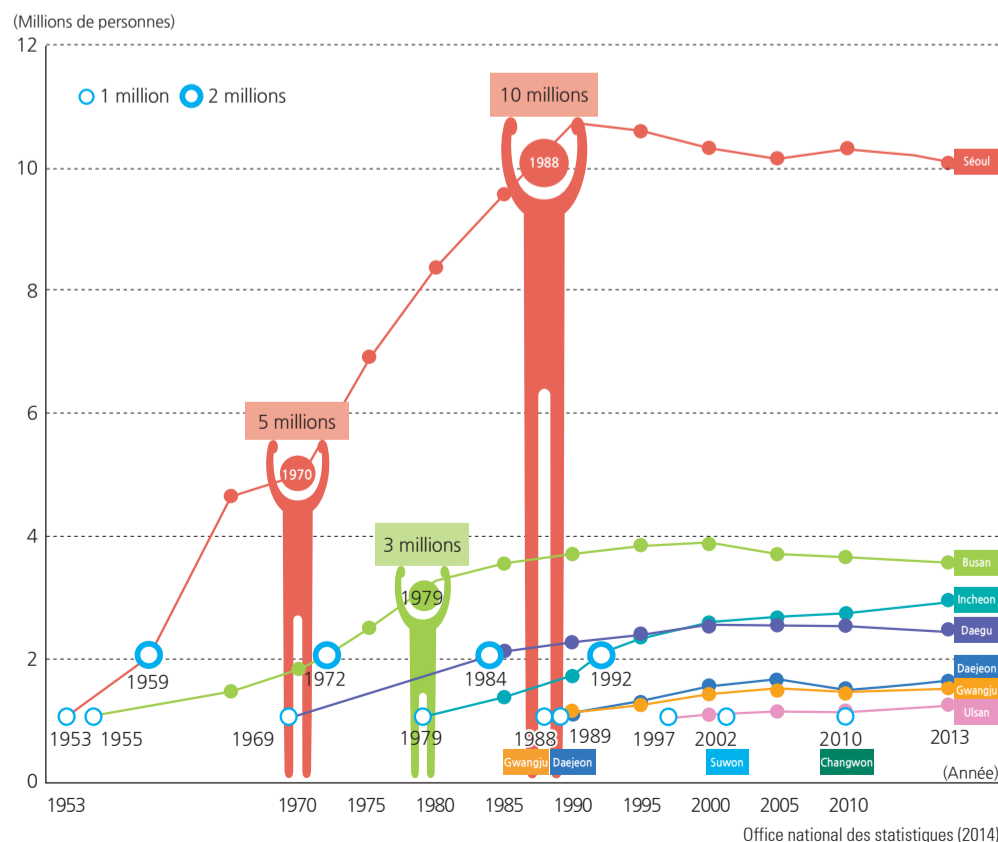
### La répartition des villes selon leur population



### Population urbaine et taux d'urbanisation



### La croissance de la population dans les plus grandes villes



d'Incheon et du Gyeonggi vers Séoul était de 239 000 en 1980, puis de 669 000 en 1990, avant de grimper à 1 072 000 en 2000 et d'atteindre 1 423 000 en 2010. Le nombre de personnes qui font la navette de Séoul en zone périurbaine a aussi augmenté de 152 000 à 336 000, et de 527 000 et à 572 000 au cours des mêmes décennies. Parallèlement à l'augmentation du nombre de navetteurs à Séoul, le nombre de navetteurs entre la ville et la province augmente lui aussi très fortement. En 1980, 3 109 000 personnes faisaient la navette pour se rendre sur leur lieu de travail ou d'études à Séoul, un nombre qui a atteint 4 680 000 en 1990 et 5 257 000 en 2010. Le nombre de personnes faisant la navette vers Incheon est passé de 343 000 en 1980 à 644 000 en 1990, puis 983 000 en 2000, pour finalement atteindre 1 237 000 en 2010. Le nombre de personnes se rendant sur leur lieu de travail ou d'études de manière quotidienne dans le Gyeonggi a également augmenté

considérablement, passant de 937 000 en 1980 à 1 768 000 en 1990, 3 441 000 en 2000, et 5 111 000 en 2010. Alors que les autobus urbains constituaient le mode de transport principal pour près de 50% des navetteurs en 1980, ils n'en représentaient plus que 20% en 2010 sous l'effet de la diversification de l'offre de transports, en particulier celle du métro et des véhicules individuels. En 2010, environ 18% des navetteurs de Séoul utilisaient ainsi le métro pour leurs déplacements quotidiens.

Les cartes d'urbanisation et de localisation des grandes villes mettent toutes deux en avant l'importance de l'axe principal entre Séoul et Daejeon. Cet axe met également en relation une zone située au sud-ouest permettant la connexion de Gwangju et quelques autres centres industriels ainsi qu'une zone située au sud-est connectant les villes de Daegu et Busan, des bassins d'emplois dynamiques.

Les quatre cartes sur l'augmentation du nombre de

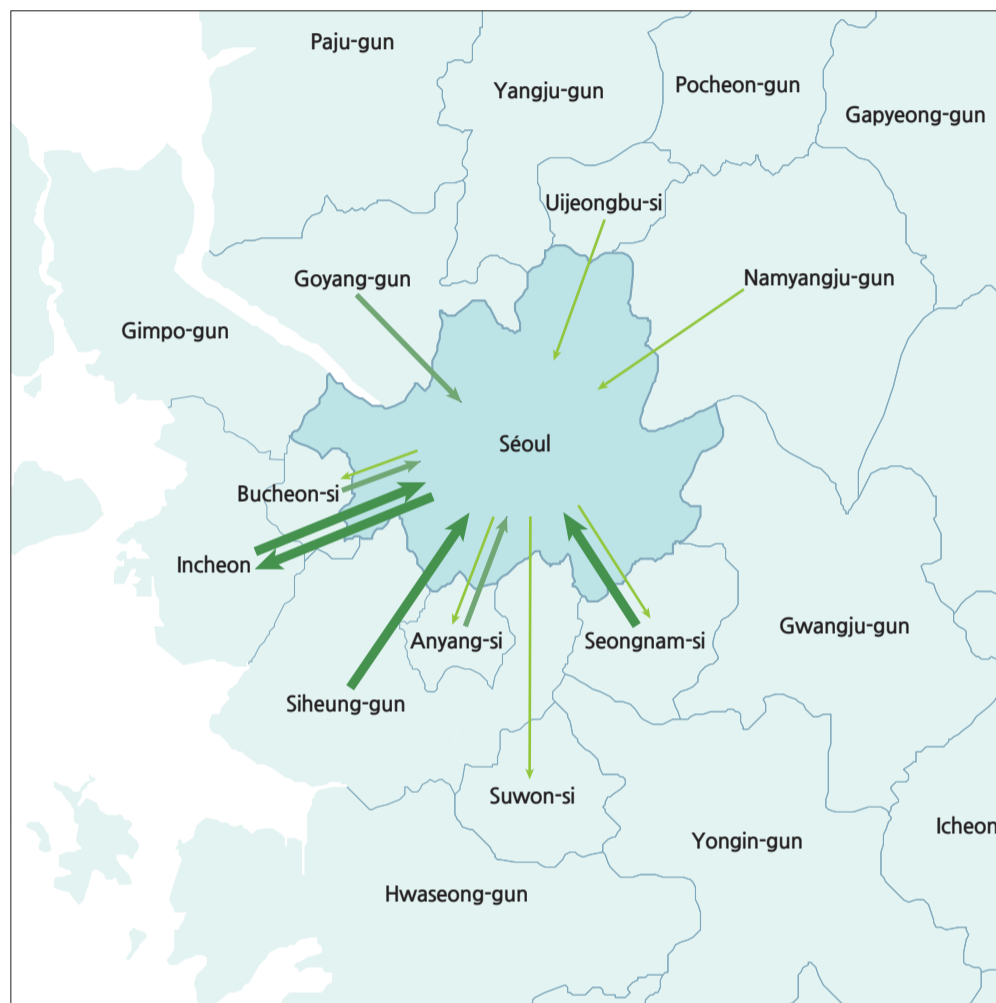
navetteurs dans la région capitale présentent le trafic quotidien dans l'aire métropolitaine de Séoul à différentes périodes entre 1980 et 2010.

Les deux cartes à gauche mettent en avant la croissance du nombre de navetteurs et l'évolution de leurs modes de transport. Le changement le plus évident est la croissance du nombre de navetteurs depuis trois décennies. Un autre changement majeur est la direction de ces navetteurs : en 2010, un nombre important de navetteurs viennent du nord-est, ce qui n'était pas le cas en 1980.

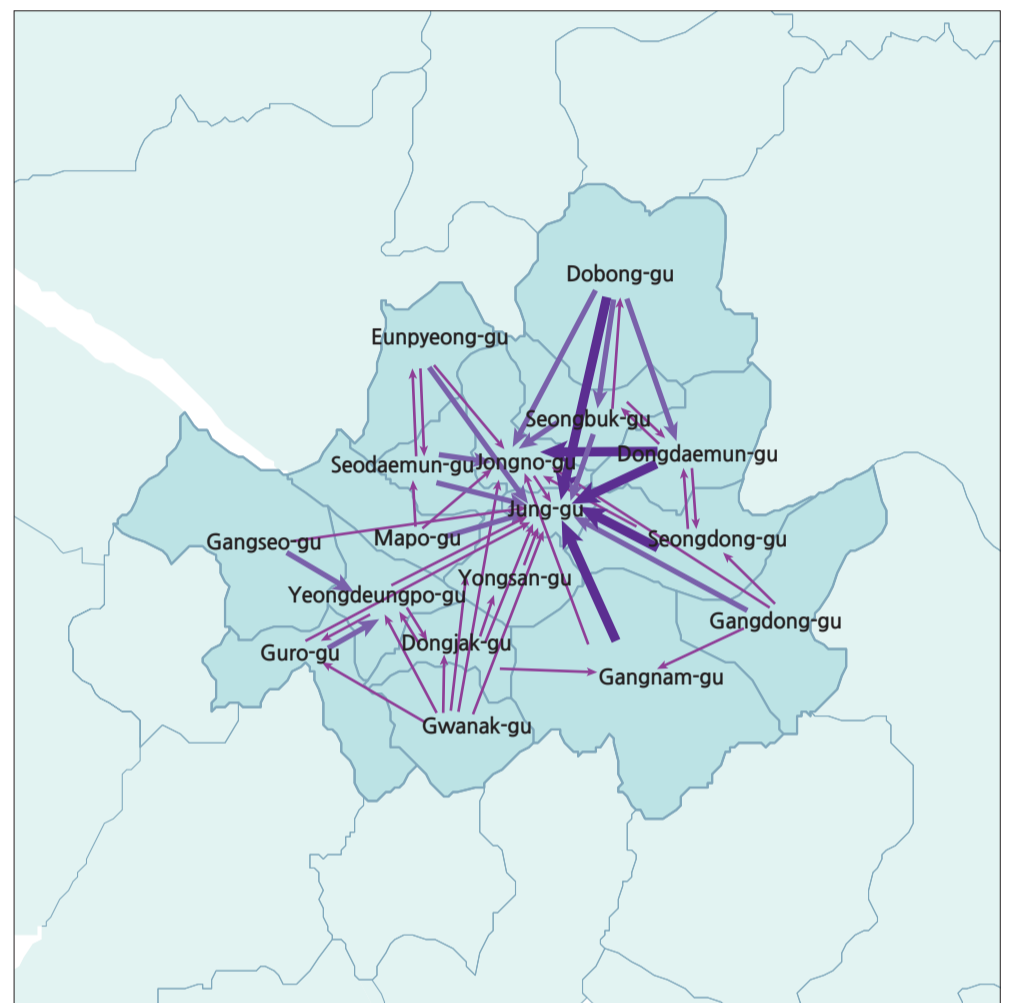
Les deux cartes sur la droite illustrent le nouveau modèle de transport intra-urbain à Séoul. Sur ces cartes, le volume de navetteurs intra-urbains semble avoir diminué. Pourtant, les origines et les destinations ont changé. En 1980, le point de départ et d'arrivée des navetteurs était centrée autour de l'arrondissement de Jung, alors qu'en 2010 elles se situent autour de Gangnam, confirmant la transformation du modèle de transport quotidien intra-urbain.

## L'augmentation du nombre de navetteurs dans la région capitale

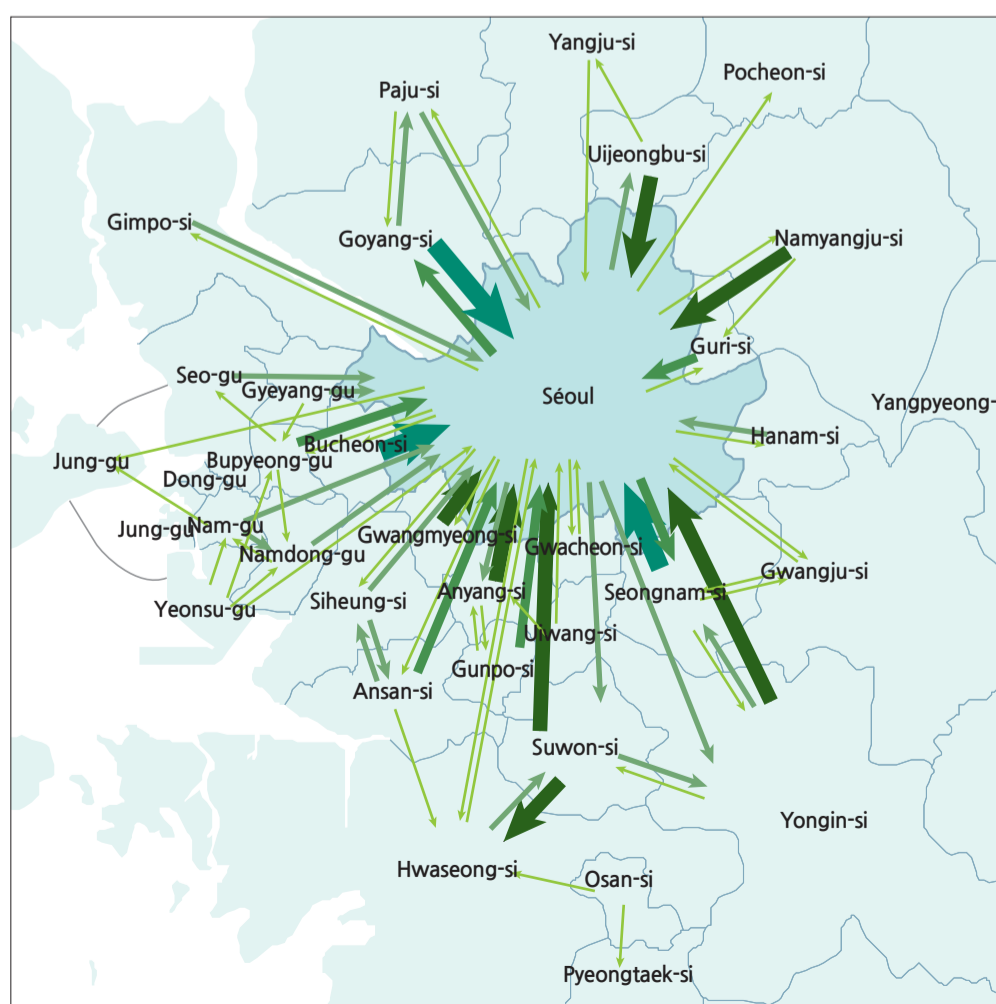
1980



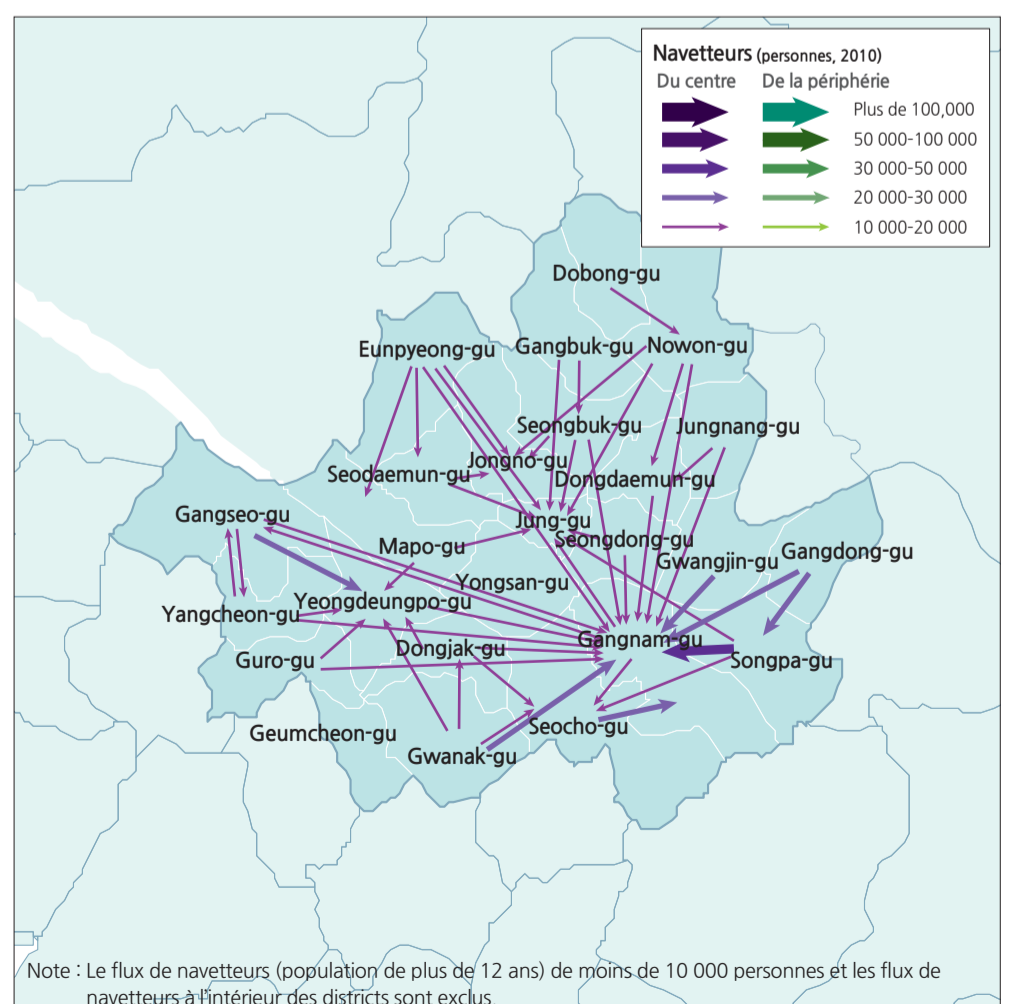
1980



2010



2010



Office national des statistiques (2011)

## La revitalisation urbaine et les villes nouvelles

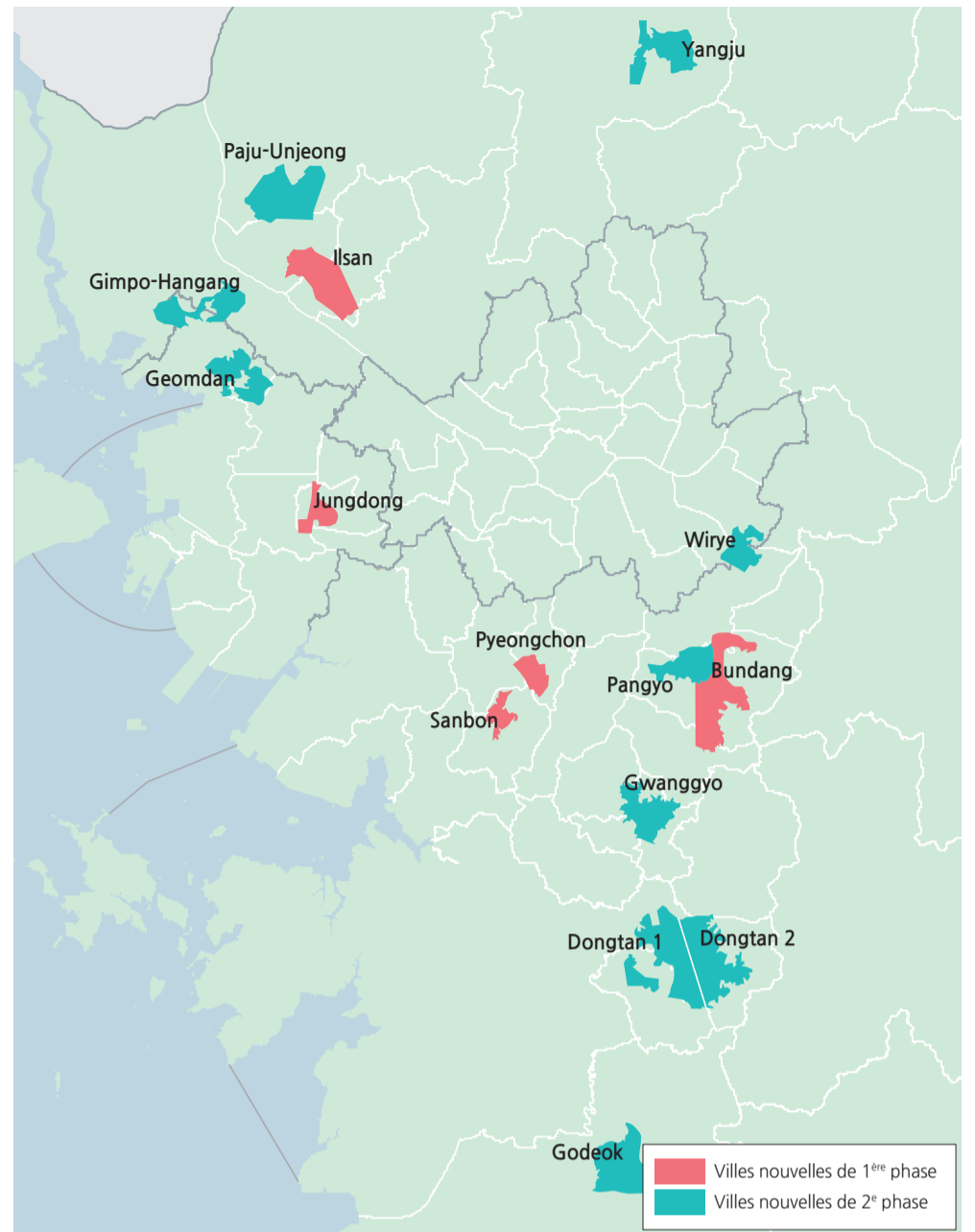
Depuis que la reconstruction des infrastructures urbaines coréennes a commencé dans les années 1960, de nombreuses zones des centres-villes sont devenues inadaptées aux besoins matériels, sociaux et économiques de leurs habitants. Le gouvernement a établi en 2013 de nouvelles lignes directrices pour la politique de revitalisation urbaine. Des zones ciblées ont été sélectionnées selon trois caractéristiques : diminution de la population, déclin de l'industrie, et détérioration des conditions de logement et de vie des populations locales. Sur la base de ces critères, le gouvernement a alors désigné 13 régions prioritaires pour la mise en place de ce programme. Depuis 2013, des projets ont été financés par le fonds de revitalisation urbaine dans l'objectif que chacun d'entre eux produise des effets d'entraînement pour l'ensemble de la région dans laquelle ils sont situés.

La construction de villes nouvelles en Corée du Sud a commencé à la fin des années 1960. La nouvelle politique de la ville s'est alors articulée autour de deux objectifs : premièrement, le développement du territoire national et de toutes les régions du pays, et deuxièmement, la résolution des problèmes urbains.

Au cours des années 1970, des villes industrielles ont été construites dans les régions côtières afin de promouvoir les industries chimiques lourdes. Changwon, une ville d'industrialisation récente dans le Gyeongsang du Sud, dont la population ne dépassait alors pas les 300 000 habitants, a inauguré l'utilisation du concept de « ville nouvelle ». Au cours des années 1980, des villes nouvelles ont été établies en périphérie des grandes villes à l'exemple des deux quartiers de Séoul, Mok-dong et Sanggye-dong, dans l'objectif d'améliorer les conditions et les possibilités de logement pour leurs habitants. Dans le cadre de cette première phase de développement de villes nouvelles, cinq d'entre elles, proposant deux millions de logements, ont été également développées autour de Séoul afin de mieux répartir la population de la capitale. Le quartier de Dunsan-dong à Daejeon et la ville nouvelle de Gyeryong à la périphérie de cette dernière l'ont été elles aussi afin d'encourager une délocalisation partielle des fonctions administratives en dehors de Séoul. Il ne faut pas oublier enfin les villes nouvelles de cette même période établies dans le Gyeonggi, non loin de Séoul, à Bundang, Ilsan, Pyeongchon et Sanbon.

Dans les années 1990, de nombreuses critiques ont toutefois été formulées à l'égard de ce développement massif des villes nouvelles. Les politiques urbaines se sont alors réorientées vers la création d'ensembles de petite taille, mieux répartis dans les zones périphériques des grandes métropoles. Ces tentatives visant à résoudre les problèmes de ces formes urbaines se sont toutefois heurtées aux obstacles posés par le manque d'infrastructures adéquates. Il a fallu attendre le début du XXI<sup>e</sup> siècle pour que des villes nouvelles de deuxième phase soient construites selon des modèles de planification urbaine cherchant à résoudre ces difficultés en adoptant un modèle prévoyant une plus grande dispersion de villes avec des tailles plus modestes. Des exemples typiques incluent Pangyo, Dongtan, Gimpo-Hangang, Paju-Unjeong, Yangju, Wirye, Godeok, Geomdan dans la province du Gyeonggi, ainsi qu'Asan dans le Chungcheong du Sud et le quartier de Doan-dong à Daejeon.

## Les villes nouvelles autour de Séoul



Ilsan



Bundang



Bucheon-Jungdong



Pangyo

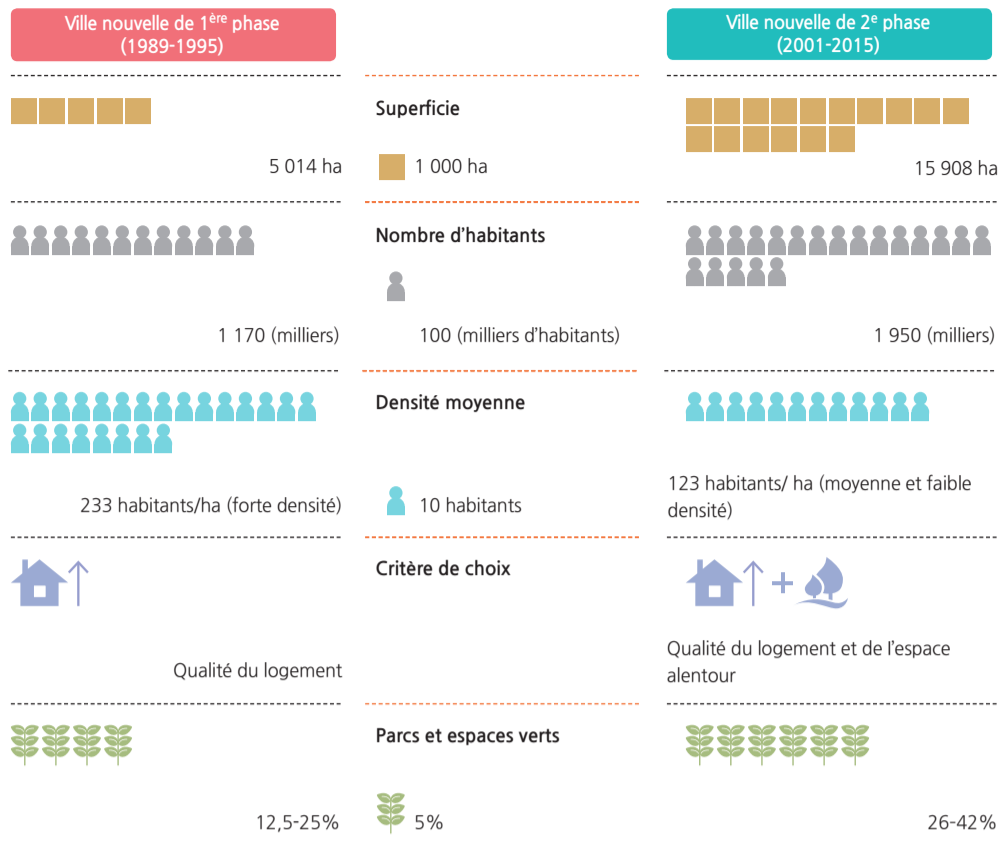


Gimpo-Hangang



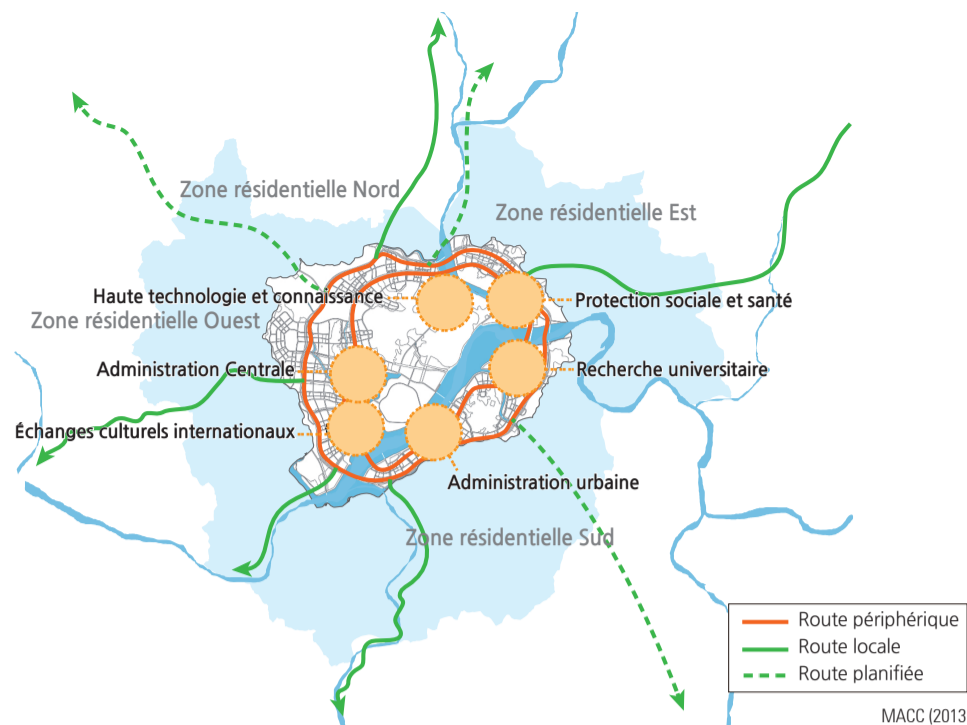
Dongtan 1

## Comparaison des villes nouvelles de 1<sup>ère</sup> phase et de 2<sup>e</sup> phase



La ville de Sejong, une zone urbaine entièrement nouvelle conçue pour abriter plusieurs ministères et divers organes du gouvernement central, est un excellent exemple de projet de développement urbain soigneusement dessiné et planifié. La carte qui présente cette ville illustre le processus de planification urbaine visant à encourager les interactions entre les activités gouvernementales, celles des entreprises de haute technologie, la recherche universitaire, les installations médicales, les centres culturels et les zones résidentielles. La carte des villes nouvelles présente la localisation des villes de première et deuxième phases aux alentours de Séoul.

## Plan de développement urbain de Sejong par types d'espace



Vue aérienne de la Ville autonome spéciale de Sejong montrant les ministères du gouvernement central installés dans le long bâtiment sinueux au centre de la photographie et de grands immeubles résidentiels en haut à gauche



Pyeongchon

Sanbon



Paju-Unjeong

Wirye

# Les activités économiques

## L'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB)

Le développement d'un pays nécessite un État efficace, des infrastructures de transport de qualité et des stratégies d'aménagement du territoire orientées vers des secteurs d'activité dynamiques. Depuis la fondation de la République de Corée en 1948, l'économie du pays, qui était jusque-là dominée par les activités agricoles, la pêche et l'exploitation forestière, a rapidement développé un certain nombre d'activités industrielles. Les projets d'industrialisation ont permis d'obtenir un taux de croissance du PIB élevé, avec une moyenne de 8,4% dès les années 1960, puis de 9% dans les années 1970 et de 9,7% dans les années 1980. Le secteur manufacturier s'est accru à un rythme supérieur à 10% en moyenne : 16,8% dans les années 1960, 15,8% dans les années 1970, 12,2% dans les années 1980.

À partir de cette dernière période, le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie. Il s'agissait de soutenir les secteurs manufacturiers à fort potentiel d'exportation, encourager la formation de main d'œuvre qualifiée pour développer la Recherche et le Développement (R&D) dans tous les secteurs et faciliter l'essor de chaebols, ces conglomerats opérant dans des secteurs variés et entretenant entre eux des participations croisées. Les plans d'aménagement du territoire ont organisé le développement de complexes portuaires le long de la côte sud-est afin de renforcer les capacités d'importation et d'exportation. Cette stratégie a commencé à porter ses fruits dans les années 1990, lorsque le secteur des hautes technologies a explosé en Corée du Sud, porté par la présence de travailleurs hautement qualifiés capables de développer des activités de R&D.

Parallèlement à la croissance du secteur manufacturier, s'est manifesté un grand besoin en services. Les activités telles que les banques, la finance, les assurances, le fret, la logistique, la communication et les services numériques se sont donc développées rapidement au cours des années 1990, au point que vingt ans après, le secteur des services est devenu la première source d'emplois du pays.

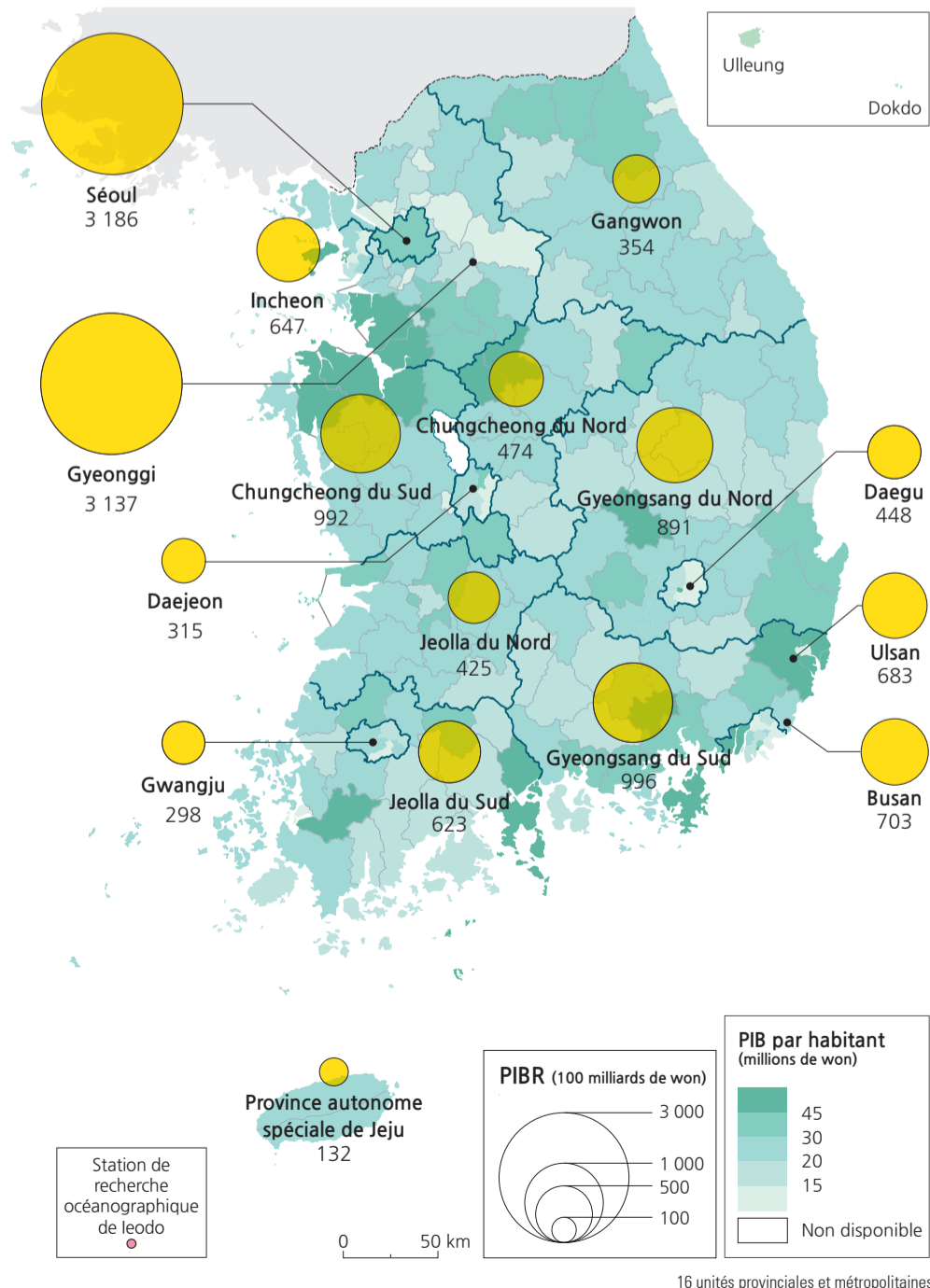
Ces changements dans les activités économiques s'observent dans la structure du PIB de la Corée du Sud, ainsi dans la composition d'autres indicateurs basés sur le nombre

d'entreprises et leurs employés, la valeur ajoutée par branche d'activité, le commerce international, la balance des paiements, les activités de R&D et les finances locales. Selon la Banque mondiale, avec 1 530 milliards de dollars de PIB en 2017, la Corée du Sud se classait au 12<sup>e</sup> rang mondial. Elle se plaçait cependant au 14<sup>e</sup> rang en prenant en compte la parité de pouvoir d'achat (PPA). L'analyse de l'évolution par secteur d'activité révèle que la proportion du PIB provenant des secteurs de l'agriculture est désormais très faible, avec 2,2%, tandis que l'industrie représente près de 39,3% et les services dominent avec 58,3%.

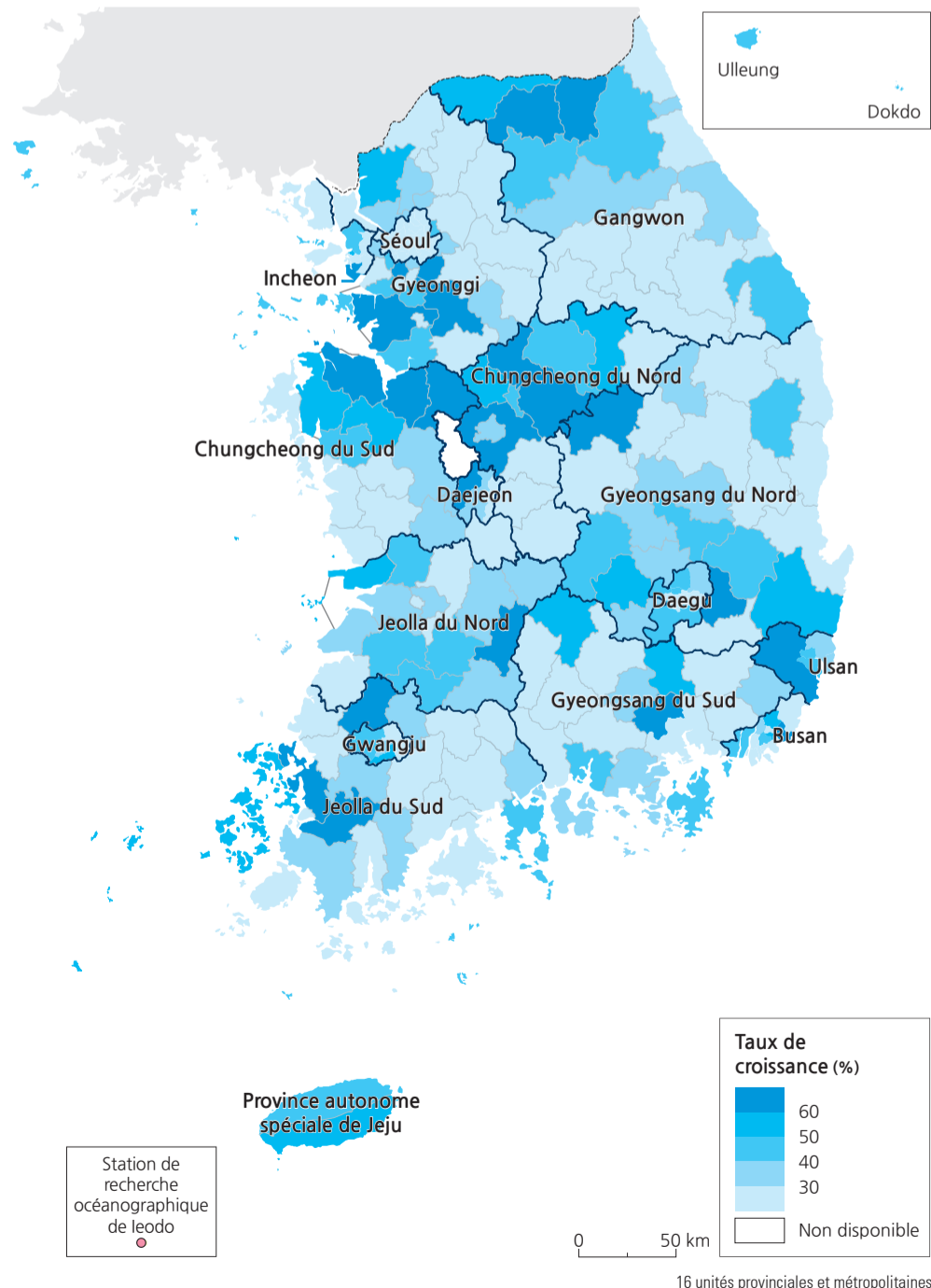
La carte du Produit Intérieur Brut Régional (PIBR) de 2012 présente deux variables économiques liées mais relativement distinctes. Les cercles proportionnels représentent le PIB total en centaines de milliards de won par province et sont concentrés de manière évidente dans les régions métropolitaines et industrielles. Les aires de couleur indiquent le PIBR par habitant en centaines de millions de won dans les collectivités locales au sein des provinces. La variable par habitant présente un résultat assez différent : bien que le schéma de répartition du PIBR soit relativement similaire, les couleurs mettent en avant le PIBR moyen des habitants des collectivités locales. Si l'on compare celles d'Ulsan et de Busan, Ulsan a un PIBR par habitant légèrement plus élevé que celui de Busan et beaucoup plus élevé que sa ville voisine de Daegu. La carte intitulée « Taux de croissance du PIBR (2007-2012) » présente le taux de croissance moyen du PIB à l'échelle des provinces pour ces cinq années.

En résumé, le secteur manufacturier est passé de 12% du PIB dans les années 1950 à près de 40% à la fin des années 2010. Les tendances de l'économie coréenne illustrent le processus en cours de passage des activités du secteur primaire telles que l'agriculture, la pêche et la sylviculture vers les industries secondaires (production manufacturière). Les activités du tertiaire deviennent néanmoins majoritaires.

Produit Intérieur Brut Régional (2012)



Taux de croissance du Produit Intérieur Brut Régional (2007-2012)



## L'emploi par secteur

Le graphique présentant la part de la valeur ajoutée par secteur permet de comprendre en partie les changements survenus en Corée du Sud depuis la fin de la guerre de Corée. Il montre la tendance qui vient d'être décrite, résultat d'une planification économique de la part du gouvernement. Après les soubresauts économiques parfois brutaux des années 1960, les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ont décliné de manière continue, tandis que les industries extractives et les industries manufacturières ont connu une croissance constante, accompagnée d'une progression régulière du secteur des services, ainsi que des activités liées à l'énergie et à la construction. Le secteur des services, comprenant les banques, les secteurs de l'information et de la communication, les transports, ainsi que toutes les activités servant de support aux activités minières et manufacturières plus lourdes, a fortement augmenté parallèlement à l'essor de l'industrie.

Si la part du secteur des services a fortement augmenté, le nombre réel d'employés de ce secteur a augmenté encore plus rapidement. Aux niveaux des collectivités régionales, les services représentent au moins 60% de la population active à l'échelle du pays. Ce chiffre s'élève à plus de 80% pour Séoul. Le pourcentage de personnes employées dans tous les secteurs des collectivités de base est lui assez variable. Le taux de chômage met en évidence des disparités régionales fortes, avec des taux de chômage notablement plus élevés dans certaines régions métropolitaines.

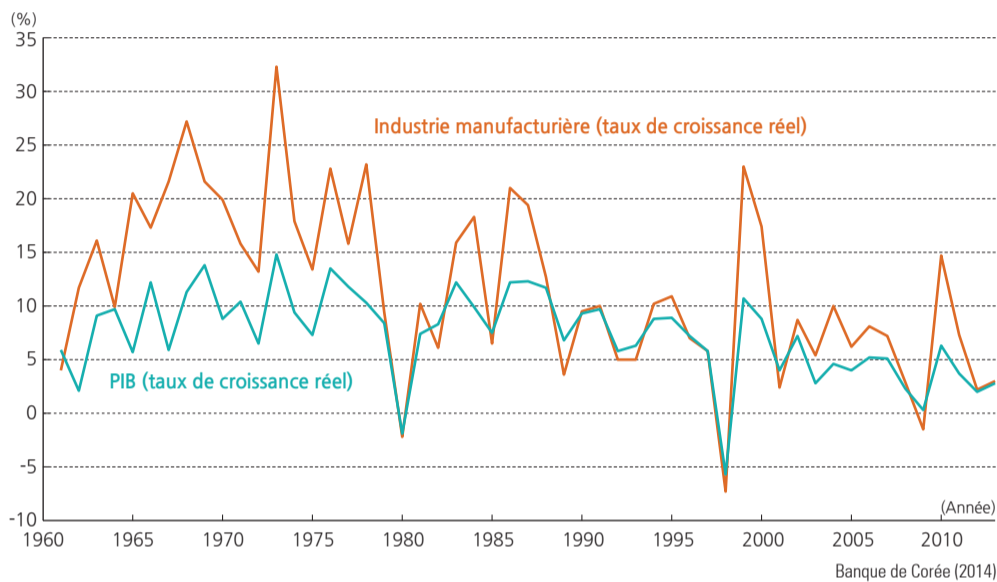
La carte montre des différences notoires dans les taux d'activité des populations selon les provinces. Paradoxalement, les plus rurales présentent un taux d'activité élevé alors que le

nombre d'emplois est bien plus important dans les provinces à fort caractère urbain. Cela est dû à la faiblesse des densités de population dans les espaces ruraux sud-coréens. La carte des taux de chômage montre également que celui-ci est élevé dans les zones urbaines en raison du grand nombre de demandeurs d'emploi par rapport à la taille de la population. De la même façon, ce taux est le plus faible dans les zones rurales où les adultes sans activité tendent moins à se placer en recherche d'emploi face à la rareté de ces derniers. Ils en viennent ainsi à échapper aux statistiques.

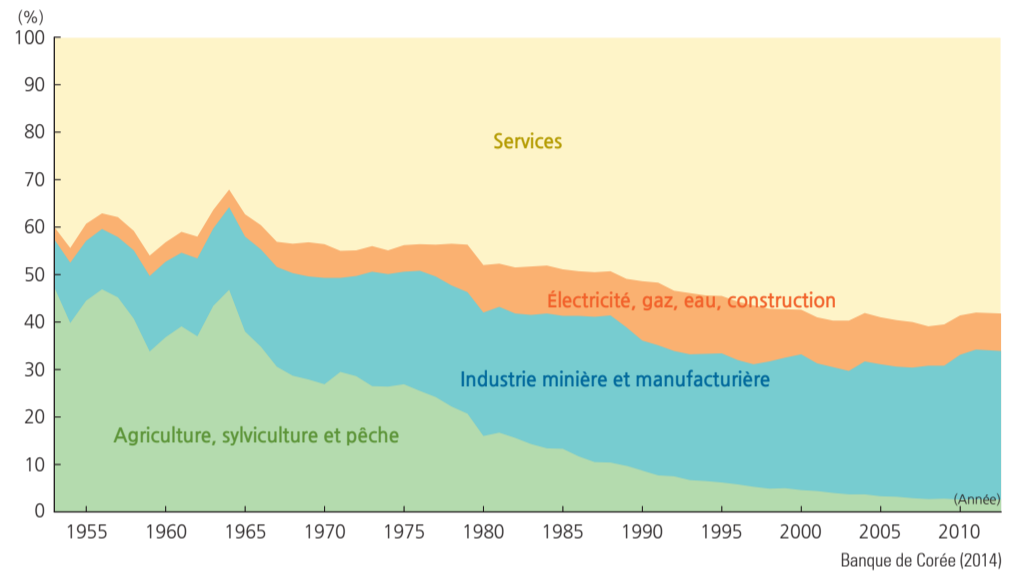
En 2013, la population totale en âge de travailler s'élevait à environ 42,1 millions de personnes. La population économiquement active, c'est-à-dire occupant ou recherchant un emploi, s'élevait à 25,9 millions d'individus, dont 25,1 millions (96,9%) ayant un travail et 0,8 million (3,1%) de chômeurs à la recherche d'une activité. La population inactive était au nombre de 16,2 millions, composé de personnes ne cherchant pas un emploi pour diverses raisons (éducation des enfants, tâches ménagères, études, défense nationale, etc.).

Le dynamisme de l'économie nationale peut être évalué à l'aune des chiffres de l'emploi. Le taux de participation de la population active correspond à la part de cette population (personnes occupées et personnes au chômage) en pourcentage du nombre d'habitants de plus de 15 ans. C'est l'indicateur le plus utilisé pour évaluer l'activité économique d'un pays. Le taux d'activité correspond au nombre de personnes occupées rapportée à l'ensemble population âgée de plus de 15 ans. Le taux de chômage indique quant à lui le nombre de personnes sans emploi en pourcentage de la population active.

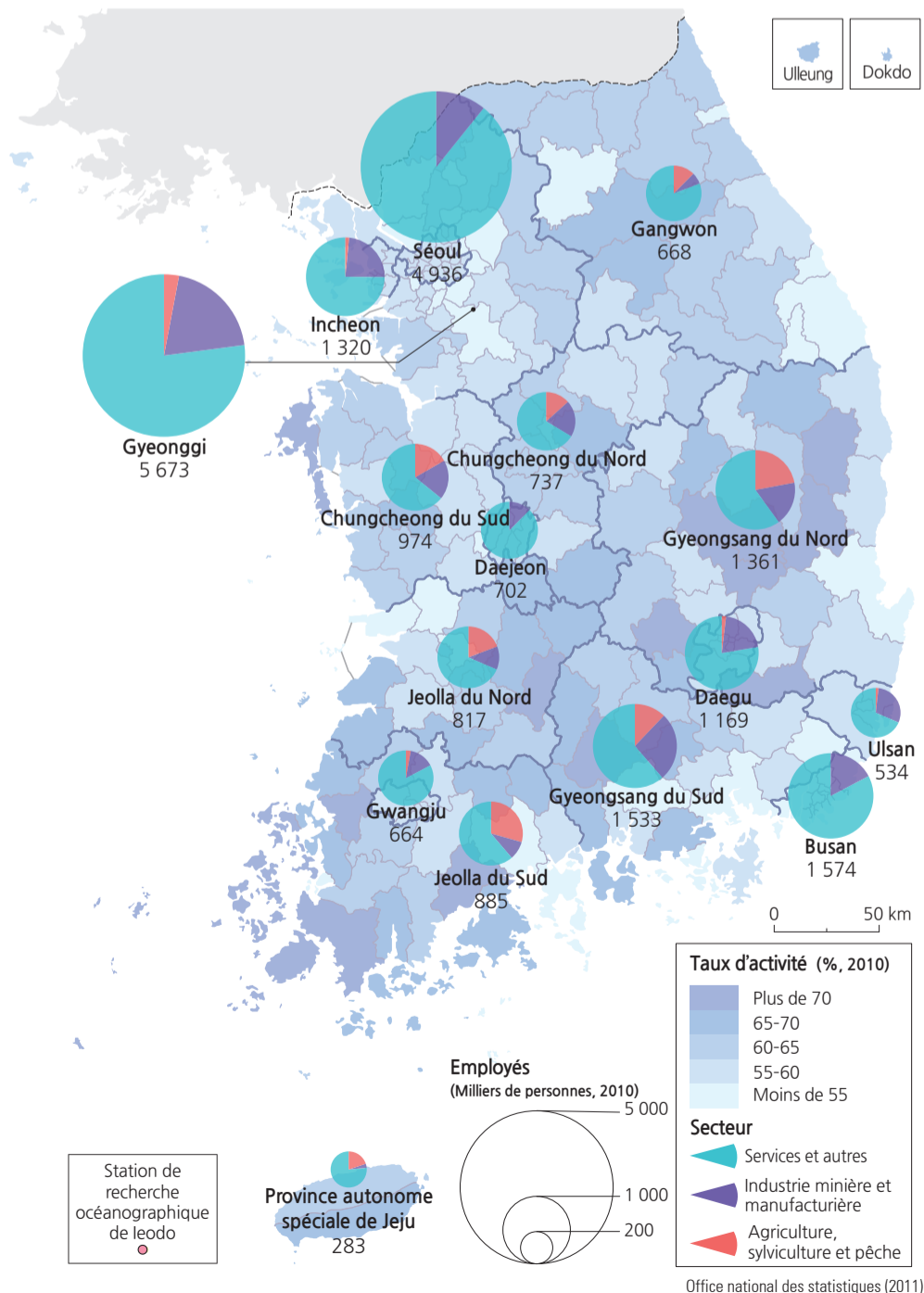
## PIB et taux de croissance réel de la production



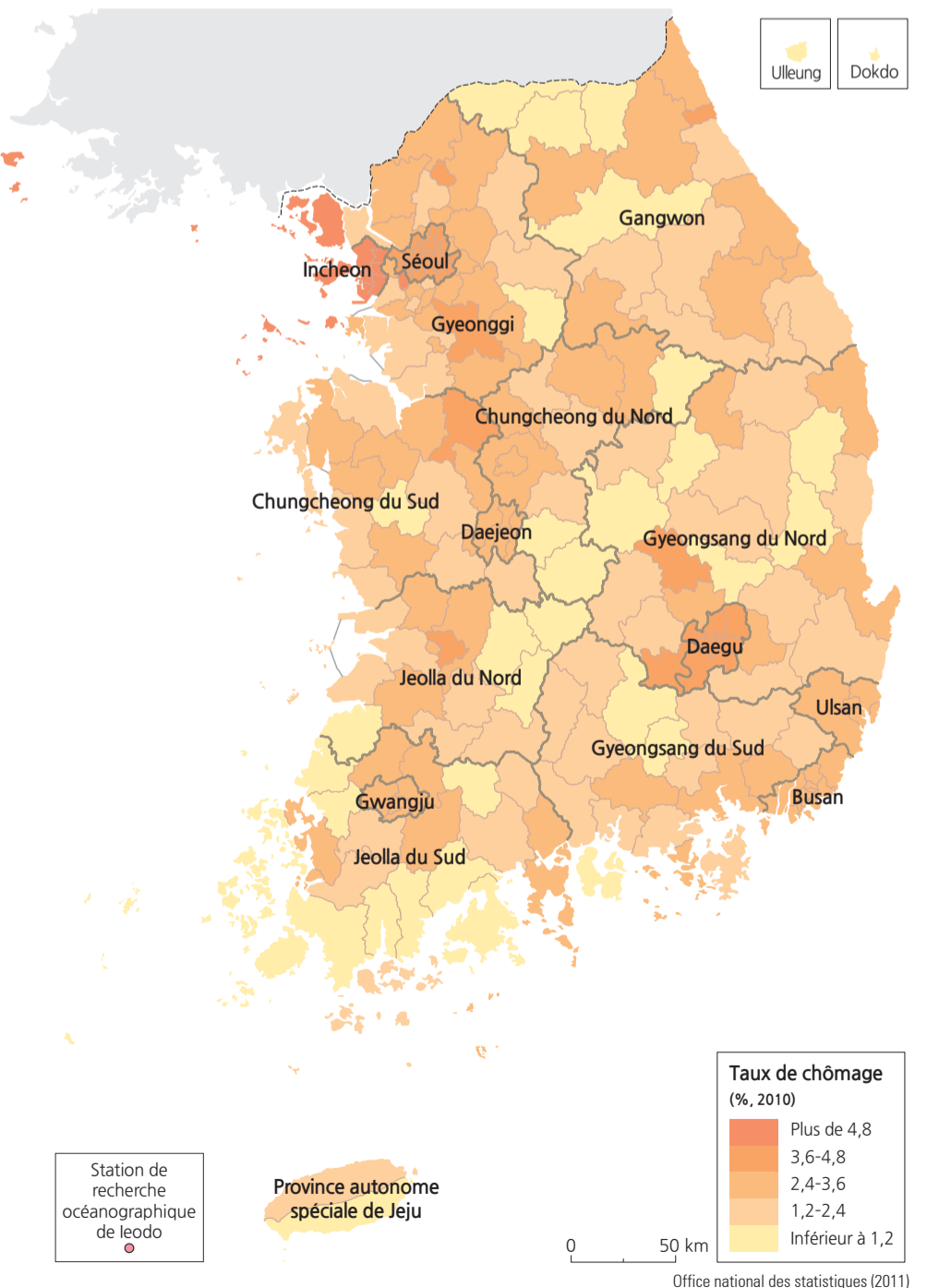
## Part de la valeur ajoutée par secteur



## Part d'employés par secteur et taux d'activité

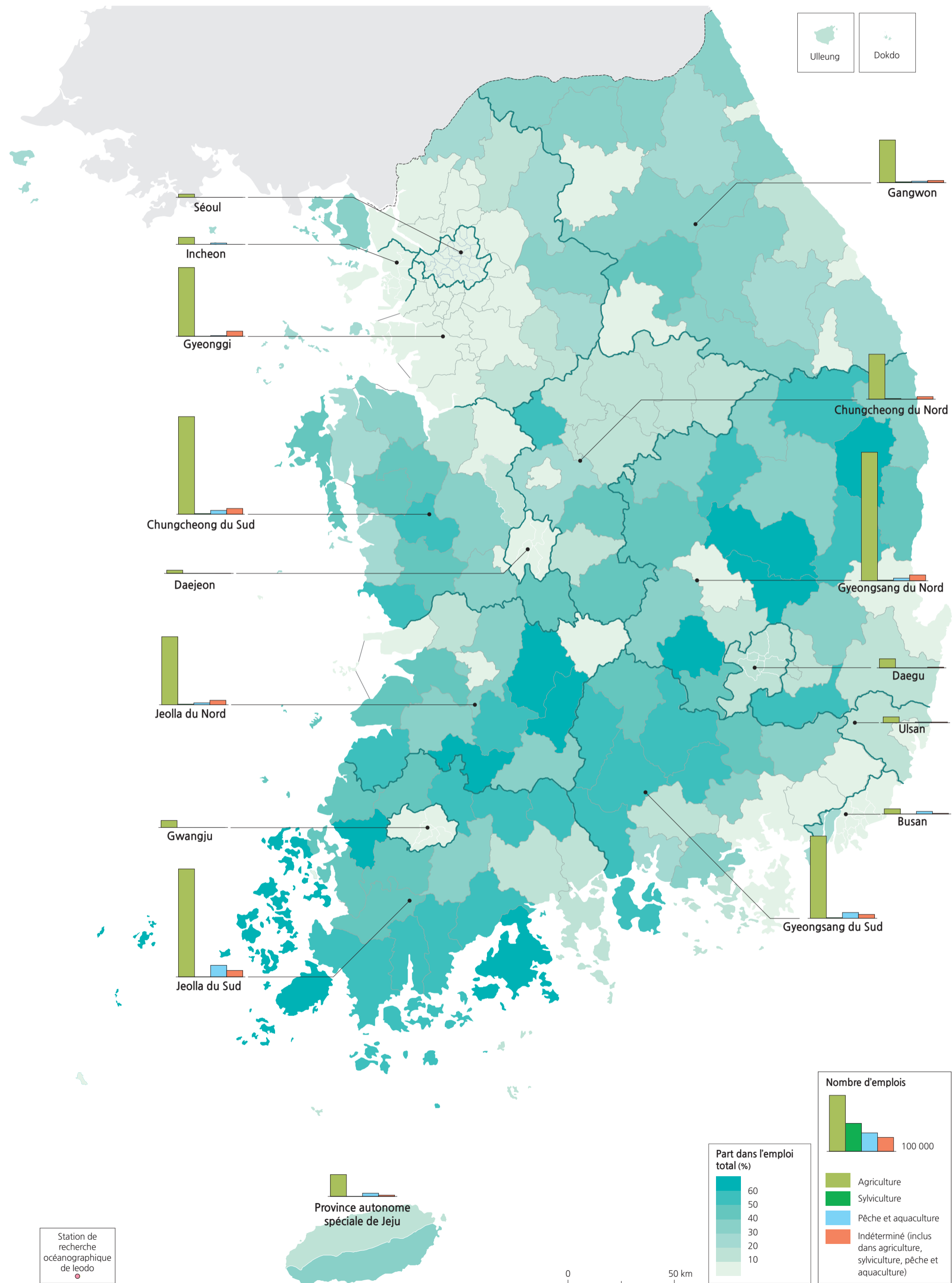


## Taux de chômage



# Le secteur primaire

Part de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture dans le total des emplois (2010)



Office national des statistiques (2010)

Avec l'industrialisation de l'économie coréenne, le secteur primaire dans son ensemble (agriculture, sylviculture, pêche et aquaculture) a progressivement décliné et sa part dans l'économie nationale s'est considérablement réduite. Sa part dans l'emploi total n'était que de 5,7% en 2014. Légèrement inférieure à 50% dans les années 1970, elle était tombée sous les 10% en 2000. En 1970, elle s'élevait à 17,7% dans la valeur ajoutée brute avant de tomber à 5% au début des années 1990 et sous les 3% au début des années 2000.

Le déclin du secteur primaire coréen et ses changements structurels n'ont pas été uniformes d'une province à une autre. La plupart des campagnes n'a pas pu fournir suffisamment d'emplois pour absorber la population agricole excédentaire. Ceci a entraîné un exode rural massif, tandis que les nouvelles installations en zone rurale ont été très rares. Certains territoires ont toutefois maintenu une proportion élevée d'emplois dans le secteur primaire.

L'âge des actifs ayant un emploi dans ce secteur a connu un glissement significatif depuis les années 1980. À cette époque, beaucoup d'actifs étaient jeunes : 32,1% étaient âgés de moins de 35 ans en 1980 et seulement 5,7% avaient plus de 65 ans. Vingt ans plus tard, en 2010, il est manifeste qu'un renversement s'est opéré, ces chiffres étant respectivement de 3,5% et de 41,6%. Le vieillissement de la

population agricole devrait encore s'accroître. De nouvelles mutations semblent toutefois se faire jour : quelques urbains travaillant dans des secteurs non agricoles (environ 10 000 personnes par an) migrent vers les zones rurales pour devenir agriculteurs. Plus de 70% d'entre eux sont âgés de moins de 50 ans, et plus d'un tiers a moins de 40 ans. Il est néanmoins peu probable que ce phénomène ait des implications dans la structure démographique du secteur agricole.

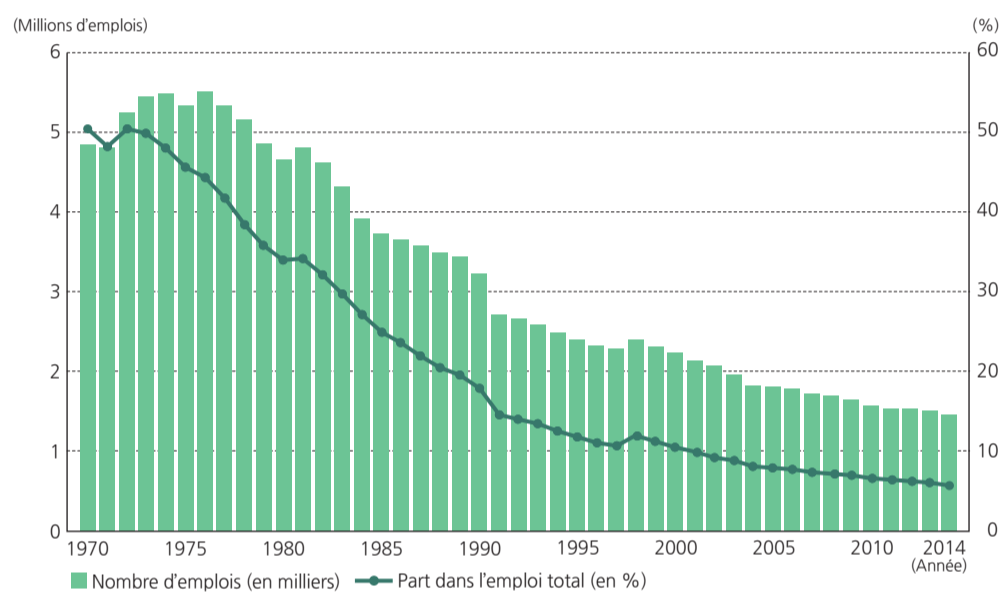
La tendance la plus remarquable de l'agriculture coréenne est le déclin de la production de riz. Les surfaces cultivées en riz atteignaient environ 1 220 000 hectares (3 014 686 acres) en 1980 mais, en constante diminution, elles ne représentaient plus que 814 000 hectares (2 011 438 acres) en 2014, une réduction d'à peu près un tiers (406 000 hectares, soit 1 003 248 acres) en 34 ans. La consommation de riz par habitant ayant toutefois fortement diminué au cours de cette période, l'offre est devenue supérieure à la demande. De plus, les importations de riz dans le cadre de l'accès minimal au marché prévu par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont augmenté tous les ans, ce qui est venu accentuer le problème du surapprovisionnement en riz.

La contribution de la sylviculture à l'économie du pays

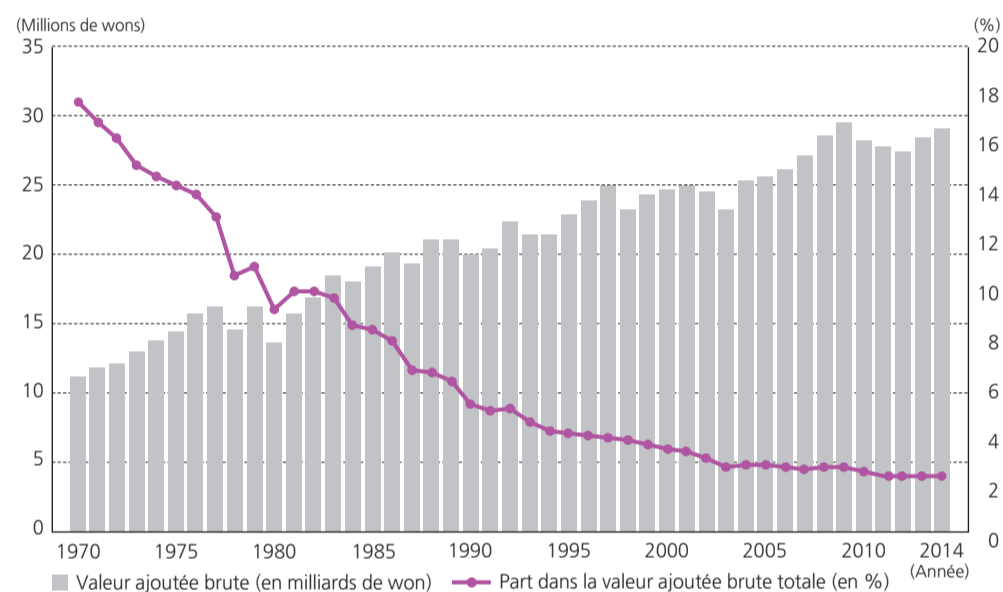
a toujours été faible. Depuis 1990, la valeur annuelle de la production forestière s'est maintenue entre 0,2 et 0,5% du Produit National Brut (PNB). Les produits forestiers qui étaient autrefois prélevés sur les forêts sont désormais directement cultivés. Le nombre de foyers dont la sylviculture est la principale source de revenus a légèrement augmenté. Malgré cela, la sylviculture ne représente toujours qu'une part infime de l'économie du pays.

La pêche en Corée a traversé les dernières décennies dans l'incertitude en raison de l'épuisement des ressources halieutiques et des importations croissantes de produits de la pêche. Le déclin de la pêche côtière aussi bien qu'en haute mer est très marqué alors que ces activités jouaient autrefois un grand rôle dans l'industrie des produits de la mer. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le volume et la valeur de la production totale de poissons ont augmenté grâce à l'aquaculture et à la pêche en eau douce. Toutefois, l'aquaculture a elle aussi commencé à décliner depuis ces dernières années, ainsi que le nombre d'actifs concernés. La diminution du nombre de pêcheurs au large ou sur la côte se poursuit, touchant aussi les pêcheurs en eau douce. Cette tendance devrait se poursuivre car les nouvelles entrées dans le métier sont rares et la moyenne d'âge de ceux qui y travaillent est élevée.

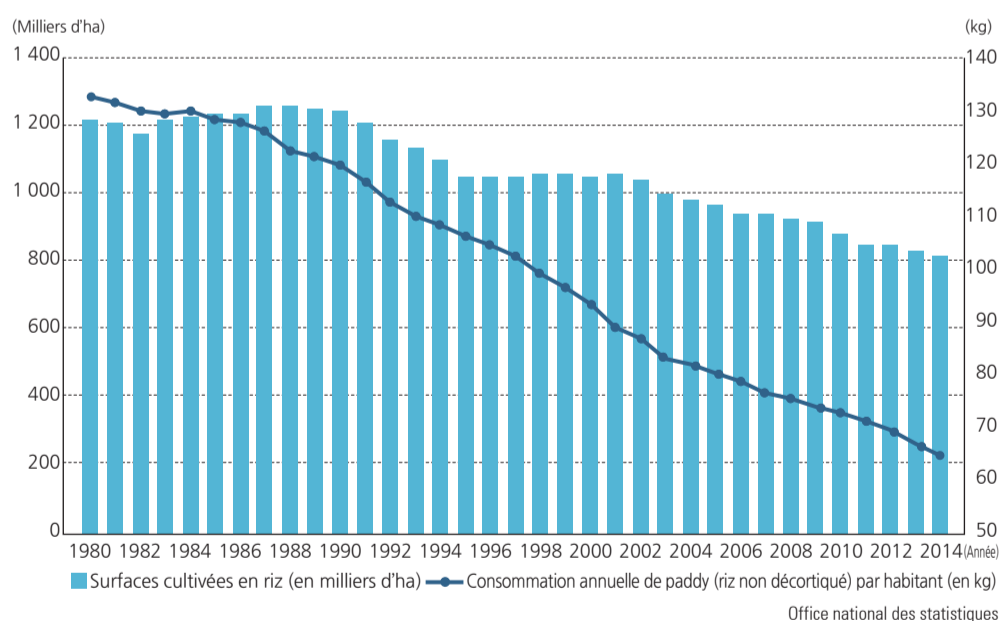
### Nombre d'emplois dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture (1970-2014)



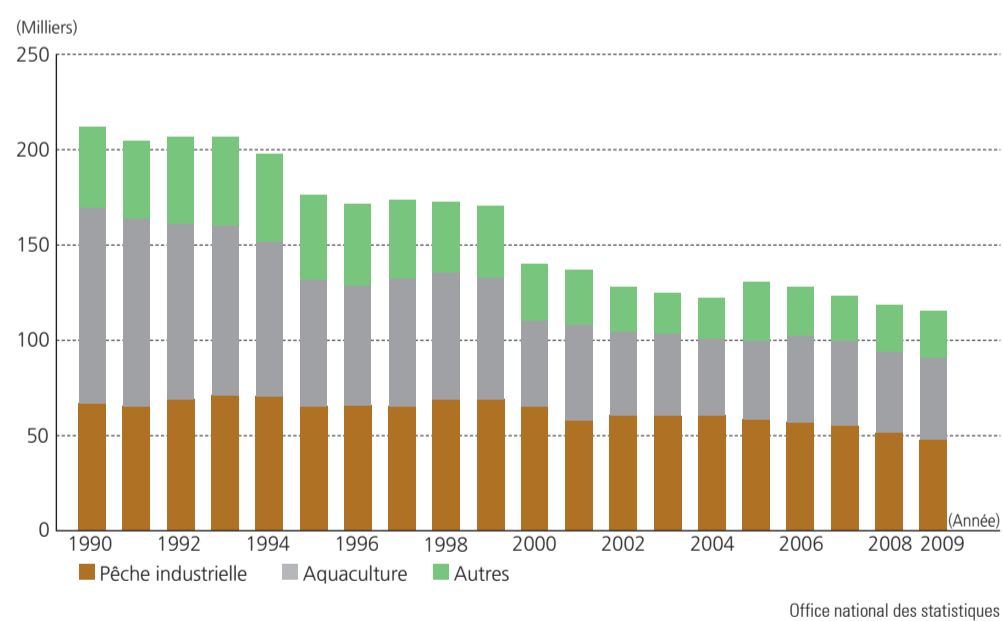
### Valeur ajoutée brute de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture (1970-2014)



### Surfaces cultivées en riz et consommation annuelle par habitant (1980-2014)



### Nombre d'emplois dans la pêche et l'aquaculture par type (1990-2009)



La carte ci-contre présente la part de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture dans le total des emplois en 2010. Comme on pouvait s'y attendre, les collectivités locales qui ont les taux les plus élevés se situent en dehors des grandes aires urbaines. Comme nous l'avons rappelé plus haut, la composante minière de l'exploitation des ressources naturelles a presque disparu.

Les quatre graphiques ci-dessus mettent en lumière des contrastes intéressants. Le graphique du nombre d'emplois dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche et l'aquaculture entre 1970 et 2014 montre sans surprise que le nombre d'emplois diminue dans ces secteurs et qu'il en est de même pour la part dans l'emploi total. Le graphique de la valeur ajoutée brute de l'agriculture, de la sylviculture,

de la pêche et de l'aquaculture, comparée à la part dans la valeur ajoutée totale, illustre le rôle de ces secteurs dans l'ensemble de l'économie. La part dans la valeur ajoutée totale diminue continuellement, ce qui témoigne du rôle de plus en plus mineur de l'exploitation des ressources naturelles dans l'économie, tandis que l'importance de l'industrie et des services s'accroît. Toutefois, si la part du secteur diminue, la valeur ajoutée elle-même augmente, ce qui traduit une hausse du coût ou de la valeur de ces produits.

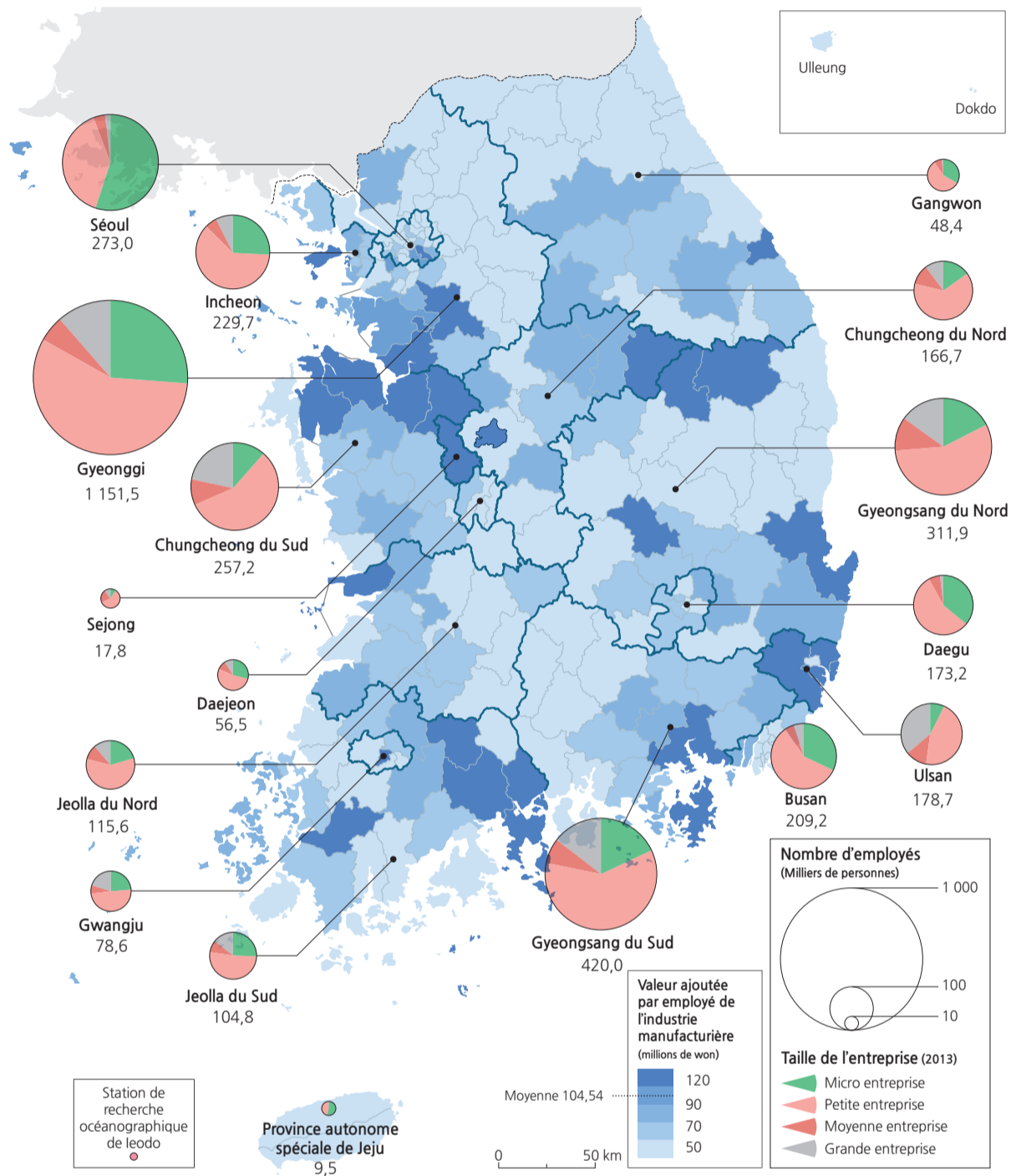
Les surfaces cultivées en riz se sont réduites d'environ 30% en 34 ans, comme on le voit sur le graphique, mais la consommation par habitant a chuté de presque 65%, ce qui indique une hausse des exportations pendant cette période. Cela pourrait être le signe d'une augmentation générale

des exportations de produits agricoles. Le graphique du nombre d'emplois dans la pêche et l'aquaculture marine montre lui aussi des mutations intéressantes. Les trois catégories présentées sont les captures de poissons en mer, l'aquaculture et les autres pêches (poissons d'eau douce, crustacés et mollusques). La pêche de poissons en mer n'a diminué que légèrement entre 1990 et 2009. Dans le même temps, la part de l'aquaculture dans l'emploi du secteur s'est réduite à environ 50% en 2009, alors qu'elle était 1,8 fois supérieure à celle de la pêche en mer en 1990. Les autres pêches en 2009 ne représentent plus qu'autour de 40% de ce qu'elles étaient en 1990. Le secteur de la pêche et de l'aquaculture dans son ensemble en 2009 ne pesait plus qu'environ 45% de ce qu'il représentait en 1990.



# Le secteur manufacturier

## L'emploi dans le secteur manufacturier (2012)



Le secteur manufacturier coréen a connu une croissance forte et continue au cours des cinquante dernières années. Elle a d'abord poursuivi une stratégie d'exportation de produits provenant des industries légères telles que les textiles, les perruques et les chaussures. À partir du milieu des années 1970, la politique industrielle du gouvernementale s'est tournée vers le développement de l'industrie chimique. Dans les années 1990, l'investissement public a mis sur les secteurs des hautes technologies. La forte croissance de ce secteur, portée par le développement de la production de semi-conducteurs, d'ordinateurs et des technologies de l'information et de la communication, a été accompagnée par des programmes de formation de main d'œuvre spécialisée dans les hautes technologies.

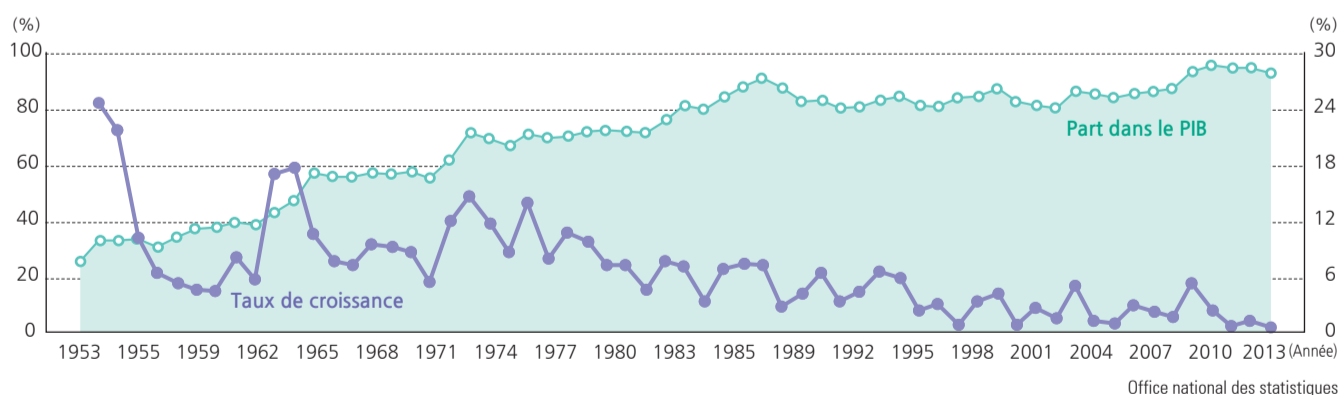
L'analyse comparative de l'évolution de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB coréen révèle que le secteur manufacturier ne représentait que 10% du PIB dans les années 1950. Au cours des années 1960, le secteur manufacturier est passé de 11,8% à 17,2%. Dans les années 1970, l'industrie manufacturière représentait déjà plus de 20% du PIB. Au cours de la décennie 1980, le taux de croissance du secteur a atteint 24,3% et le secteur manufacturier est devenu le principal moteur de la croissance économique en Corée du Sud.

Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, la part du secteur manufacturier dans le PIB a légèrement diminué, passant de 27,2% (1988) à 23,9% (1992), après quoi elle a repris sa croissance pour atteindre une part relativement stable de 27 à 28% au cours des années 2010. Bien que le taux de croissance réel du secteur manufacturier soit resté relativement élevé (16,8% dans les années 1960, 15,8% dans les années 1970 et 12,2% dans les années 1980), il a tout de même baissé à 6,5% dans les années 1990 et à 4% dans les années 2000. La responsabilité de ce ralentissement est à chercher notamment dans la crise financière de 1997, résultant de facteurs internes et externes, ainsi que dans la crise financière mondiale de 2008, deux évènements qui ont entraîné une baisse de la production.

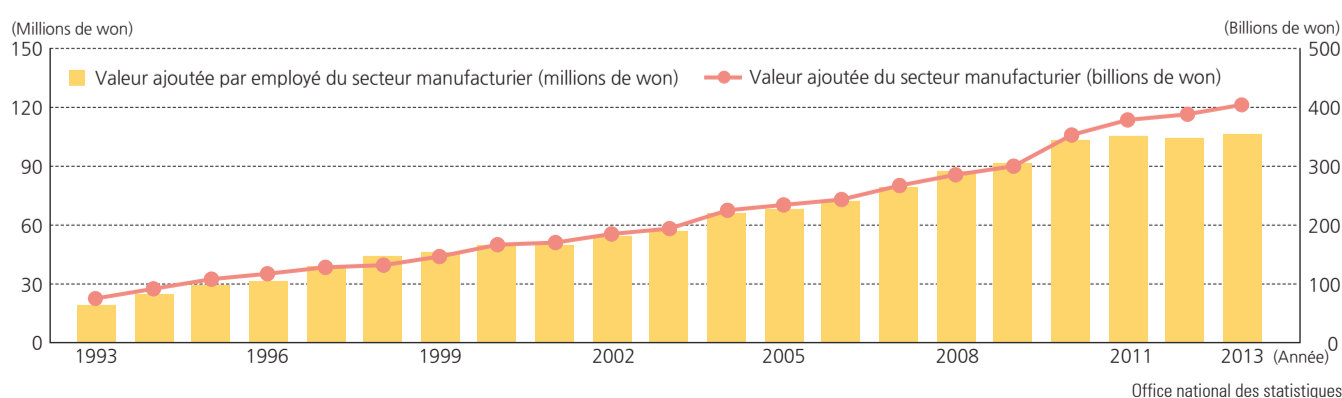
Au commencement du processus d'industrialisation dans les années 1960, Séoul constituait le pôle manufacturier le plus important du pays. Depuis les années 1980, l'industrie manufacturière s'est toutefois développée en périphérie de l'agglomération métropolitaine de Séoul. Dans le même temps, les investissements directs étrangers vers la Chine et l'Asie du Sud-Est se sont accélérés, lorsque les augmentations de salaire ont commencé à dépasser les gains de productivité et à affaiblir la compétitivité des industries coréennes.

La carte de l'emploi dans le secteur manufacturier détaille la contribution des différentes entreprises (micro à grandes) dans l'économie coréenne. En utilisant des données statistiques originales, la valeur ajoutée par employé, il est possible de comparer la part des entreprises selon leur taille dans les collectivités régionales. Les micro et petites entreprises prédominent à l'échelle du pays, allant de 45% à 65% du total selon les provinces. Les plus gros employeurs sont localisés dans les nouveaux sites industriels, tandis que les pôles de croissance traditionnels des années 1960 emploient moins d'individus. On peut noter que les espaces dans lesquels sont localisées les activités à plus forte valeur ajoutée ne sont pas nécessairement proches des grandes régions métropolitaines, mais sont situées au sein de territoires ciblés par les programmes de développement du gouvernement.

## Taux de croissance du secteur manufacturier et part dans le PIB (1953-2013)



## Évolution de la valeur ajoutée du secteur manufacturier (1993-2013)



## La localisation des complexes industriels

### La localisation des complexes industriels (2014)

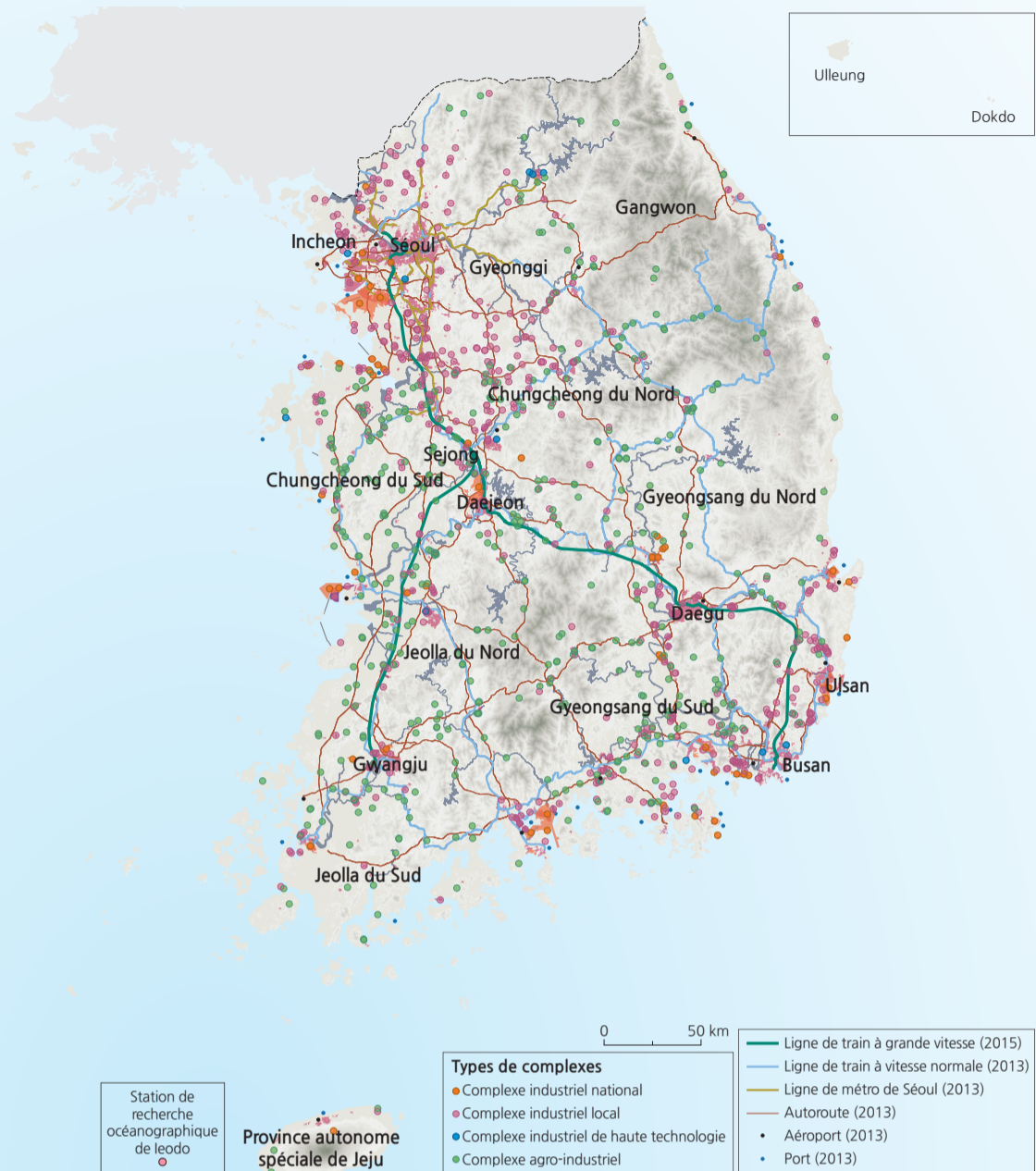
Les complexes industriels jouent un rôle central dans l'économie nationale. En 2010, ils étaient à l'origine de 62% de la production manufacturière nationale, 79% des exportations et 42% de l'emploi. En fait, dès la fin des années 1960, la Corée du Sud a organisé l'implantation de complexes industriels afin de permettre aux entreprises de bénéficier d'effets d'infrastructure et d'agglomération. Ils ont longtemps été appelés « parcs industriels », puis, au cours des années 1990, leur nom a finalement été remplacé par celui de « complexes industriels » afin de marquer le passage à une économie de la connaissance.

Les complexes industriels comprennent des complexes industriels nationaux, locaux et agro-industriels. Ils reflètent la diversité des acteurs et des objectifs de développement. Les complexes industriels nationaux sont établis par le ministère du Territoire, de l'équipements et des transports. Les complexes industriels locaux sont quant à eux institués par les collectivités territoriales. Ils sont de deux types : les complexes industriels de haute technologie situés en zone urbaine et les généralistes, habituellement en zone rurale. Les complexes industriels nationaux ont pour vocation d'établir des réseaux de production locaux, spécialisés dans certains domaines industriels et de dynamiser des régions sous-développées ou des zones en développement relevant d'échelons gouvernementaux variés. Les complexes industriels locaux ont, eux, pour objectif d'aider à une meilleure répartition des industries sur le territoire et à stimuler les économies locales. Les complexes agro-industriels visent enfin à établir des conditions d'accueil favorables aux industries susceptibles de dynamiser les activités agricoles et celles liées la pêche.

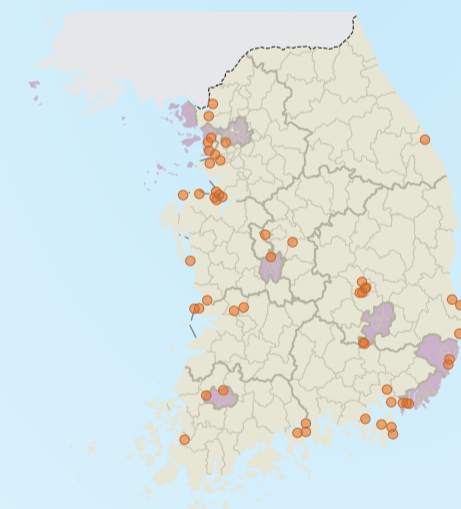
À la fin de l'année 2013, la Corée du Sud comptait 1 033 complexes industriels. Parmi ceux-ci, on trouvait 41 complexes nationaux, 528 complexes généraux, 11 complexes industriels urbains de haute technologie et 453 complexes agro-industriels. 80 547 entreprises locataires occupent 94% des 485 km<sup>2</sup> formant la superficie totale des complexes industriels. Les complexes industriels nationaux sont principalement situés aux environs de l'agglomération métropolitaine de Séoul et le long de la région côtière du sud-est. Une large partie des complexes industriels généraux est quant à elle située le long de l'autoroute Gyeongbu qui relie Séoul à Busan.

Un système de villes industrielles de haute technologie est actuellement en cours de développement. Chaque zone industrielle de Daejeon, Ulsan, Jeju, Namyangju, Gyeongsan, Suncheon et Chuncheon abrite un ou deux de ces complexes industriels urbains de haute technologie. Les complexes agro-industriels de la région métropolitaine de Séoul, car principalement situés dans des zones rurales où prédominent les activités agricoles. Les complexes industriels, généralement situés à proximité des autoroutes et des ports pour permettre un bon accès aux réseaux d'échange, ont largement contribué à développer l'industrie dans le pays et à créer des emplois. La majorité des complexes nouvellement créés le sont dans la région de la capitale ou le long des axes de transport entre Séoul et le sud-est du pays, en particulier dans la région de Busan.

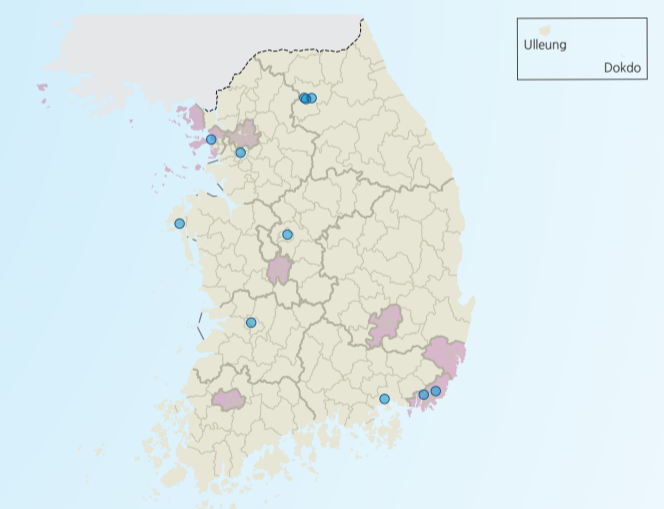
Les quatre cartes ci-contre présentent la localisation des divers types de complexes industriels sur le territoire. Elles identifient leur nombre, mettant en avant l'importance de ceux qui bénéficient de financements locaux.



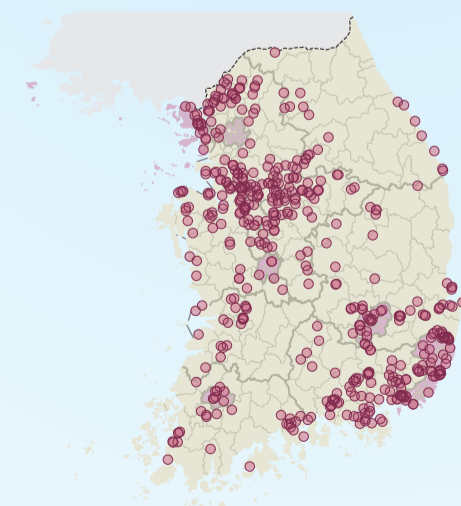
#### Les complexes industriels nationaux



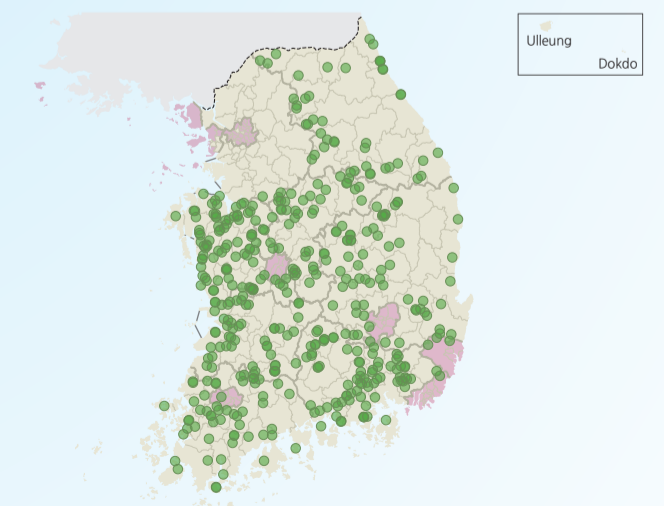
#### Les complexes industriels de haute technologie



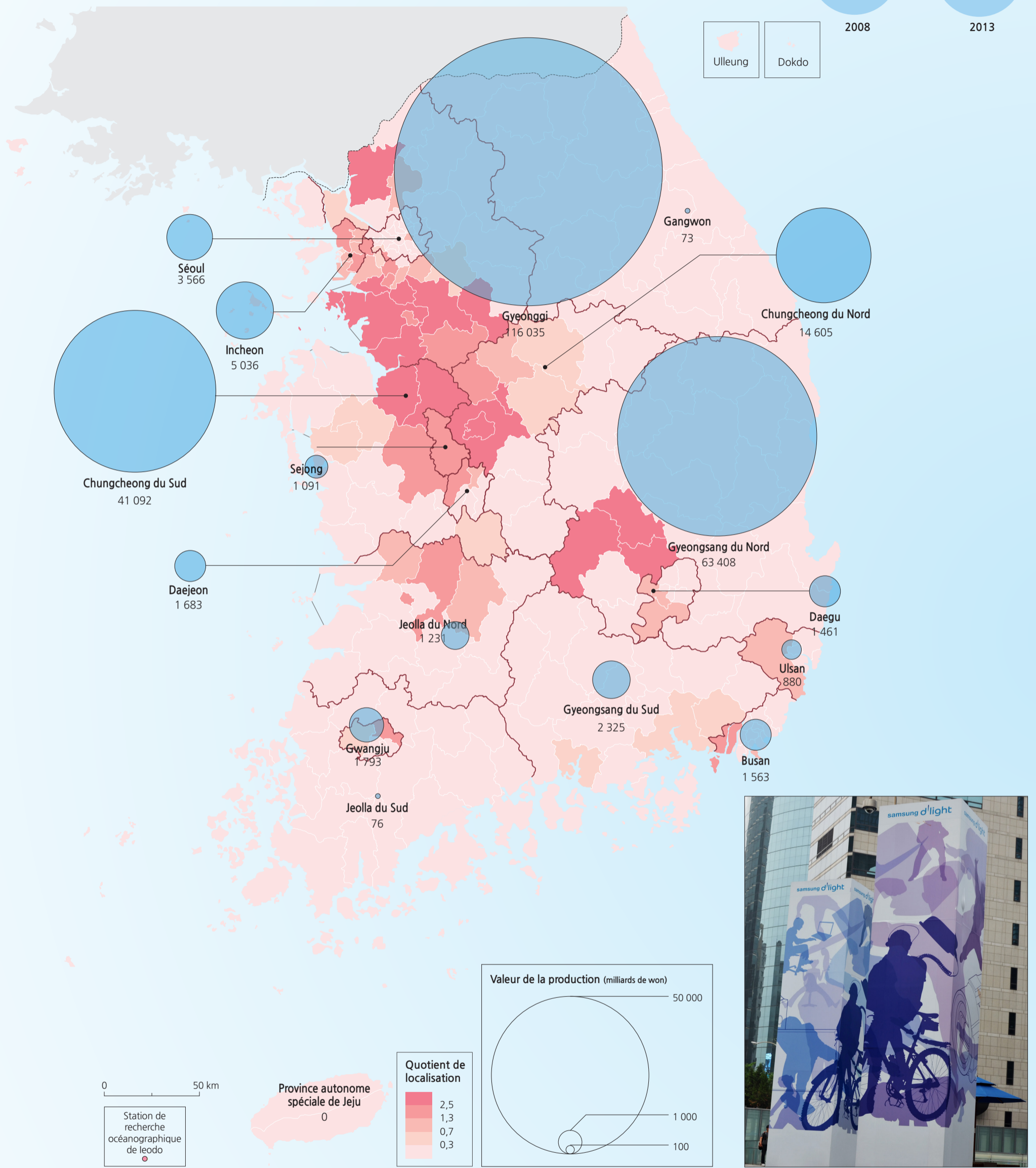
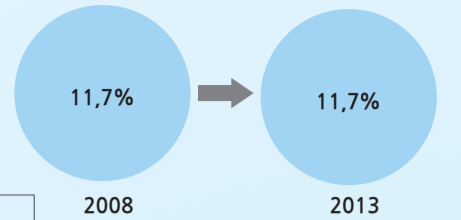
#### Les complexes industriels locaux



#### Les complexes agro-industriels



## L'industrie électronique (2013)



Samsung D'light est une exposition présentant les derniers produits électroniques de la firme Samsung

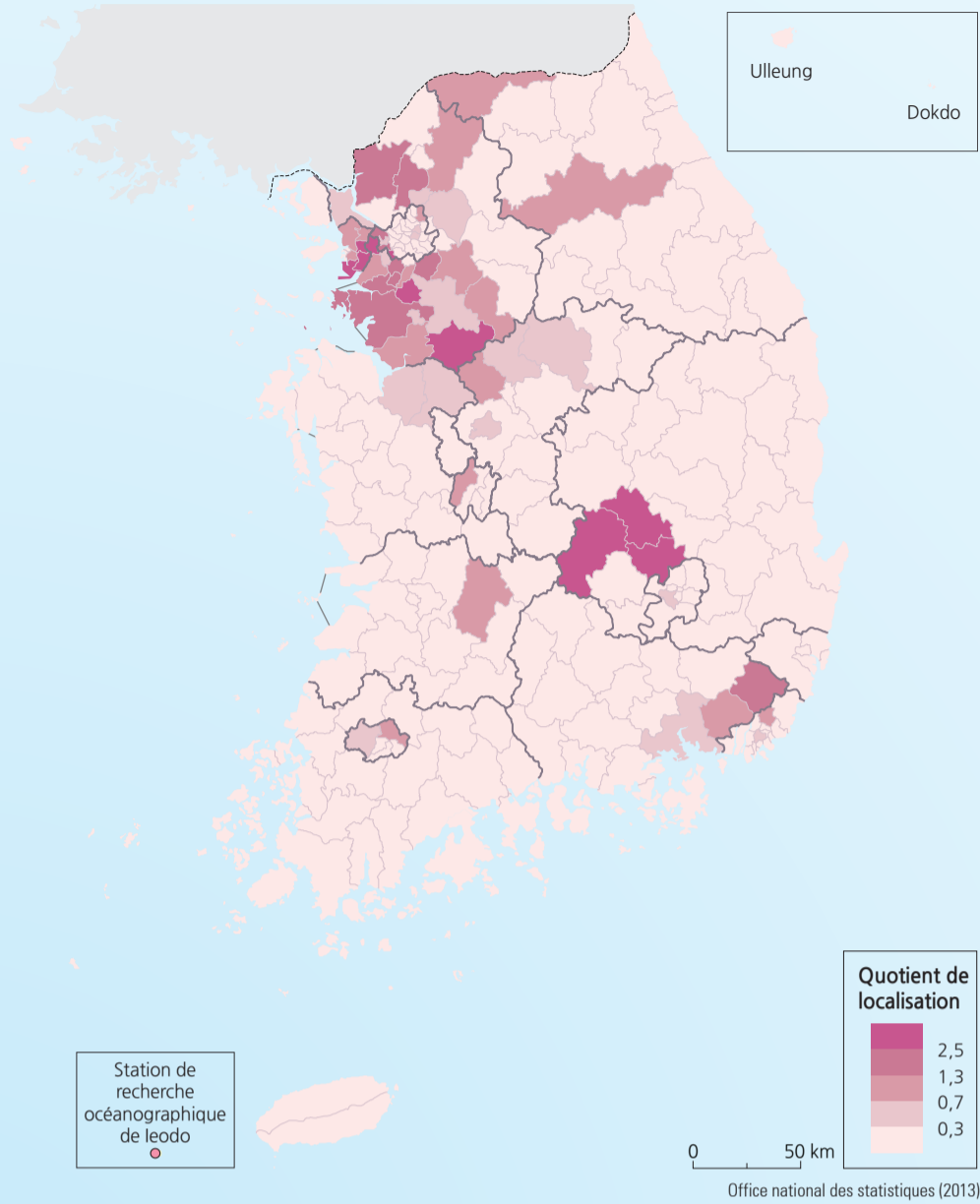
Au cours des années 1980, les industries électriques et électroniques, produisant principalement des appareils électroménagers mais aussi d'autres produits électriques et électroniques, sont devenues le moteur de l'économie coréenne. Il s'agit aussi bien des appareils électroménagers, des semi-conducteurs, des équipements informatiques et de télécommunication que des composants électroniques.

Ces tendances ont continué au cours des décennies

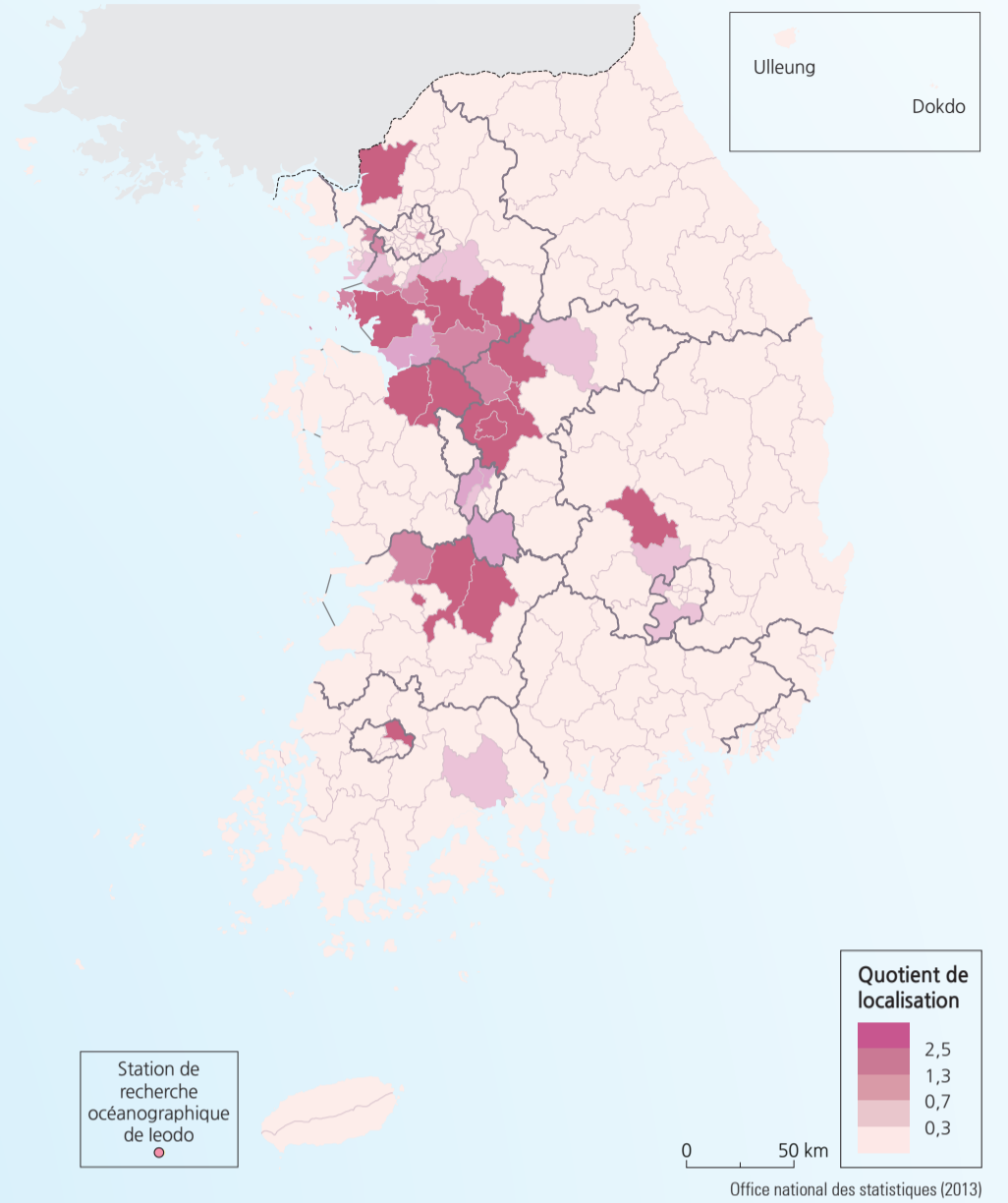
suivantes. Les quotients de localisation pour les industries électroniques (indices permettant de mesurer la concentration d'une industrie dans un territoire) mettent en évidence de fortes concentrations industrielles dans le Gyeonggi, le Chungcheong du Sud, et le Gyeongsang du Nord. Les productions à haute valeur ajoutée et les entreprises de grande taille sont plus particulièrement concentrées dans les centres métropolitains. La répartition

des segments de l'industrie électronique présente des schémas distincts. L'industrie des appareils électroménagers est concentrée dans les villes de Suwon (Gyeonggi), Gimcheon et Gumi (Gyeongsang du Nord), tandis que celle des semi-conducteurs est fortement concentrée à Icheon, Yongin et Hwaseong (Gyeonggi). L'industrie des composants électroniques est quant à elle concentrée à Paju, Asan et Gumi, alors que l'industrie des équipements

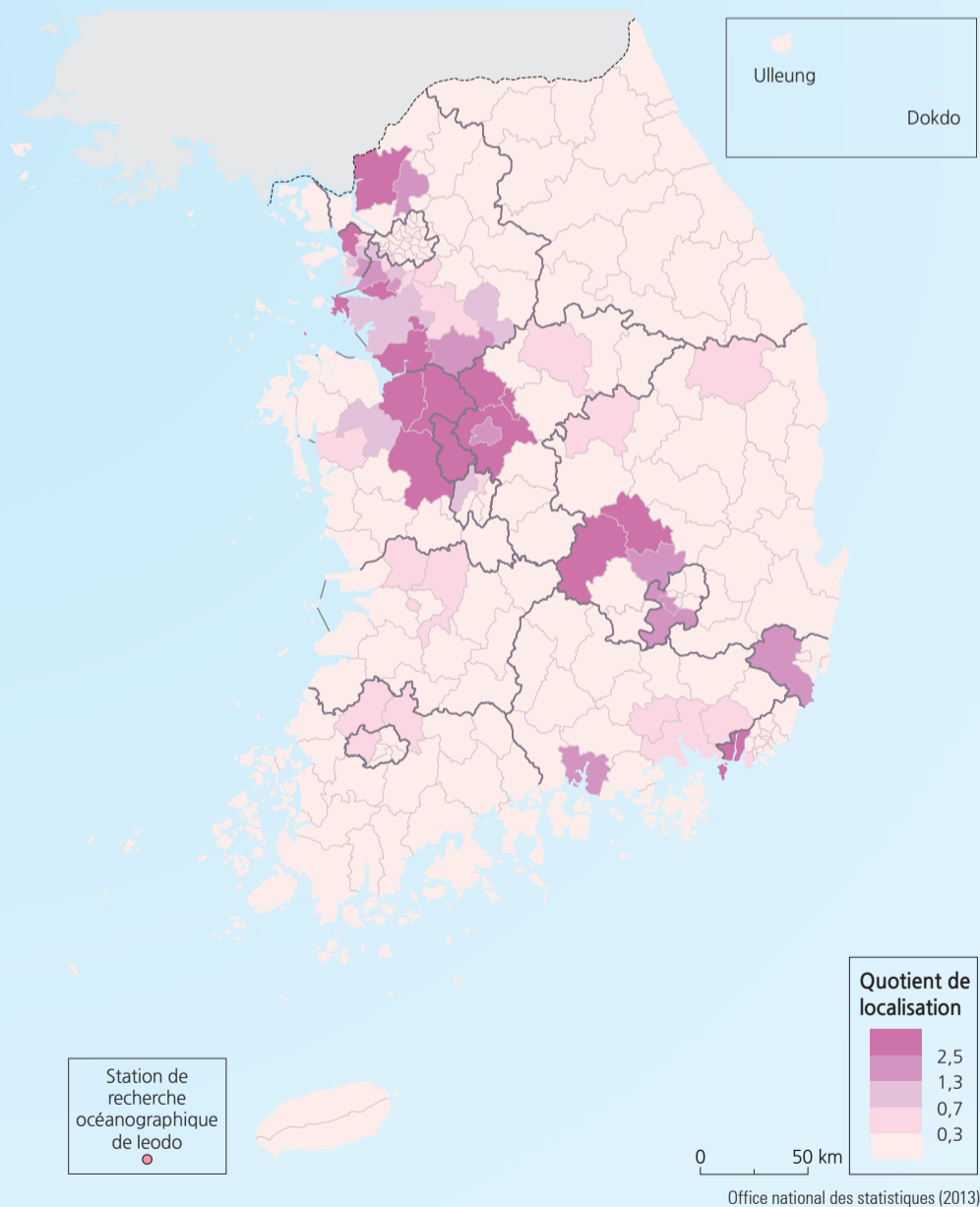
### L'industrie de l'électroménager



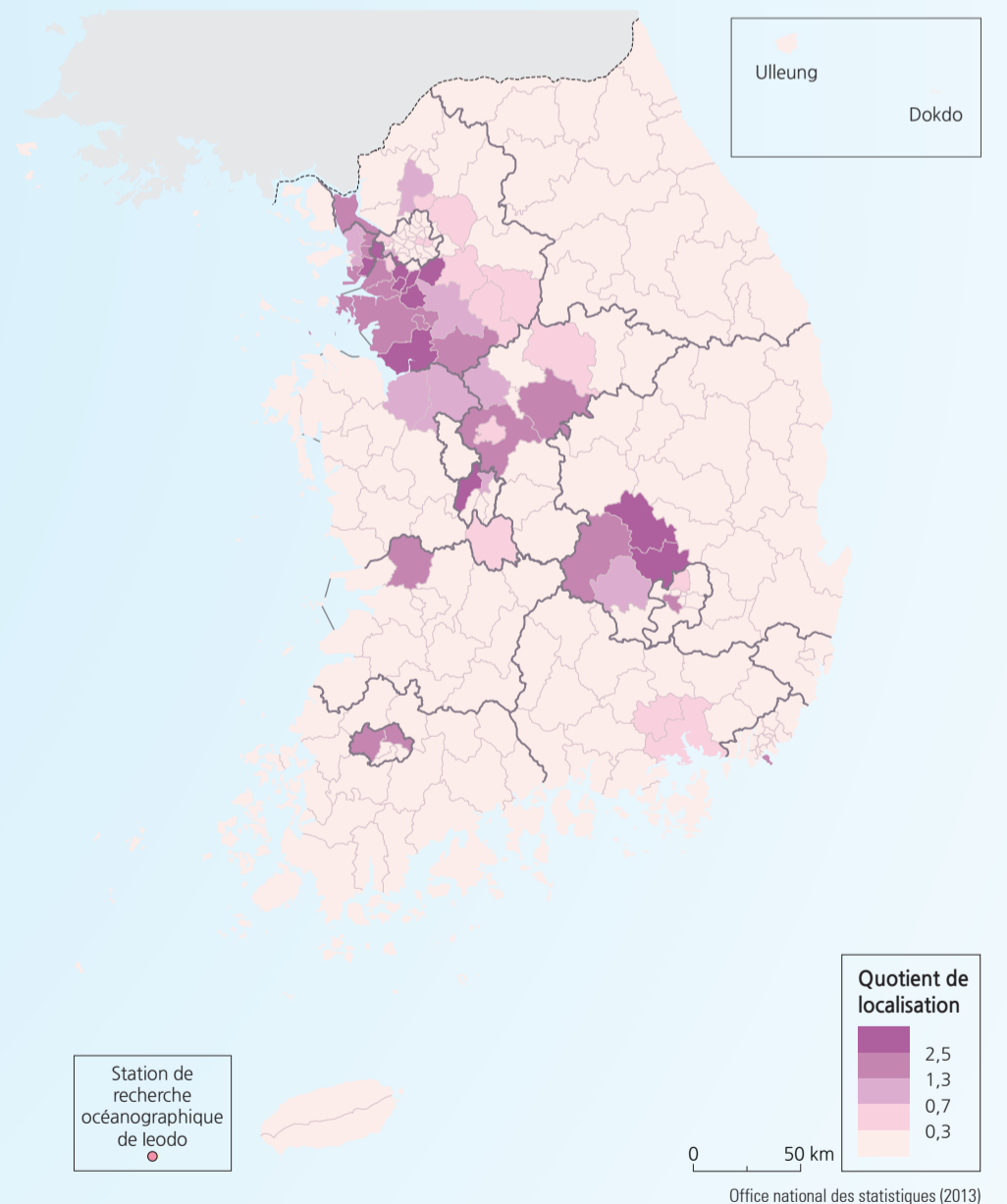
### L'industrie des semi-conducteurs



### L'industrie des composants électroniques



### L'industrie des équipements informatiques et de télécommunication



informatiques et de télécommunication est concentrée à Gumi, Pyeongtaek et Chilgok. Les provinces du Gyeonggi et du Gyeongsang du Nord ont les concentrations régionales les plus importantes.

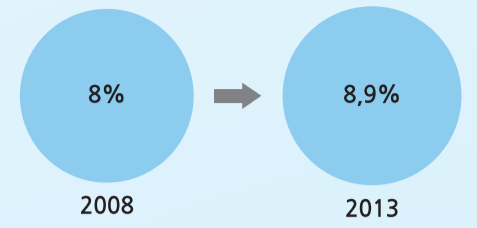
Comme noté plus haut, l'industrie électronique coréenne est particulièrement concentrée dans une poignée de territoires. En outre, les quatre segments susmentionnés

de cette industrie sont aussi concentrés dans des espaces distincts du schéma de localisation général. Les quatre cartes présentent la localisation de ces différents segments qui mettent en avant la très forte concentration de cette industrie comptant pour plus de 11% de la production industrielle depuis une décennie.

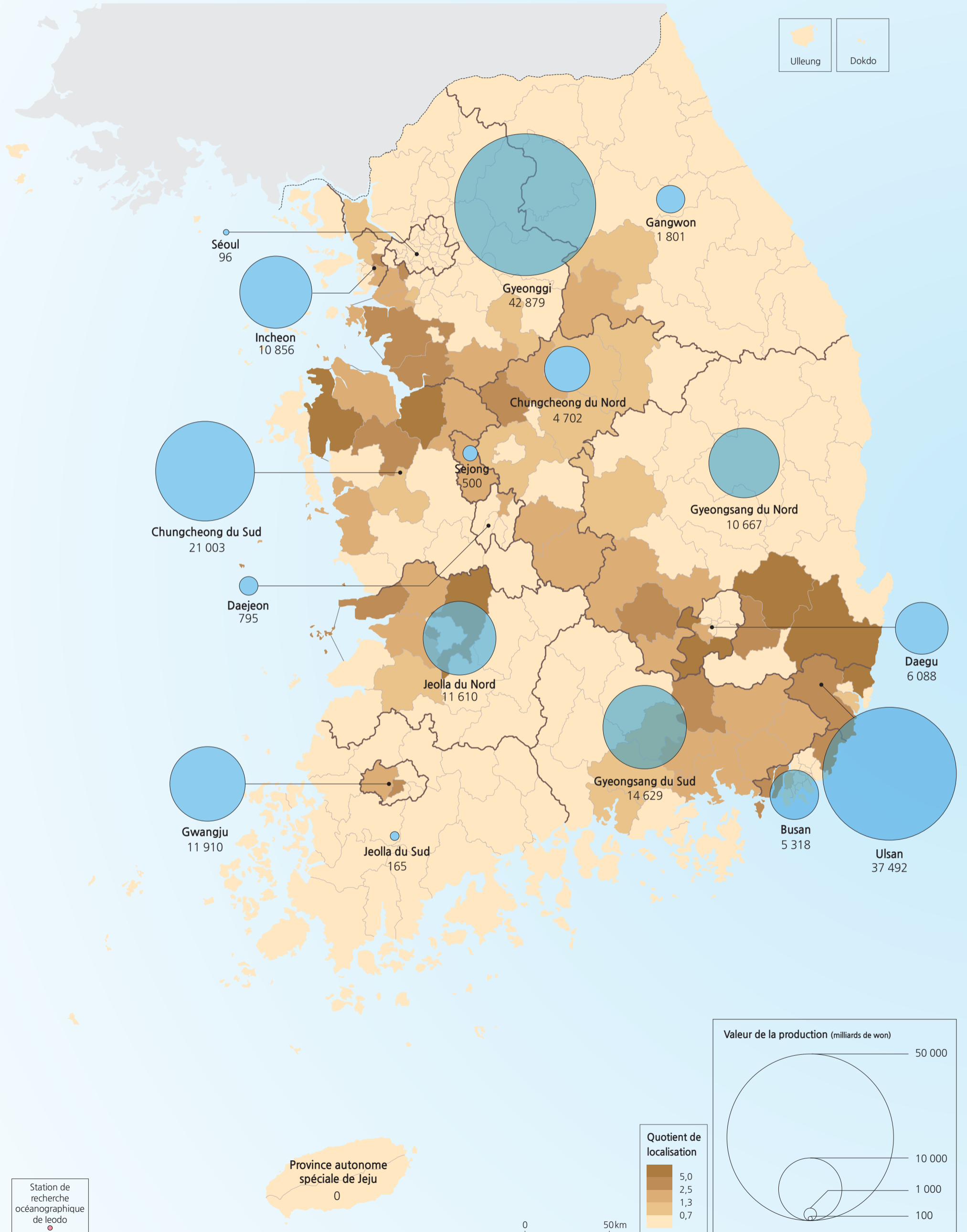
Les cartes utilisent un quotient de localisation, c'est-à-dire un indice de concentration qui permet de représenter par un figuré de couleur la hiérarchie des niveaux de concentration spatiale de chaque secteur industriel. En plus de cet indice de concentration, la carte de l'industrie électronique présente par des cercles proportionnels la répartition de la valeur des productions électroniques.

# L'industrie automobile

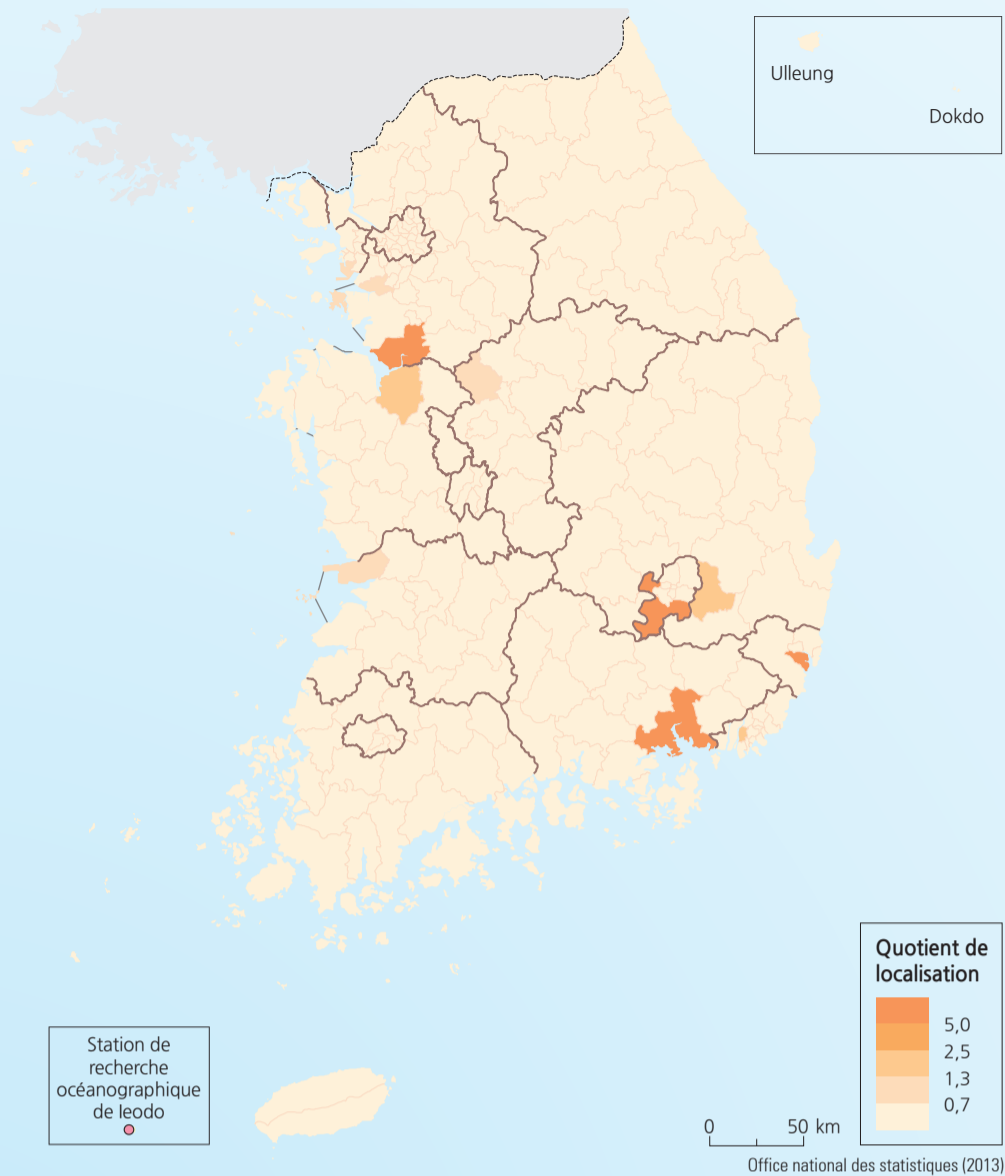
Part des emplois de l'industrie automobile sur le total des emplois manufacturiers



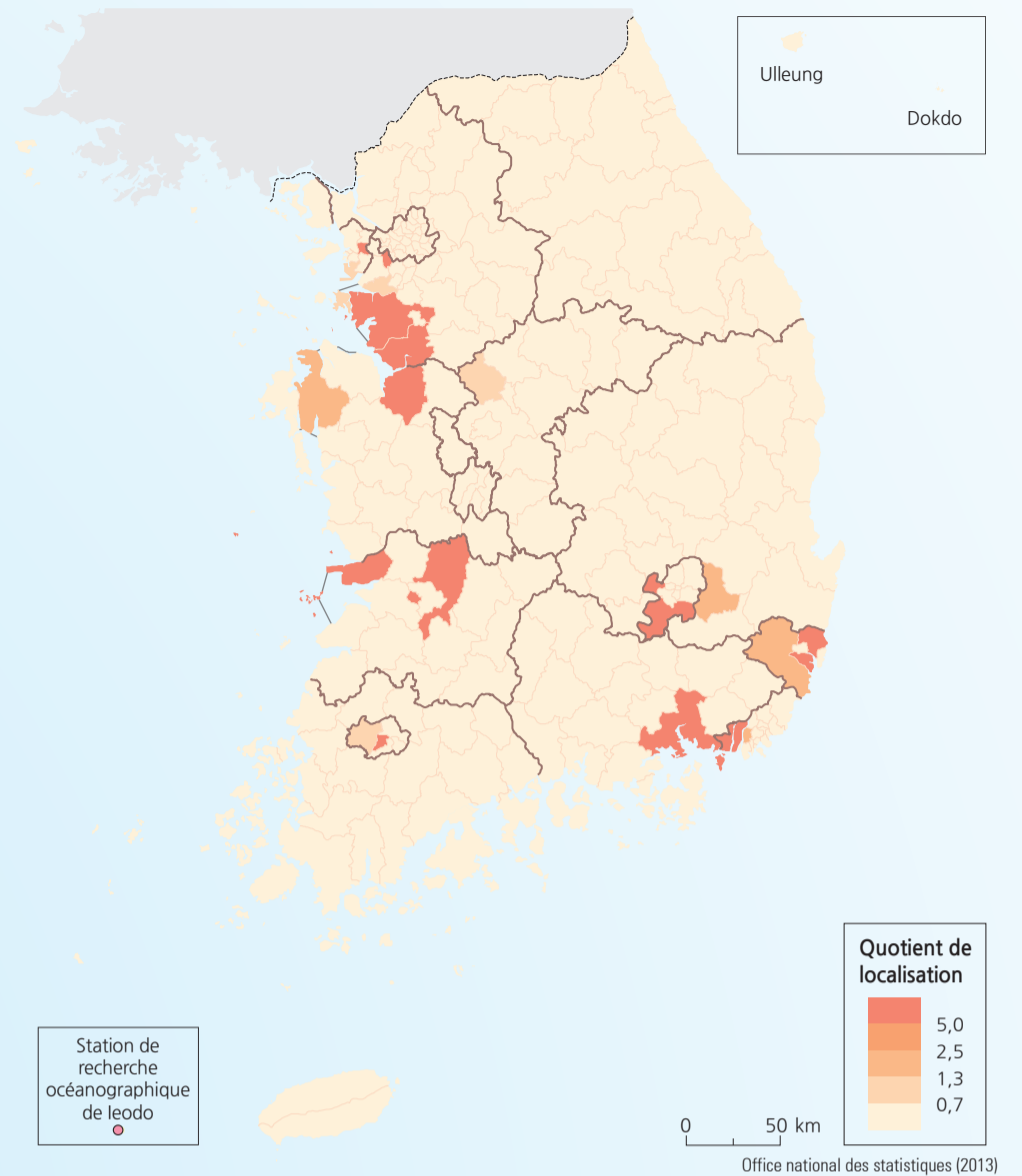
## L'industrie automobile (2013)



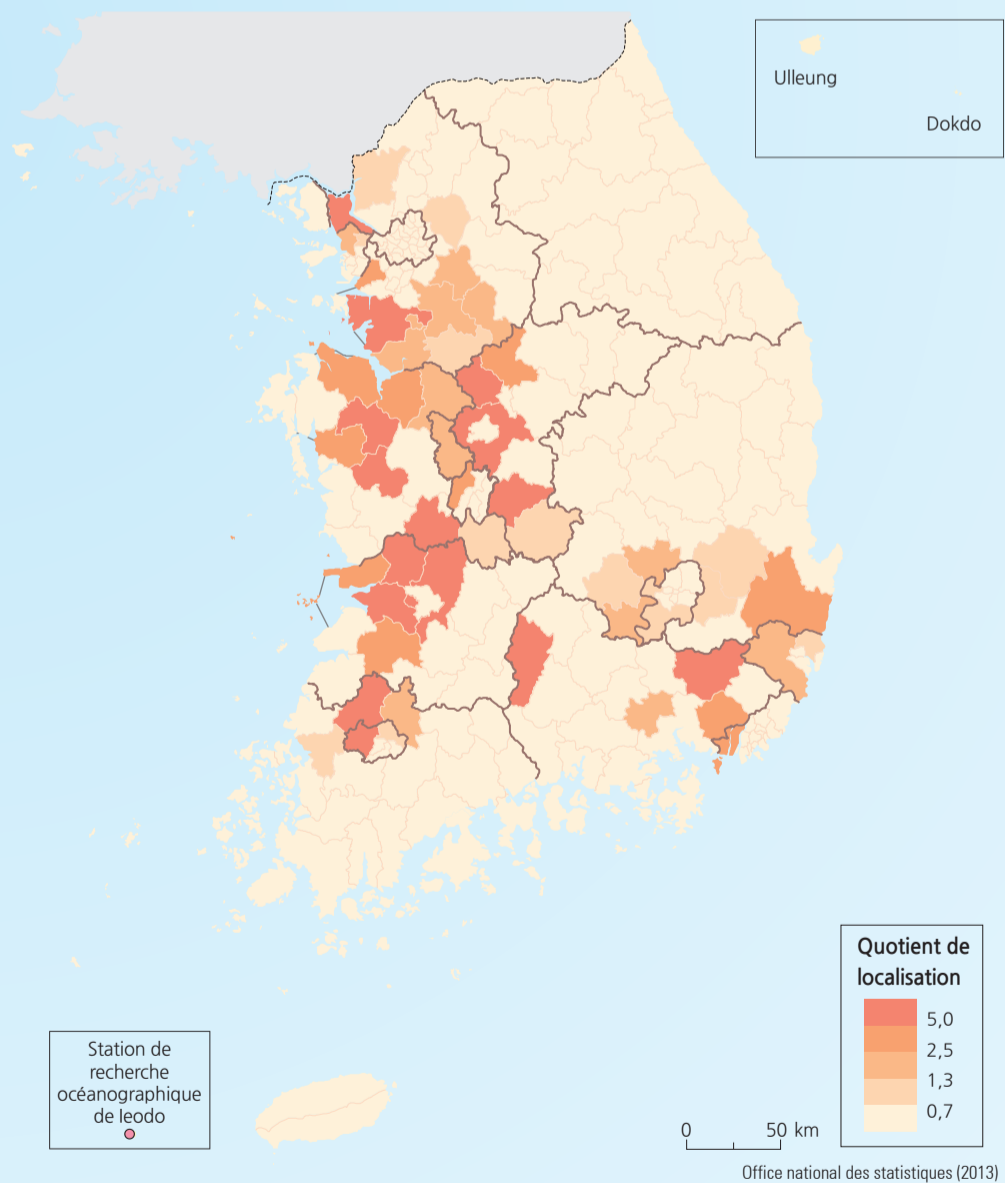
### Les usines de moteurs pour véhicules automobiles



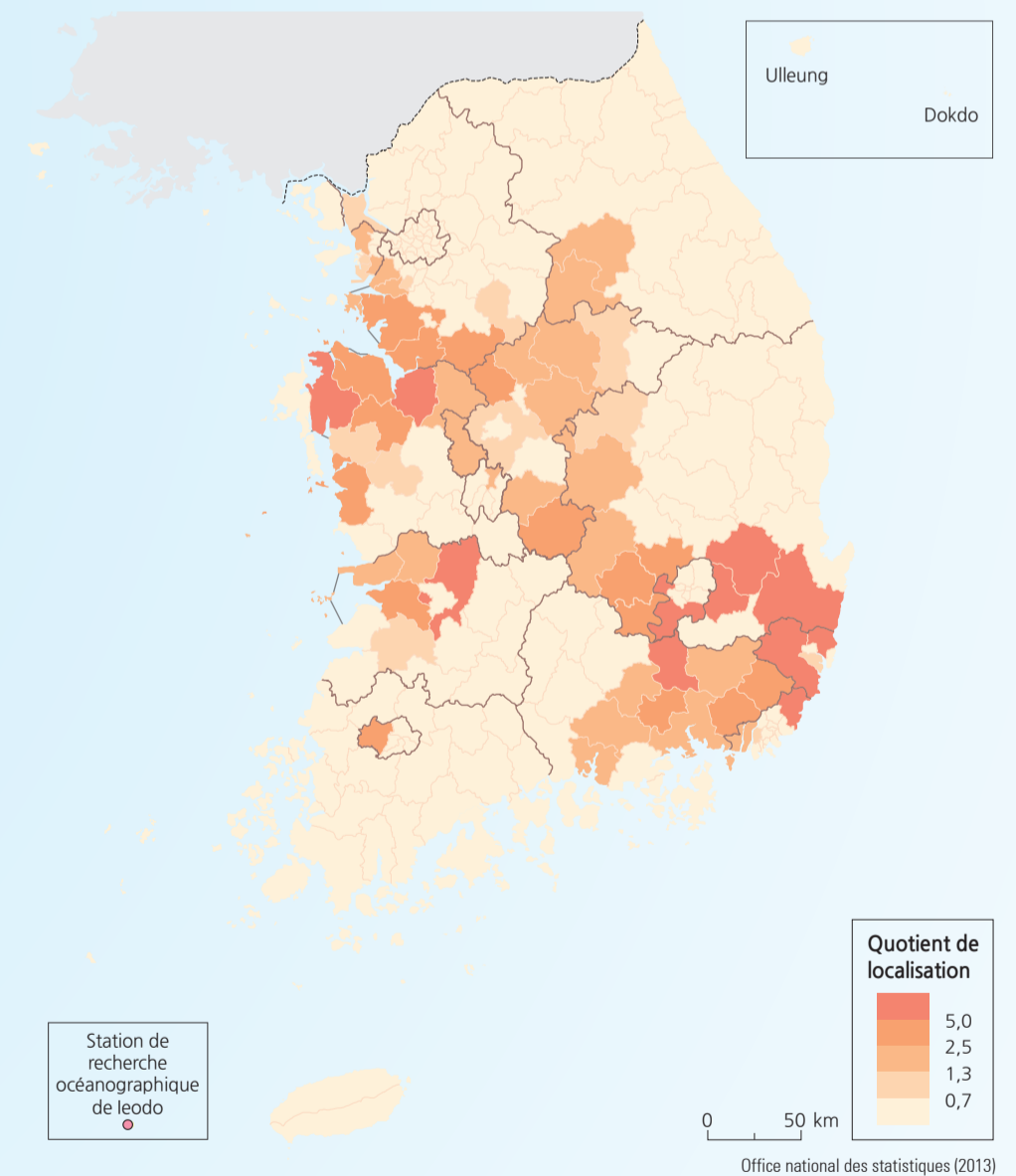
### Les usines de véhicules automobiles



### Les usines de carrosserie pour véhicules automobiles et leurs remorques et semi-remorques



### Les usines de pièces détachées et accessoires pour véhicules automobiles et leurs moteurs



Les provinces du Gyeonggi, du Chungcheong du Sud, du Gyeongsang du Nord, ainsi qu'Ulsan ont les quotients de localisation les plus élevés de l'industrie automobile. Dans ces espaces, les municipalités de Wanju, Seosan, Dalseong, Yeongcheon et Asan connaissent des concentrations particulièrement fortes. Les valeurs à l'exportation sont les plus élevés en ces mêmes lieux, l'industrie coréenne de

l'automobile ayant désormais une envergure internationale. Selon la classification actuelle des industries coréennes, datant de 2008, les activités liées à la production automobile peuvent être divisées en quatre segments : les usines automobiles, celles des moteurs, celles des carrosseries (incluant remorques et semi-remorques), et enfin celles des pièces détachées et accessoires. Les quatre cartes

correspondant aux divisions dans ce secteur montrent des répartitions territoriales inscrites dans ces mêmes territoires. Les implantations des usines s'étendent à partir de quelques lieux où sont produits les moteurs et assemblés les véhicules. Les producteurs de carrosseries et les fabricants d'accessoires se situent pour l'essentiel le long des deux principaux axes de communication du pays.

## Le secteur des services

L'industrie s'est très fortement développée dans les années 1990 et il a fallu attendre le début des années 2000 pour observer une croissance similaire pour le secteur des services, aujourd'hui au cœur de l'économie coréenne. Les effets de la crise économique de 1997 ont certainement retardé leur développement.

Les services rassemblent des activités très diverses, comprenant aussi bien le commerce, la restauration et l'hôtellerie, le tourisme, les transports, les communications, la finance, l'immobilier, la santé et les soins médicaux. En outre, avec la croissance de l'économie et l'amélioration du niveau de vie, la demande de services se diversifie et augmente rapidement. De nouvelles activités, parfois très complexes, se développent. L'importance des hautes technologies dans les services est également un atout important pour leur croissance. On distingue souvent les différents segments de ce secteur selon les utilisateurs de ces services, qui peuvent être les individus et les familles (services à la personne), les entreprises, dont tout particulièrement les industries productrices (services aux entreprises), et encore les diverses institutions liées à l'État et aux diverses collectivités territoriales (services aux administrations publiques).

Les services aux consommateurs comprennent les activités de vente au détail, d'hôtellerie, de loisirs et de tourisme, et encore les services aux personnes et les services publics. L'importance et la complexité des services à l'industrie impose une classification également complexe, prenant en compte aussi bien la distribution de biens

manufacturés (vente au détail et en gros), que le transport et la communication, le stockage, la finance, les assurances, l'immobilier, la R&D ou encore la publicité et le marketing. Ces services aux industries manufacturières, qui assistent les entreprises dans la conduite de leurs opérations, attirent une attention croissante ces dernières années au regard de leur potentiel de création d'emplois, qui pourrait permettre de compenser les pertes causées par le déclin de certains types de production.

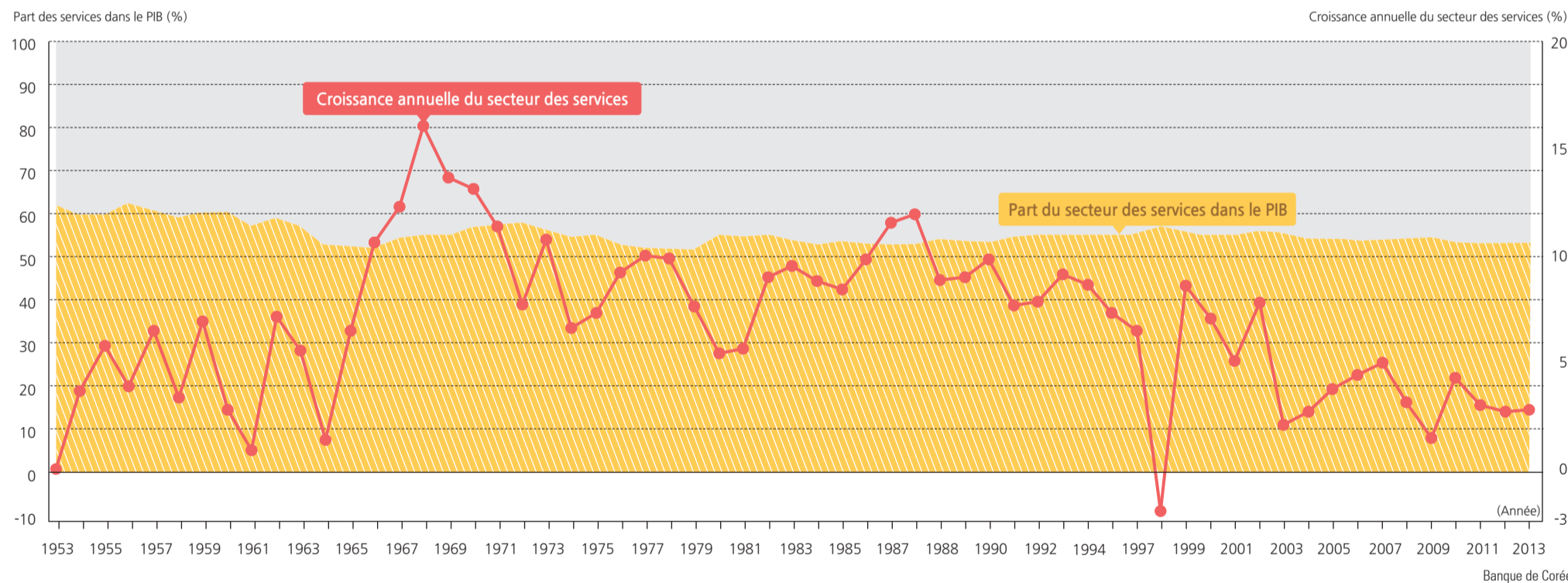
Selon la classification industrielle coréenne réalisée par l'Office national des statistiques de la Corée du Sud, le secteur des services dans le pays est découpé en 13 catégories : le commerce de gros et les commerces de détail, les services de transport, l'hôtellerie et la restauration ; la publication, la production visuelle, la communication audiovisuelle et les services d'information ; la finance et les assurances, l'immobilier et les services de location, l'expertise professionnelle, scientifique et technologique, les services d'assistance sociale, l'administration publique, la défense nationale et l'administration des services sociaux, les services éducatifs, les services de santé et de protection sociale, les services liés aux arts, aux sports et au divertissement, les services des organisations et des associations, et enfin, les services d'entretien et de réparation et autres services aux personnes. En 2013, 3,2 millions d'entreprises opéraient dans ce secteur, soit 86,6% du nombre total d'entreprises. Le secteur emploie 14,2 millions de travailleurs dans les services, soit 74,1% du nombre total d'employés. Le chiffre d'affaire total de ce

secteur s'élève à près de 2 000 milliards de dollars, soit 51,2% du chiffre d'affaire total.

Il existe de fortes disparités dans l'importance des emplois de services entre les provinces. En 2013, la ville de Séoul concentrait à elle seule 3,93 millions des emplois, soit 28,7% du nombre total des emplois du secteur. La province du Gyeonggi en comptait 2,73 millions (19,9%) et Busan 0,99 million (7,2%). En fait, près de la moitié des travailleurs des services sont concentrés dans l'agglomération métropolitaine de Séoul (Séoul et Gyeonggi), ce qui correspond également au schéma de répartition de la population. Le nombre moyen d'employés par établissement de services en 2013 était de 4,5 personnes, indiquant une prédominance des petites entreprises dans ce secteur. En termes de nombre d'employés par taille d'établissement, les petites entreprises de moins de 10 employés représentaient environ 46,9% du nombre d'entreprises total. Les établissements comptant entre 10 et 299 employés en représentaient 41,1%, correspondant donc à des entreprises petites et moyennes.

Les chiffres concernant la croissance et le statut des entreprises de services en Corée du Sud mettent en lumière d'importants contrastes et de fortes évolutions. Le graphique ci-dessous présente sur six décennies le taux de croissance annuel en pourcentage par rapport à la part des entreprises du secteur dans le Produit Intérieur Brut annuel. Il met en évidence un schéma de pics et de vallées tout au long de la période allant de 1953 à 2013. Il y a eu un pic important en 1968, puis une diminution générale jusqu'à ces dernières

### La croissance du secteur des services (1953-2013)



### La classification des services selon la classification coréenne des secteurs économiques

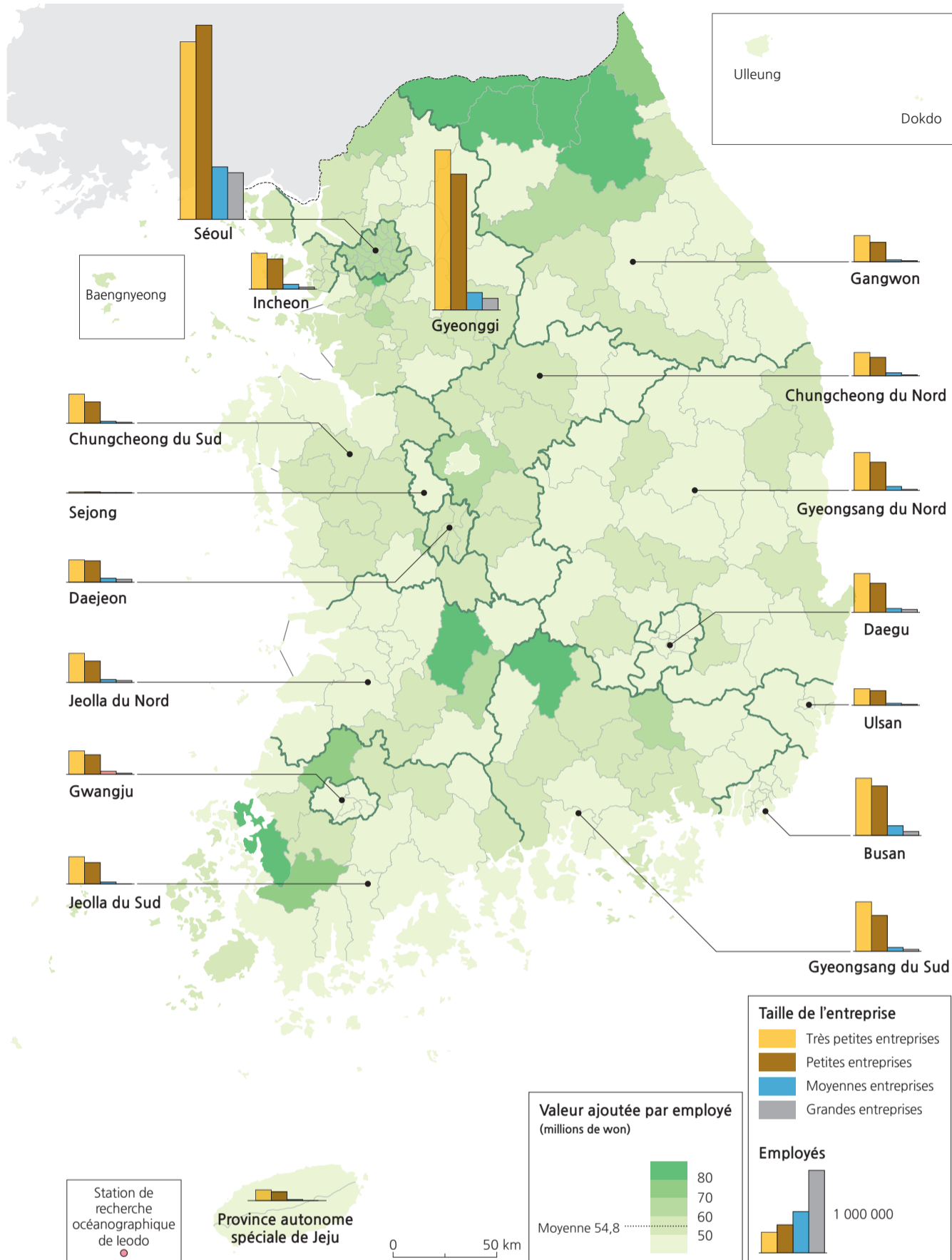
1 <sup>ère</sup> classe	Commerce de gros et commerce de détail	Transport	Hôtellerie et restauration	Publication Production visuelle Communication audiovisuelle Services d'information	Finance et Assurances	Immobilier et services de location	Expertise professionnelle, scientifique et technologique	Services d'assistance sociale	Administration Publique Défense nationale Administration des services sociaux	Services éducatifs	Services de santé et de protection sociale	Services liés aux arts, sports, et divertissements	Organisations et associations de services, services de réparation et services aux personnes
2 <sup>ème</sup> classe	· Automobile et pièces détachées · Commerce de gros · Commerce de détail	· Pipeline · Transport maritime · Transport aérien · Transport logistique	· Hôtellerie · Restauration	· Publication · Production visuelle · Communication audiovisuelle · Programmation · Informatique · Intégration des systèmes · Services d'information	· Finances · Assurance	· Immobilier · Services de location	· R&D · Services aux professionnels · Construction · Expertise scientifique et technologique	· Aménagement paysager · Assistance sociale	· Administration publique · Défense nationale · Services sociaux · Administration des services sociaux	· Services éducatifs	· Services de santé et de protection sociale	· Art et loisirs · Sport · Divertissements	· Organisations et associations de services · Services de réparation · Autres services aux personnels

### Entreprises et emplois dans le secteur des services (2013)

années. Cependant, le pourcentage du PIB oscille entre 11 et 12% environ pour l'ensemble de la période, indiquant un phénomène de croissance continue de la valeur produite par le secteur des services, notamment à cause de l'augmentation continue du PIB au cours de cette période.

Le graphique ci-dessous compare la croissance des entreprises et celle du nombre d'employés entre 1997 et 2013. Il met en évidence un ralentissement de l'augmentation du nombre d'entreprises sur la période, parallèlement à une croissance plus soutenue du nombre d'employés. Cette évolution témoigne non seulement des variations du taux d'emploi au cours du temps, mais aussi d'un niveau d'activités toujours plus important au sein des entreprises.

Enfin, la carte montre qu'il existe une certaine stabilité dans le secteur des services. Plus de 70% des entreprises de ce secteur rentrent dans la catégorie des entreprises classées comme micro, petites ou moyennes. Plus de 40% des entreprises sont considérées comme petites ou très petites, soit des établissements employant moins de quatre personnes. Cela indique que, même si le secteur des services est très vaste, le plus important du pays, il existe un important potentiel de création de nouvelles entreprises, notamment sous les effets de l'inadaptation des petites entreprises plus anciennes au marché.



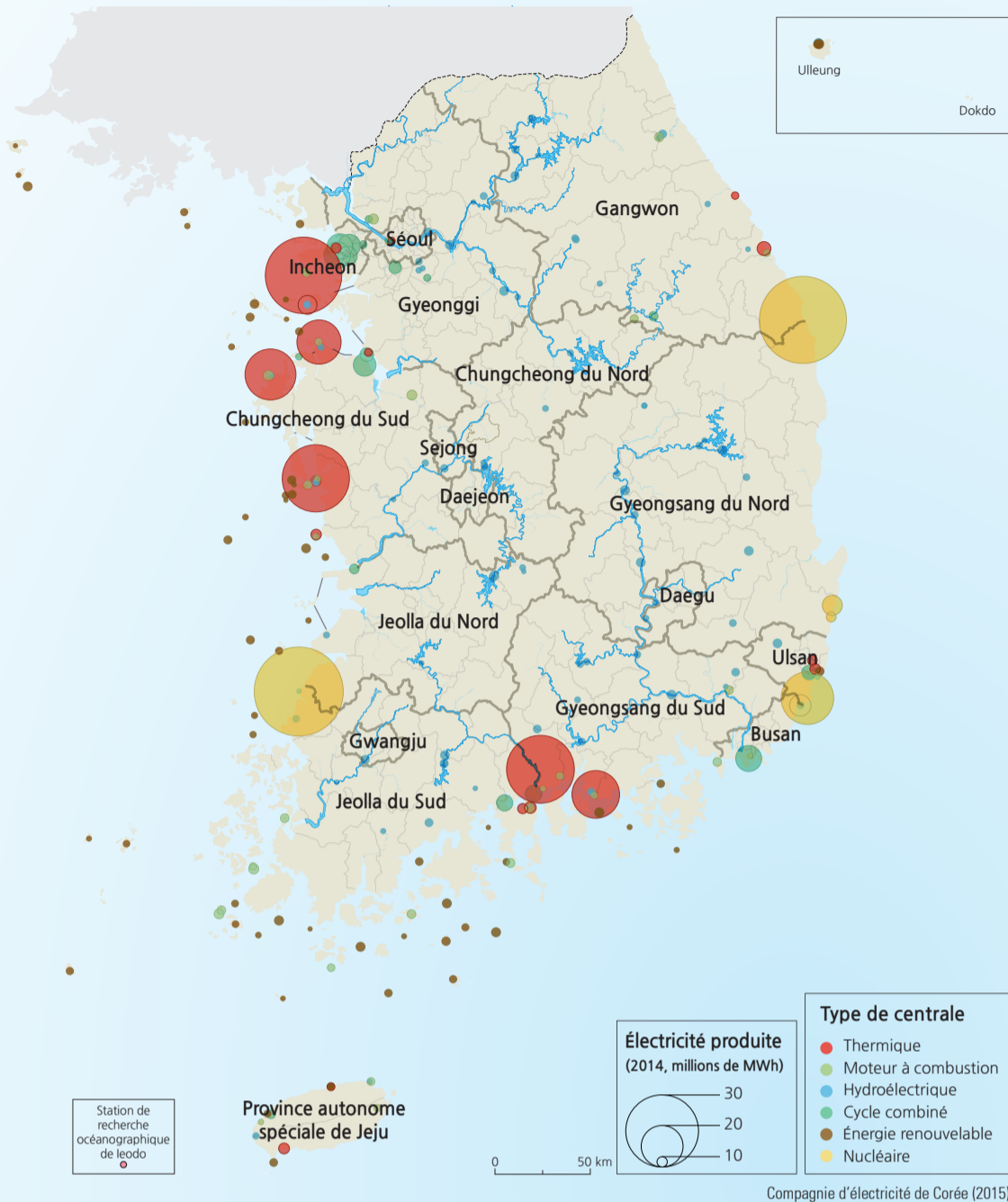
### La croissance des entreprises et des emplois dans le secteur des services



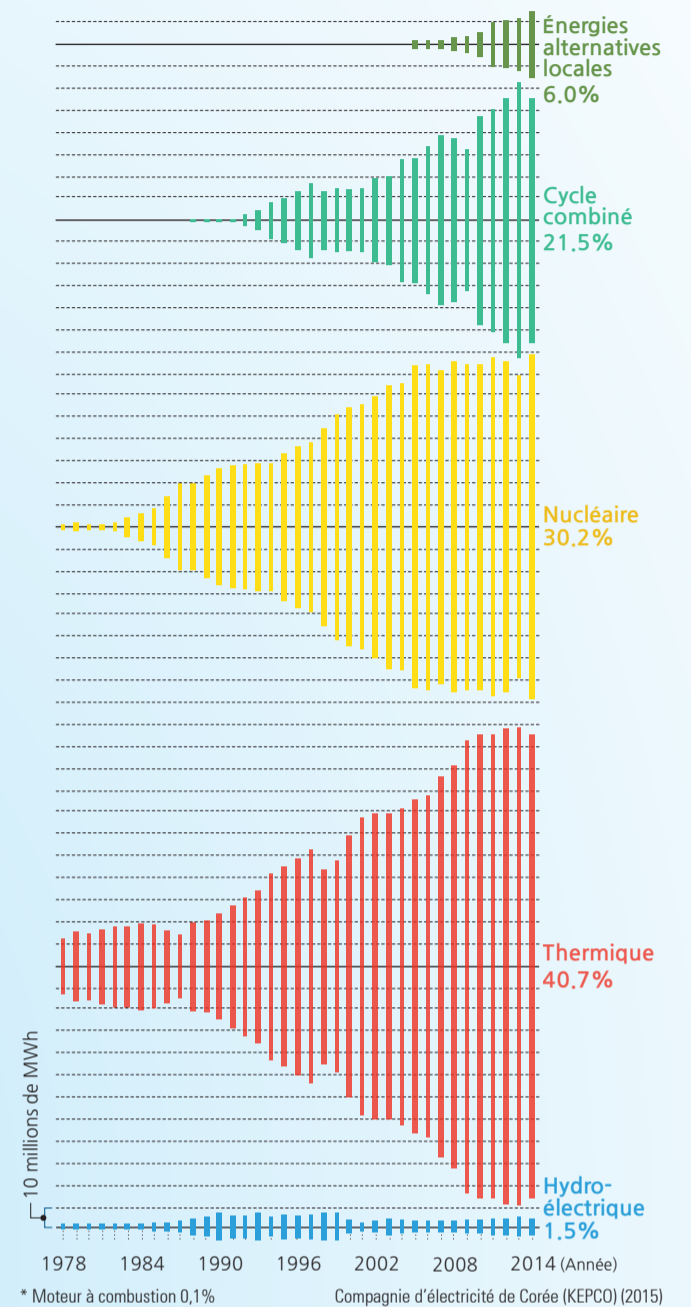


## Le secteur de l'énergie

### Localisation, type et capacité des centrales électriques (2014)



### Évolution de la répartition des sources d'énergie (1978-2014)



Ce parc éolien sur l'île de Jeju témoigne de la volonté de la Corée du Sud d'investir dans les énergies renouvelables

L'accès à l'énergie est une condition majeure du développement industriel. La Corée du Sud dépend largement des importations pour ses besoins en ressources énergétiques primaires, telles que le pétrole, le gaz naturel liquéfié, le charbon et l'uranium, qui sont ensuite converties en énergie de consommation telles que le gaz naturel, l'énergie thermique et l'électricité. La consommation d'énergie (210 millions de tep [tonnes métriques d'équivalent pétrole]) en Corée du Sud en 2013 était au moins cinq fois supérieure à celle d'il y a 30 ans. La dépendance du pays à l'égard des importations a également augmenté, passant de 75% en 1981 à 95,7% en 2013. Le pétrole est le plus consommé, représentant cette même année 37,8% de l'ensemble des sources d'énergie, dont plus de 85% était importé du Moyen-Orient. Le pétrole, le charbon bitumineux (27,2% de la consommation) et l'anthracite (2,1%) sont convertis en énergie thermique et en électricité. Le gaz naturel liquéfié (18,7% de la consommation) est converti en gaz naturel et en électricité. En 2013, l'énergie nucléaire et les énergies hydrauliques et renouvelables représentaient respectivement 10,4% et 3,8% des sources d'énergie primaire. Le secteur industriel

est celui qui consomme le plus d'énergie, soit 62,3% cette même année, suivi des secteurs résidentiel et commercial pour 17,8%, des transports avec 17,8% et du secteur public avec 2,2%.

En Corée du Sud, l'électricité est générée à partir de l'énergie hydraulique, du gaz, de la combustion interne, de la réaction nucléaire, de l'énergie à cycle combiné et de la cogénération ou de l'énergie renouvelable. La capacité totale de production d'électricité du pays est passée de 1,94 million de MWh en 1961 à 542 millions de MWh en 2014 (soit une production multipliée par 300), selon la Compagnie d'électricité de Corée (KEPCO). La combustion interne représentait alors 38,9% (211 millions de MWh) de la production totale d'électricité. Le nucléaire occupait le deuxième rang avec 28,8%, suivi du cycle combiné (12,1%). Les systèmes de combustion interne sont passés de 0,002 million de MWh en 1961 à 0,66 million de MWh en 2014 (soit une multiplication par 320). Le deuxième taux de croissance le plus élevé apparaît dans le secteur de la cogénération et des énergies renouvelables, avec une augmentation de 306 fois, passant de 0,01 million de MWh en 2004 à 3,3 millions de MWh en 2014. Sur le

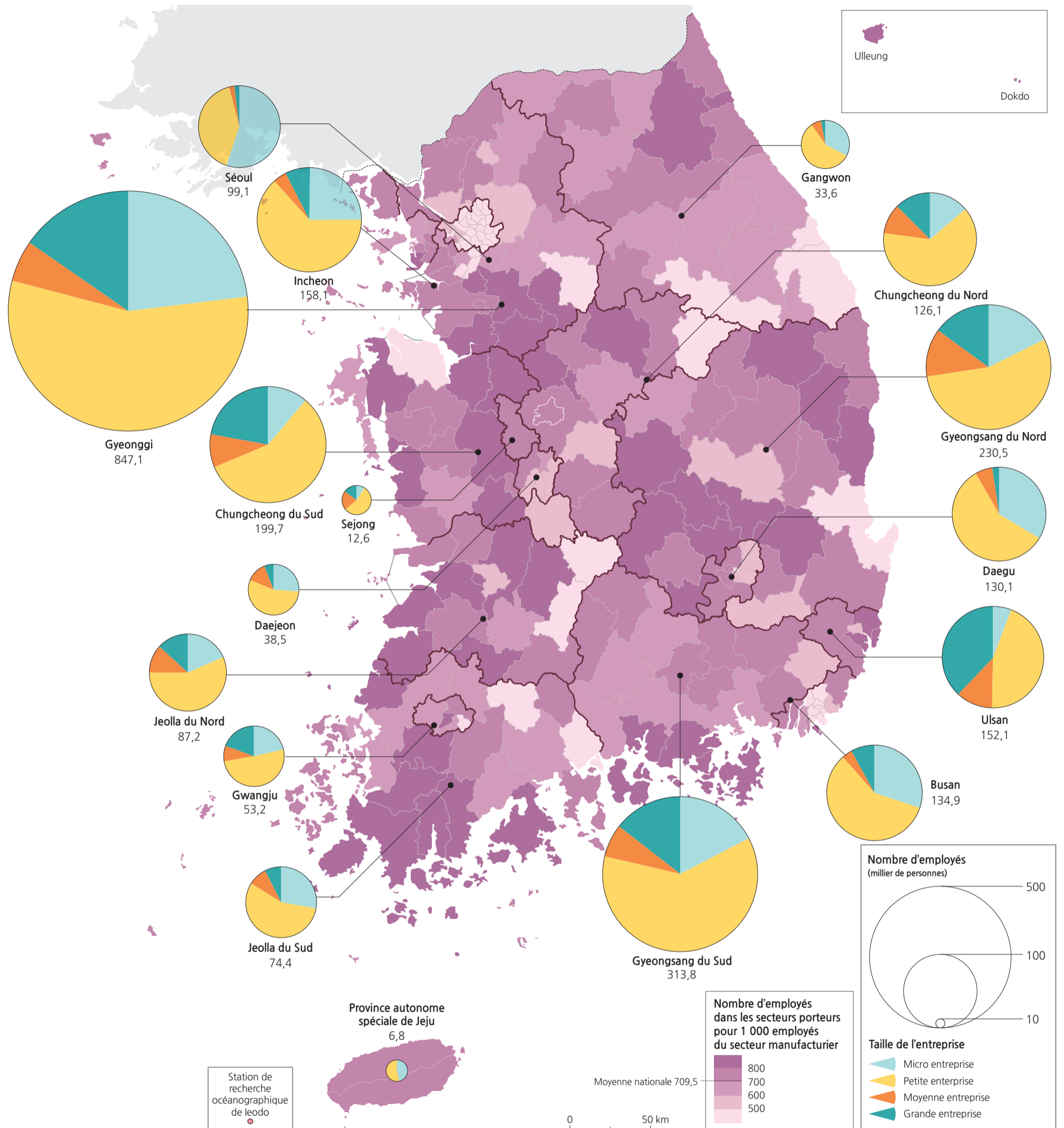
plan géographique, la majeure partie de l'électricité est générée le long des côtes ouest et sud-est. L'électricité est acheminée des grandes centrales côtières vers les zones intérieures à travers un large réseau électrique.

Les ressources, les modes de production et de transport, ainsi que les capacités de production d'énergie connaissent en Corée du Sud, comme dans le reste du monde, des transformations liées aux innovations technologiques. En raison des caractéristiques physiques du territoire coréen, l'hydroélectricité a toujours représenté une faible part des sources d'énergie, et elle ne devrait pas augmenter de manière significative dans le futur. Des essais sont toutefois en cours autour de certaines ressources renouvelables telles que la production d'électricité par les marées et l'utilisation de ressources géothermiques naturelles pour la production d'énergie thermique. Mais la plus grande part des besoins en énergie de la Corée du Sud est satisfaite par six centrales thermiques utilisant des sources d'énergie non renouvelables, principalement issues de matières premières importées. Il existe également vingt-trois centrales nucléaires concentrées à Busan et dans les deux provinces du Gyeongsang du Nord et du Jeolla du Sud. Ces centrales produisent actuellement, malgré leur nombre, une quantité d'énergie un peu inférieure à celle produite par les centrales thermiques. Dans les deux cas, ces types d'installations nécessitent de grands volumes d'eau pour le refroidissement. Aussi toutes les centrales sont-elles situées au bord ou à proximité des mers, ce qui garantit l'accès à l'eau de refroidissement. Une grande partie de l'énergie produite par ces centrales est ensuite transmise aux régions intérieures. La transmission d'électricité sur de longues distances entraîne toutefois une perte énergétique et un accroissement de son coût final.

En raison du coût de la transmission d'énergie, certains besoins doivent être satisfaits par d'autres moyens, en particulier pour les îles et les autres territoires enclavés. Dans ces espaces, de plus petites installations de combustion et des sources d'énergie alternatives permettent généralement de combler les besoins industriels et résidentiels insatisfaits.

## Les nouveaux moteurs de croissance économique

### L'emploi dans les nouveaux secteurs porteurs de croissance économique (2013)



La croissance et la capacité de création d'emplois des industries coréennes tendent à stagner une fois que l'économie a atteint un certain stade de développement. Les nouveaux secteurs porteurs de croissance industrielle, avec un fort potentiel de création de valeur ajoutée grâce à leur contenu technologique et leurs services de haute qualité, sont ceux qui permettent de maintenir une croissance économique élevée. En 2009, le gouvernement a identifié 17 nouveaux secteurs porteurs de croissance économique dans trois grands domaines en expansion : les technologies vertes, le secteur de la convergence numérique, et les services à forte valeur ajoutée. Le secteur de la convergence numérique intègre des composants numériques à des industries qui ne les utilisaient pas auparavant. Ces nouveaux secteurs porteurs incluent les services de diffusion

et de télécommunication, les technologies de l'information, la robotique, les matériaux de pointe et la nanotechnologie, l'industrie biopharmaceutique, l'industrie des appareils et instruments médicaux et le secteur des aliments à haute valeur ajoutée.

En 2013, la Corée comptait 233 099 entreprises dans ces nouveaux secteurs à forte croissance, qui employaient alors 2,69 millions de personnes, représentant 62,9% des entreprises manufacturières et 71% du nombre total d'employés. En termes de taille d'entreprise, il y avait 88 grandes entreprises, 428 moyennes entreprises, 44 438 petites entreprises et 188 145 micro entreprises. Ces deux derniers groupes représentaient ainsi 19,1% et 80,7% du total, et hébergeaient une très large part de l'emploi. En matière de répartition entre provinces, l'ensemble des

entreprises étaient, cette même année 2013, principalement concentrées dans le Gyeonggi (29,8%), à Séoul (10,1%), le Gyeongsang du Sud (9,4%), Daegu (7,6%), Busan (7,2%), le Gyeongsang du Nord (7,1%) et Incheon (6,3%). Il est à noter que 46,2% des nouveaux secteurs porteurs de croissance économique étaient situés dans la région métropolitaine de Séoul.

Les sites de ces nouveaux secteurs porteurs de croissance économique sont localisés de manière relativement homogène dans les 17 collectivités régionales de Corée du Sud. L'action du gouvernement vise en effet à une répartition homogène sur le territoire de la croissance économique et des créations d'emploi dans ces industries. Dans presque toutes les provinces, les petites entreprises composent plus de 50% de ces nouveaux secteurs.